

Document
du Groupe de la Banque mondiale
POUR USAGE OFFICIEL

Traduit de l'Anglais : Document Original n° 47273-DJ

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

STRATÉGIE D'AIDE-PAYS

POUR

LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

30 mars 2009

Département chargé de Djibouti
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte. Il ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles et sa teneur ne peut être divulguée sans l'autorisation de la Banque mondiale.

La dernière stratégie d'aide-pays (Rapport n° 31613-DJ) remonte au 24 mars 2005.

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire = Franc de Djibouti (DJF)

USD 1 = DJF 177,7 (taux de change fixé par la caisse d'émission)

ABREVIATIONS ET SIGLES

AAA	Activités d'analyse et de conseil	GFRP	Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale
ADDS	Agence djiboutienne de développement social	GPOBA	Partenariat mondial pour l'aide axée sur les résultats
AFD	Agence française de développement	HDI	Indice du développement humain
ANEFIP	Agence nationale de l'emploi, de la formation, et de l'insertion professionnelle	IDA	Association internationale de développement
AT	Assistance technique	IDE	Investissement direct étranger
BAD	Banque africaine de développement	IEG	Groupe indépendant d'évaluation
BID	Banque islamique de développement	SFI	Société financière internationale
CAS	Stratégie d'aide-pays	INSD	Initiative nationale pour le développement social
CE	Commission européenne	JSAN	Note consultative conjointe des services de la Banque et du FMI
CFAA	Évaluation de la responsabilité financière du pays	MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements
CPAR	Rapport analytique sur la passation des marchés dans le pays	ODM	Objectifs de développement pour le Millénaire
CPIA	Évaluation de la politique et des institutions nationales	OMS	Organisation mondiale de la santé
CPPR	Examen de la performance du portefeuille-pays	ONEAD	Office national des eaux et d'assainissement de Djibouti
DTS	Droits de tirage spéciaux	PIB	Produit intérieur brut
EDD	Électricité de Djibouti	PME	Petites et moyennes entreprises
EDP	Examen des dépenses publiques	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
EPT	Enseignement professionnel et technique	PPIAF	Mécanisme de conseil à l'appui de la formation de partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures
EPT-FTI	Éducation pour tous – Initiative Fast track	SEETF	Fonds fiduciaire sud-sud
ESMAP	Programme d'aide à la gestion du secteur énergétique	SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
FDI	Fonds de développement institutionnel	TFSCB	Fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités statistiques
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	TIC	Technologies de l'information et de la communication
FMI	Fonds monétaire international	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FSAP	Programme d'évaluation du secteur financier	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
GAC	Stratégie pour promouvoir la gouvernance et lutter contre la corruption	VAN	Valeur actuelle nette
GFDRR	Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement	VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

Vice-présidente	Daniela Gressani
Directeur des opérations	Emmanuel Mbi
Chef de projet	Guido Rurangwa

Membres de l'équipe de base: Alexandra Ortiz, Claudia Nassif, Conor Healy, Guido Rurangwa, Hoveida Nobakht, James Emery, Linda English, Michael Hamaide, Sameh El-Saharty, Xavier Devictor

Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte. Il ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles et sa teneur ne peut être divulguée sans l'autorisation de la Banque mondiale.

RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI
STRATÉGIE D'AIDE-PAYS
EXERCICE 2009-2012

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ ANALYTIQUE.....	i
I. INTRODUCTION.....	1
II. CONTEXTE NATIONAL.....	1
A. Contexte sociopolitique.....	1
B. Tendances économiques récentes.....	2
C. Perspectives économiques durant la période couverte par la CAS.....	6
D. Conditions de vie et objectifs de développement pour le Millénaire.....	10
III. OBJECTIFS ET STRATÉGIE DU GOUVERNEMENT.....	13
A. L'Initiative Nationale pour le Développement Social.....	13
B. Les principaux enjeux de développement.....	14
Promouvoir une croissance durable et améliorer la compétitivité.....	14
Améliorer le développement humain et les filets de sécurité.....	17
Renforcer la gouvernance.....	20
IV. EXPÉRIENCE DE LA BANQUE MONDIALE DANS LE CADRE DE LA CAS PRÉCÉDENTE.....	21
A. Résultats visés par la CAS 2005-2008: État d'avancement.....	21
Croissance et compétitivité.....	21
Valorisation des ressources humaines.....	21
Gouvernance économique.....	22
B. Gestion du portefeuille.....	23
V. STRATÉGIE PROPOSÉE POUR LA BANQUE MONDIALE.....	24
A. Principes directeurs.....	24
B. Stratégie d'aide proposée.....	25
Premier objectif de la CAS: Soutenir la croissance économique.....	25
Deuxième objectif de la CAS: Promouvoir le développement humain et l'accès aux services sociaux de base.....	27
Troisième objectif de la CAS: Renforcer la gouvernance et la gestion du secteur public.....	29
C. Partenariats et participation.....	30
VI. MAÎTRISER LES RISQUES.....	32
ANNEXES.....	35
Annexe 1: Cadre de résultats pour la CAS 2009-2012 de Djibouti.....	35
Annexe 2: Rapport d'achèvement de la CAS établie pour Djibouti, exercices 2005-2008.....	40
Annexe 3: Djibouti – Fonds fiduciaires actifs.....	59
Annexe A2 de la CAS: Djibouti en bref.....	61
Annexe B2 de la CAS: Indicateurs de la performance et de la gestion du portefeuille.....	63
Annexe B3 de la CAS: Récapitulatif du Programme de la BIRD/IDA.....	64
Annexe B4 de la CAS: Récapitulatif des services hors prêts - Djibouti.....	65
Annexe B5 de la CAS: Indicateurs sociaux de Djibouti.....	66
Annexe B8 de la CAS: Portefeuille d'opérations (BIRD/IDA et dons).....	69
Carte de Djibouti.....	71

Figures

Figure 1: Investissements directs étrangers, 2003-2008	3
--	---

Encadrés

Encadré 1: Mesures prises par Djibouti en réponse à la crise alimentaire et énergétique	5
Encadré 2: Djibouti: Les coûts de la crise financière et économique mondiale	8
Encadré 3: Initiative nationale pour le développement social — Le DSRP de la deuxième génération.....	14

Tableaux

Tableau 1: Sélection d'indicateurs économiques.....	9
Tableau 2: Progrès enregistrés par Djibouti en direction des ODM.....	11
Tableau 3: Financements envisagés par l'IDA, Ex. 2009-2012	30
Tableau 4: Fonds fiduciaires et FDI, Ex. 2009-2012.....	30
Tableau 5: Activités hors prêt.....	30

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

i. ***Djibouti est un petit pays d'environ 830 000 habitants qui occupe une position stratégique dans la Corne de l'Afrique, à l'entrée sud de la Mer Rouge.*** Le pays est quasiment une cité-État—les deux tiers environ des habitants vivent dans la capitale—et l'arrière-pays, qui prolonge les terres désertiques d'Éthiopie et de Somalie, est habité par une population éparse de pasteurs nomades pauvres. ***Politiquement stable, le pays occupe une position neutre dans la Corne de l'Afrique, région souvent en proie à des tensions politiques.***

ii. ***L'économie djiboutienne est fondée sur les rentes que procure au pays sa position stratégique sous forme de recettes portuaires, de recettes militaires et d'aide extérieure.*** Djibouti dispose de maigres ressources naturelles, et les terres arables, les précipitations et l'eau y sont rares. Le secteur manufacturier est peu développé, et l'agriculture inexistante. L'économie dépend donc principalement des recettes et des rentes tirées directement ou indirectement des activités du port international de Djibouti et des opérations commerciales connexes, notamment du transit commercial à destination et en provenance de l'Éthiopie. Ce pays enclavé d'environ 75 millions d'habitants est en effet le principal utilisateur des ports djiboutiens.

iii. ***Au cours des quatre dernières années—période couverte par la dernière stratégie d'aide-pays (CAS)—Djibouti a connu une forte expansion économique.*** La croissance du PIB réel s'est accélérée, passant de 3% par an en moyenne entre 2001 et 2005 à 4,8% en 2006, et à 5,9% en 2008. Cet essor est attribuable pour l'essentiel à l'expansion budgétaire et à l'afflux considérable d'investissements directs étrangers (IDE) dans les secteurs portuaire, touristique et du bâtiment. Cette croissance a néanmoins été accompagnée par une poussée d'inflation, qui a atteint 14% sur la période de 12 mois allant jusqu'en août 2008 suite à l'envolée des prix énergétiques et alimentaires mondiaux.

iv. ***La croissance économique n'a toutefois pas été suffisante pour permettre au pays de s'attaquer à la pauvreté structurelle, profondément enracinée à Djibouti, et de mettre un terme au cycle de résultats socioéconomiques.*** Malgré un revenu par habitant relativement élevé (USD 1 060 en 2007), l'incidence de la pauvreté à Djibouti est élevée (42% en valeur absolue et 75% en valeur relative). Cette pauvreté est exacerbée par la présence d'un grand nombre de réfugiés vivant à Djibouti, qui accentue encore la pression sur des services sociaux déjà très sollicités. Malgré quelques progrès, notamment l'accroissement des taux de scolarisation et la réduction de la mortalité, les résultats restent relativement médiocres. Pays à déficit alimentaire, Djibouti est entièrement tributaire de ses importations pour satisfaire les besoins d'alimentation de sa population, et reste très exposée à des chocs extérieurs comme le brutal renchérissement des prix des denrées alimentaires et des carburants ou des catastrophes naturelles telles qu'inondations ou sécheresse. Enfin, le niveau élevé du chômage (entre 45 et 60% selon les estimations) contribue à fragiliser le pays.

v. *Djibouti n'est pas à l'abri des effets de la crise économique et financière mondiale.* Bien que le risque de contagion directe du secteur financier national, encore embryonnaire, reste faible, le reflux des investissements directs étrangers pourrait être le principal vecteur de la crise pour Djibouti. La mesure dans laquelle ce risque, actuellement considéré comme limité, se matérialisera sera fonction de l'impact qu'aura la crise sur les principaux partenaires économiques du pays, et des mesures que prendront les autorités djiboutiennes pour y faire face.

vi. *Le nouveau Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté élaboré par Djibouti—l'Initiative nationale pour le développement social (INDS)—présente un plan détaillé pour promouvoir la croissance économique et réduire la pauvreté.* Cette stratégie, qui a été présentée au Conseil d'administration de la Banque mondiale le 17 octobre 2008, vise: i) à stimuler la croissance tout en maintenant la stabilité macroéconomique; ii) à fournir un accès universel aux services de base et à renforcer le capital humain; iii) à promouvoir un développement local harmonieux et équilibré qui préserve l'environnement; et iv) à améliorer la gouvernance et à renforcer les capacités.

vii. *La stratégie proposée pour la période couvrant les exercices 2009 à 2012 a été préparée en consultation avec le gouvernement et les autres parties prenantes dans un souci d'harmonisation et de complémentarité accrues.* Les objectifs, les thèmes et les programmes inclus dans la CAS proposée ont été examinés avec les pouvoirs publics, la société civile et les autres bailleurs de fonds dans le cadre de consultations formelles qui se sont déroulées entre novembre 2008 et février 2009. Les opinions exprimées lors de ces consultations ont été incorporées dans la stratégie. La CAS souligne l'importance de collaborer avec les donateurs, d'axer les programmes de la Banque sur les domaines dans lesquels l'institution dispose d'un avantage comparatif, d'éviter la duplication des programmes et de renforcer l'harmonisation de l'aide. Elle traduit également le souci de resserrer la coordination au sein du Groupe de la Banque mondiale, avec le concours de la Société financière internationale (SFI) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA).

viii. *La stratégie, très sélective, s'appuie sur les acquis de la CAS précédente.* Comme indiqué dans le Rapport d'achèvement y afférent (Annexe 2), la CAS antérieure a permis d'obtenir de solides résultats: la gestion du portefeuille s'est nettement améliorée, et chacun des projets qui en font partie devrait atteindre ses objectifs de développement. En matière de gouvernance et de compétitivité, cependant—deux fronts sur lesquels le gouvernement n'a pas encore fait preuve d'une forte volonté de réforme—tous les résultats n'ont pas été atteints. Compte tenu de l'expérience antérieure de la Banque à Djibouti, du montant limité des ressources de l'IDA et des leçons tirées des interventions dans les petits États visant à accroître l'efficacité du développement, la stratégie envisagée pour la période couverte par les exercices 2009 à 2012 cible un petit nombre d'activités. Les programmes de prêt qui ont été retenus portent sur des domaines dans lesquels la Banque a obtenu jusqu'ici de solides résultats. La Banque fournira également une aide au renforcement des capacités dans d'autres domaines dans lesquels elle dispose de connaissances spécialisées.

ix. *La CAS s'articule autour de trois axes stratégiques alignés sur les thèmes de l'INDS.*

- **Soutenir la croissance.** La Banque soutiendra les efforts déployés par les pouvoirs publics pour renforcer le cadre de l'activité économique, l'accent étant mis sur l'atténuation des obstacles à la réduction des coûts du développement du secteur privé, en particulier dans les secteurs de l'électricité et des télécommunications et dans le secteur financier.
- **Promouvoir le développement humain et l'accès aux services de base.** La Banque aidera Djibouti à élargir l'accès à des services d'éducation et de santé de meilleure qualité, et à renforcer la protection sociale des plus défavorisés ainsi que les aides directes aux pauvres.
- **Renforcer la gouvernance et la gestion du secteur public.** La Banque poursuivra son dialogue avec les pouvoirs publics et continuera d'apporter son concours technique au renforcement des processus budgétaires et à l'amélioration des activités de suivi et d'évaluation.

x. *La stratégie d'aide proposée reconnaît toutefois que certains risques pourraient compromettre la mise en œuvre de la CAS ou en limiter l'impact.* La poursuite de la croissance et le maintien de la stabilité macroéconomique dépendent de la régularité des recettes tirées par l'administration des activités portuaires et des bases militaires, et, ce qui est encore plus important, des apports d'IDE et du soutien des bailleurs de fonds. La location des bases militaires continuera probablement de procurer des ressources à l'État et pourrait atténuer en partie le risque de perte de recettes, mais les chocs économiques et politiques extérieurs, et en particulier la persistance de la crise financière mondiale actuelle, pourraient peser sur les recettes portuaires et les apports d'IDE. Il existe également des risques liés à la capacité d'exécution de la stratégie. L'expérience de la stratégie précédente montre cependant que lorsque les projets sont bien ciblés et de conception simple, qu'ils font l'objet d'une supervision attentive et dynamique, et qu'une aide supplémentaire au renforcement des capacités est apportée en parallèle, ce risque peut être nettement atténué.

I. INTRODUCTION

1. *La dernière stratégie d'aide-pays (CAS) pour Djibouti a été examinée par le Conseil d'administration de la Banque mondiale en mars 2005.* La stratégie pour la période 2005-2008 soutenait la mise en œuvre par le pays du premier Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) axé sur la croissance, le développement humain et la gouvernance.

2. *La CAS pour la période couvrant les exercices 2009 à 2012 est fondée sur l'Initiative nationale pour le développement social (INDS) de Djibouti.* Elle s'appuiera sur les résultats obtenus dans le cadre de la stratégie précédente pour promouvoir la mise en œuvre du programme d'activités de l'INDS. Trois principes guideront l'action de la Banque durant cette période: i) faire cadrer les interventions avec les objectifs de l'INDS; ii) faire preuve de sélectivité pour avoir un impact optimal; et iii) jouer la carte de la complémentarité et de l'harmonisation avec les autres bailleurs de fonds.

II. CONTEXTE NATIONAL

A. Contexte sociopolitique

3. *Djibouti est un petit pays de 23 200 km² dépourvu de ressources, qui occupe une position stratégique dans la corne de l'Afrique à l'entrée sud de la Mer Rouge.* Djibouti dispose de peu de ressources naturelles: les terres arables sont limitées, la pluviométrie et les eaux souterraines insuffisantes, et le pétrole et le gaz inexistant. D'après les estimations, le pays compte 830 000 habitants, dont 87% vivent en zone urbaine¹. Le pays est quasiment une cité-État—les deux tiers environ de la population vivent dans la capitale. L'arrière-pays, qui prolonge les terres désertiques d'Éthiopie et de Somalie, est habité par une population éparse de pasteurs nomades pauvres. La population est jeune, les moins de 15 ans représentent environ 40%, et seulement 15% ont plus de 40 ans.

4. *Le pays occupe une position neutre dans la corne de l'Afrique, région où les tensions politiques sont fréquentes.* Depuis le déclenchement des hostilités entre l'Éthiopie et l'Érythrée en 1998, Djibouti est devenu le seul débouché maritime de l'Éthiopie. Djibouti entretenait également des relations cordiales avec l'Érythrée jusqu'à l'émergence d'un différend frontalier en mai-juin 2008. Les deux pays n'ont pas encore engagé de négociations directes, mais la situation est stable. Djibouti prend une part active aux rencontres sur la paix organisées entre les parties au conflit violent qui déchire

¹ Ces chiffres sont basés sur des informations anciennes. L'enquête démographique la plus récente remonte en effet à 1991. Ces chiffres sont néanmoins généralement acceptés. Le nouveau recensement national est prévu pour 2009. Voir le paragraphe 25.

la Somalie, et le pays continue d'accueillir un grand nombre de réfugiés en provenance des pays voisins, en particulier de la Somalie.

5. ***Djibouti renforce ses relations et ses partenariats avec d'autres pays clés.*** Outre les relations étroites que le pays entretient depuis longtemps avec la France, les liens avec les États-Unis se sont également renforcés avec la présence accrue de l'armée américaine dans la région et l'établissement par les États-Unis d'une base militaire dans le pays. De même, une base navale allemande a été créée en mars 2002 pour surveiller le trafic maritime entre la Somalie et la péninsule arabe. Sous l'effet combiné de ces partenariats, les recettes extérieures se sont améliorées grâce aux montants payés pour la location des bases militaires.

6. ***Les pays arabes, y compris les Émirats arabes unis, sont devenus d'importants alliés économiques.*** En 2000, Dubai Ports World a remporté un contrat de gestion de 20 ans pour le port de Djibouti et s'est ensuite vu confier l'administration des douanes et des opérations de l'aéroport de Djibouti. Il en est résulté un accroissement considérable des investissements, de l'efficacité, de l'activité et des recettes des ports djiboutiens.

7. ***Djibouti connaît la paix et la sécurité intérieure.*** L'équilibre du pouvoir entre les principaux groupes ethniques du pays reste un élément important de la stabilité politique intérieure. Les deux principaux groupes qui composent la population djiboutienne sont les Issas et les Afars. La zone de peuplement des Issas déborde sur la Somalie voisine, les Afars étant également présents en Éthiopie et en Érythrée. La lutte pour le pouvoir a abouti à une guerre civile entre 1991 et 1994, qui a pris officiellement fin avec la signature d'un accord de paix en 2001. Dans le passé, les liens ethniques étroits unissant la population avec les habitants des pays voisins, dont l'instabilité est propice à des conflits, ont engendré un afflux de réfugiés, ce qui a eu pour effet d'accroître la concurrence pour des ressources déjà maigres et de perturber la stabilité politique intérieure. La difficulté pour les dirigeants du pays est que, compte tenu de l'instabilité actuelle de la région, ils doivent éviter de rompre un équilibre précaire; ils sont donc moins en mesure de conduire les réformes économiques et sociales difficiles.

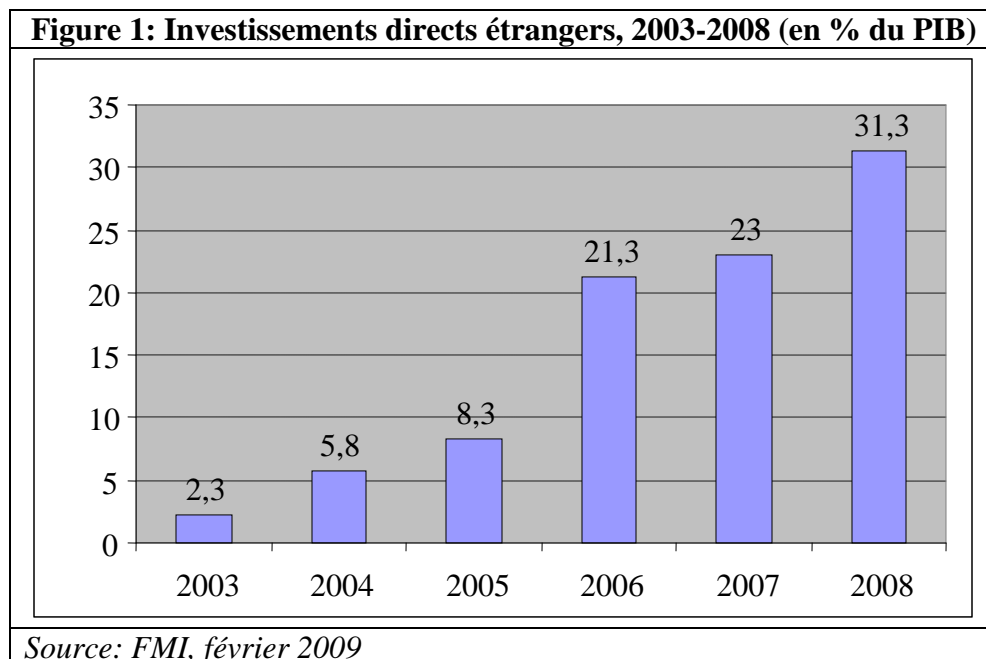
8. ***La majorité présidentielle continue de dominer la scène politique intérieure.*** Le président est élu au suffrage direct pour un mandat de six ans, et il nomme le premier ministre. Le président actuel, au pouvoir depuis 1999, a été réélu en 2005 à l'issue d'un scrutin boycotté par l'opposition. Le Parlement est également élu. Lors des dernières élections parlementaires qui se sont tenues en février 2008, l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), la coalition au pouvoir, a remporté une victoire écrasante dans les élections locales et régionales et conservé la totalité des 65 sièges de l'assemblée nationale. L'élection a été boycottée par les partis d'opposition regroupés au sein de l'Union pour l'alternance démocratique (UAD). La branche judiciaire est administrativement tributaire du pouvoir exécutif.

B. Tendances économiques récentes

9. ***En septembre 2008, Djibouti a conclu avec le fonds monétaire international (FMI) un accord au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance***

(FRPC). En vertu de cet accord, Djibouti recevra 20 millions de dollars d'assistance financière et est censée mettre en œuvre une série de réformes économiques et sociales. Le programme vise à promouvoir une croissance économique durable et équilibrée fondée sur la stabilité macroéconomique, l'amélioration de la compétitivité, la réduction de l'inflation et le renforcement de la position extérieure.

10. *Djibouti est fondamentalement une économie de rente qui tire ses revenus, sous forme de recettes portuaires et militaires et d'apports d'aide extérieure, de son emplacement stratégique.* La production agricole et le secteur manufacturier ne représentent respectivement que 5% et 16% du PIB, et les services, 79%. L'économie djiboutienne repose principalement sur les recettes et les rentes tirées directement ou indirectement des activités du port international de Djibouti et des opérations commerciales connexes. Environ 95% du transit à destination et en provenance de l'Éthiopie passent par le port de Djibouti, dont ils représentent 80% des activités. Les investissements consentis par Emirates National Oil et Dubai Ports World ont permis à Djibouti d'accroître considérablement ses capacités portuaires. Un nouveau terminal de conteneurs a été construit à Doraleh pour la manutention de produits pétroliers, de gaz de pétrole liquéfié (GPL), d'huiles alimentaires et de bitume. La deuxième phase du projet prévoit l'aménagement d'un port à conteneurs en eau profonde (18 à 20 m), assorti d'un quai de 2000 m de long qui pourra accueillir les porte-conteneurs de la dernière génération. Grâce à ces nouveaux aménagements, le port de Doraleh pourra satisfaire à des exigences croissantes au cours des 20 prochaines années et porter sa productivité au niveau de celle de ports sophistiqués comme Dubaï ou Singapour.



11. *L'environnement macroéconomique s'est considérablement amélioré ces dernières années.* La croissance du PIB réel s'est accélérée, passant de 3% par an en moyenne entre 2001 et 2005 à 4,8% en 2006, puis à 5,3% en 2007, et à 5,9% en 2008 (tableau 2.1). Cette évolution est attribuable pour l'essentiel à l'expansion budgétaire et

aux investissements directs étrangers (IDE) substantiels réalisés dans les secteurs des ports, du tourisme et du bâtiment. Rapportés au PIB, les IDE sont passés de 8,3% en 2005 à 23% en 2007 et à 31,3% en 2008 (figure 1), et les investissements intérieurs ont plus que doublé en trois ans pour atteindre 50,5% en 2008 contre 23,2% en 2005.

12. ***L'inflation s'est accélérée en 2008 en raison principalement de la flambée des prix mondiaux des produits énergétiques et alimentaires importés.*** En moyenne annuelle, l'inflation est passée de 3,1% en 2005 à 5,0% en 2007 et, d'après les estimations, elle atteindrait 12% en 2008. La croissance a toutefois été accompagnée par une poussée d'inflation, qui a atteint 14% sur la période de 12 mois allant jusqu'en août 2008, conséquence de l'envolée des prix énergétiques et alimentaires mondiaux.

13. ***Le déficit budgétaire s'est creusé en 2006 et 2007, mais a diminué en 2008 malgré la crise alimentaire et énergétique.*** De légèrement restrictive en 2005 (0,2% du PIB), l'orientation de la politique budgétaire de Djibouti est devenue expansionniste en 2006 (-2,5% du PIB) et en 2007 (-2,6% du PIB), suite à l'accroissement des dépenses liées aux élections régionales, à l'organisation à Djibouti en novembre 2006 du Sommet du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), et à l'augmentation des subventions au titre de l'électricité. Ce surcroît de dépenses n'a été que partiellement compensé par les recettes publiques, qui sont restées stables (20,3% du PIB en 2006 et 20,5% en 2007). D'après les estimations, le déficit budgétaire s'établirait à 1,9% du PIB en 2008. Les recettes budgétaires ont diminué par suite de la suppression de la taxe à la consommation prélevée sur les denrées alimentaires de base (environ 0,5% du PIB), mais l'accroissement des transferts au profit de la compagnie publique d'électricité, Électricité de Djibouti (EDD), a été largement compensé par l'aide fournie par les bailleurs de fonds. À moyen terme, le déficit budgétaire devrait rester stable, le gouvernement comptant en effet maintenir la masse salariale de la fonction publique à un niveau constant en termes réel, tout en percevant davantage de recettes avec l'introduction de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) en janvier 2009.

Encadré 1: Mesures prises par Djibouti en réponse à la crise alimentaire et énergétique

Les Djiboutiens ont été frappés de plein fouet par le renchérissement des prix alimentaires et énergétiques mondiaux. Tout au long de 2008, les prix des denrées alimentaires et du kérosène ont enregistré de fortes hausses, qui ont atteint jusqu'à 27 et 11% respectivement. Les prix de certains produits alimentaires comme le riz, qui est la principale denrée de base, ont pratiquement triplé depuis qu'ils ont commencé à grimper en 2006. Dans un premier temps, cette envolée des prix alimentaires et énergétiques a eu des effets dévastateurs sur les segments les plus vulnérables des populations pauvres, et le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire s'est accru pour atteindre 341 280 durant l'été 2008. Les taux de malnutrition qui, en temps normal, dépassent déjà de 15% le seuil critique établi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ont encore augmenté.

Les pouvoirs publics n'ont pas tardé à prendre des dispositions pour contrer la crise alimentaire et énergétique. Des mesures immédiates ont été prises, notamment pour distribuer des produits alimentaires (à l'école et sur le lieu de travail), supprimer les taxes sur les denrées alimentaires de base et imposer des limites aux marges bénéficiaires des importateurs-grossistes de produits alimentaires. Malgré l'alourdissement de la facture des importations de carburant, les autorités n'ont pas entièrement répercuté la hausse des prix sur les consommateurs, ce qui a entraîné une perte de recettes et un accroissement des dépenses au titre des transferts au profit de la compagnie publique d'électricité, EDD. L'appui budgétaire fourni par la Banque mondiale à travers le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP) et la restructuration du crédit d'investissement dans le secteur de l'énergie ont contribué à atténuer le déficit budgétaire en résultant.

La situation s'est stabilisée avant la fin de 2008, mais le prix de certains produits alimentaires reste élevé. Les prix du kérosène, de la farine et de l'huile alimentaire sont revenus à leur niveau d'avant la crise, mais ceux du riz et du lait en poudre, par exemple, n'ont pas baissé. Les autorités ont décidé de maintenir l'exonération fiscale instaurée sur ces produits de première nécessité, et le manque à gagner pour l'État sera compensé par le surcroît de recettes résultant de l'introduction de la TVA au début de 2009.

14. ***Le creusement du déficit courant est surtout imputable à l'accroissement des importations financées par les IDE, mais aussi au renchérissement des prix des produits alimentaires et du pétrole.*** Le déficit du solde courant extérieur, d'ampleur limitée en 2005, s'est creusé pour atteindre 25,6% en 2007 et, d'après les estimations, il devrait atteindre 40,4% en 2008. Cette détérioration a cependant été contrebalancée par l'excédent considérable dégagé par le compte de capital et d'opérations financières, lequel est allé grossir les réserves publiques brutes qui totalisaient 130 millions de dollars à la fin de 2007, et 174 millions de dollars à la fin de 2008. À cette date, les réserves internationales couvraient l'équivalent d'environ 3,3 mois d'importations.

15. ***La dette extérieure reste d'un montant élevé.*** Elle est en effet passée de 437 millions de dollars en 2006 à 504 millions de dollars en 2007, et à 614 millions de dollars en 2008. Il s'agit à 90% d'une dette concessionnelle à long terme. Le ratio de la dette au PIB est passé de 57% en 2006 à 59% en 2007 et à 62,3% en 2008. Rapporté au PIB, le service de la dette se maintient à un niveau stable de 3,3% en 2006 et 2007 et de 2,9% en 2008. Suite à l'accord conclu entre Djibouti et le FMI au titre de la FRPC, les pouvoirs publics et les créanciers du Club de Paris ont convenu en octobre 2008 de restructurer la dette extérieure. L'accord, conclu dans le cadre de l'approche d'Évian, était fondé sur les conditions de Houston. Compte tenu de la capacité de paiement limitée de Djibouti, cet accord prévoyait des mesures supplémentaires exceptionnelles et portait sur un montant de 69 millions de dollars, dont 58 millions de dollars au titre d'arriérés et de pénalités de retard. Cet accord devrait permettre de ramener le service de la dette

envers les créanciers du Club de Paris de 85 à 19 millions de dollars pendant la durée du programme appuyé par le FMI. Le gouvernement s'est engagé à solliciter un traitement comparable de la part des créanciers autres que ceux du Club de Paris. Les créanciers du Club de Paris ont en principe accepté d'envisager un traitement de sortie de la dette si nécessaire, pour ramener le niveau d'endettement du pays à un niveau tolérable en 2012, c'est-à-dire à la fin de la période de consolidation couverte par l'accord actuel, sous réserve que Djibouti conclue un accord avec le FMI par un programme de suivi, mette en œuvre un traitement comparable avec ses autres créanciers extérieurs et respecte toutes les échéances de paiement prévues dans le cadre de l'accord actuel.

16. ***L'assouplissement des conditions monétaires s'est poursuivi en 2006 et 2007, mais la tendance s'est légèrement infléchie en 2008.*** La masse monétaire (M3) s'est accrue de 17,2% en 2008. Après être resté inchangé pendant plusieurs années, le crédit au secteur privé a augmenté de 23% en 2007 principalement sous l'impulsion de la consommation, de la construction, de l'accroissement des investissements publics et de l'entrée de nouvelles banques sur le marché. Le franc Djibouti s'est déprécié contre l'euro en 2006 et 2007, ce qui aurait dû rendre les exportations de marchandises de Djibouti plus compétitives, mais les faiblesses structurelles telles que les maigres ressources naturelles, des coûts d'électricité et de main-d'œuvre élevés, un niveau de qualification insuffisant, la faible productivité de la main-d'œuvre et un cadre institutionnel peu porteur continuent de brider le développement des secteurs d'exportation autres que les activités des services portuaires et de transport.

17. ***Le secteur bancaire est en plein essor.*** Les banques sont bien capitalisées et rentables, et elles ont progressivement réduit leur portefeuille de prêts improductifs. Quatre nouveaux établissements ont ouvert leurs portes en 2006-2008, portant à six le nombre de banques opérationnelles à Djibouti, et quatre autres devraient entrer sur le marché d'ici à la fin de 2009. Des réformes structurelles de fond ont été menées dans ce secteur au cours des cinq dernières années, et les banques en difficulté ont été fermées. La création de nouvelles banques devrait stimuler la concurrence en réduisant les coûts d'emprunt et en élargissant la palette des instruments financiers offerts aux petites et moyennes entreprises (PME). Un programme d'évaluation du secteur financier (FSAP) a récemment été lancé pour évaluer les défis de plus en plus nombreux qui se posent en matière de supervision bancaire.

18. ***Le système commercial de Djibouti est entièrement ouvert et dépourvu de protection tarifaire ou non tarifaire.*** La libre circulation des capitaux et la libéralisation du secteur bancaire ont permis au pays de devenir un centre régional de services commerciaux et de tirer parti de l'emplacement stratégique naturel du port qui confère à Djibouti une importance géopolitique accrue.

C. Perspectives économiques durant la période couverte par la CAS

19. ***Étant donné que le système financier de Djibouti est relativement peu développé et que les opérations économiques sont principalement fondées sur des règlements en monnaie fiduciaire, les risques de contagion directe du secteur financier restent faibles.*** Il n'existe pas de marché boursier, et les services d'intermédiation

financière sont essentiellement fournis par les banques. Bien que le secteur bancaire se développe rapidement, le pays ne compte encore que six banques, issues pour la plupart de pays émergents ou en développement. Cela étant, les deux principaux opérateurs historiques appartiennent à d'importants groupes bancaires français et représentent plus de 90% de tous les dépôts et octrois de crédit. Ces établissements opèrent de manière largement indépendante et sont bien capitalisés, relativement liquides, et rentables. Si ces deux systèmes étaient touchés en parallèle par une crise de liquidité et si les banques françaises ne bénéficiaient pas d'un appui suffisant de l'État, une crise majeure en résulterait.

20. ***L'impact de la crise mondiale sur l'économie réelle et sur la réduction de la pauvreté dépendra de ses effets sur les principaux partenaires économiques du pays et des mesures que prendront les autorités djiboutiennes pour y faire face.*** Le principal risque à moyen terme est que les apports d'IDE diminuent. Ces apports sont importants, puisqu'ils ont représenté environ 31,3% du PIB en 2008, mais on s'attend à ce qu'ils diminuent pour ne plus représenter que 8,1% du PIB en 2009, par suite du report probable d'un important nouveau projet d'investissement (construction d'un second terminal de conteneurs à Doraleh). Nombre des projets d'investissement prévus pour 2009 et 2010 ont été confirmés, ce qui est rassurant, mais quelques-uns, notamment un projet de construction d'une raffinerie de pétrole et d'un oléoduc, risquent d'être annulés en raison de la crise mondiale et de son impact sur les pays d'origine des investisseurs. Les autorités ont entrepris d'évaluer les effets possibles de la crise, en coordination étroite avec le FMI et Banque mondiale. Les effets de la crise mondiale sur l'économie djiboutienne devraient se traduire par un fléchissement des IDE (encadré 2) et, partant, par une contraction annuelle de 1 à 1,5 point de pourcentage de l'activité à moyen terme. Si la crise mondiale devait s'aggraver, les autorités n'auraient sans doute guère de marge pour atténuer ce choc et seraient contraintes, face à la diminution des recettes, de resserrer la politique budgétaire. Les pressions extérieures pourraient avoir des effets contradictoires (variations des prix des produits de base, ajustement du taux de change avec le dollar, ralentissement des entrées de capitaux et des importations), aussi l'évolution des taux d'inflation et de change doit-elle être suivie de près. Une aide extérieure sous forme d'assistance technique et de concours financiers serait nécessaire pour atténuer l'impact d'un tel choc sur les pauvres.

21. ***À moyen terme, la croissance devrait être tirée par les projets d'investissement et l'expansion prévue des activités portuaires.*** On s'attend à un ralentissement modéré de l'activité économique, qui devrait ressortir à environ 5% en 2009, en raison principalement du report de la construction d'un deuxième terminal à conteneurs à Doraleh. Durant la période couverte par la CAS, les prévisions tablent sur un rebond qui devrait faire remonter la croissance aux environs de 7% à la faveur de l'expansion attendue des activités portuaires et des opérations de transbordement, dans l'hypothèse d'un niveau d'investissement stable. Un scénario plus prudent table sur une croissance annuelle de 5,5% à moyen terme. L'inflation annuelle moyenne, de 12% en 2008 selon les estimations, devrait tomber en dessous de 7,5% en 2009 à la faveur de la baisse des prix mondiaux du pétrole et des produits alimentaires, qui avaient atteint des sommets en 2008. Si l'on en croit les prévisions, les exportations traditionnelles, dopées par l'expansion récente des activités portuaires et des installations d'abattage du bétail,

devraient poursuivre leur progression en 2009-2010, tandis que le déficit commercial devrait se résorber en 2009, par suite de la baisse des prix internationaux des produits alimentaires et du pétrole, et du recul des importations qui étaient liées aux apports d'IDE et qui diminueront une fois les grands projets de 2008 terminés. La reprise progressive des IDE aura probablement pour effet de creuser de nouveau les déficits courants à partir de 2010.

Encadré 2 Djibouti: Les coûts de la crise financière et économique mondiale

En principe, la crise économique et financière mondiale pourrait se propager à Djibouti par quatre modes de transmission: i) contagion directe du marché financier; ii) diminution des envois de fonds des travailleurs émigrés; iii) ralentissement du commerce international; ou iv) réduction des IDE. Plusieurs facteurs contribuent toutefois à limiter les risques et les coûts économiques de la crise mondiale.

Le secteur financier est peu développé et résiste relativement bien aux turbulences financières mondiales. Le secteur financier de Djibouti est sous-développé et constitué essentiellement par l'activité bancaire. Moins de 10% de la population ont un compte en banque, et l'acceptation de dépôts et de placements de fonds étrangers représente la majeure partie des transactions bancaires. Les deux banques françaises qui dominent le marché opèrent indépendamment de leurs maisons-mères. Le secteur bancaire se caractérise par une forte liquidité, une capitalisation adéquate et une rentabilité élevée. Il ressort d'un rapport établi récemment sur le secteur financier que le secteur bancaire djiboutien est particulièrement exposé à l'éventualité d'une détérioration de la qualité du crédit, d'un choc de liquidité ou d'une variation brutale des taux d'intérêt. Le risque de change est actuellement faible en raison de l'arrangement de caisse d'émission qui rattache le franc djiboutien (FDJ) au dollar des États-Unis. Sur la base de l'évolution récente des échanges régionaux, il n'y a pas de risque de détérioration de la qualité des actifs. Les risques de liquidité sont atténués par les placements à l'étranger sous forme de dépôts accessibles.

Les envois de fonds de l'étranger ne jouent pas un grand rôle dans l'économie djiboutienne. Les travailleurs expatriés étant peu nombreux, le poids économique des remises de fonds de l'étranger, de l'ordre de un million de dollars par an (soit 0,1% du PIB), est faible.

Les échanges et les activités portuaires devraient progresser au cours des trois prochaines années. L'activité commerciale de Djibouti est dominée par les services portuaires et de transport, fournis pour l'essentiel aux commerçants éthiopiens. Les flux commerciaux à destination et en provenance d'Éthiopie devraient augmenter au cours des deux à trois prochaines années en raison de l'essor du secteur de la construction dans ce pays et de l'accroissement de l'aide alimentaire. En outre, l'autorité portuaire de Djibouti poursuit une vigoureuse stratégie de diversification de ses activités avec l'expansion des opérations de transbordement pour lesquelles il existe apparemment une forte demande internationale. On s'attend à ce que le volume de cargaisons et de transbordement augmente de 50% en 2009 et double en 2010 une fois que le nouveau terminal de conteneurs de Doraleh sera pleinement utilisé.

La crise a semble-t-il peu freiné les apports d'IDE. L'économie djiboutienne étant de petite taille, les projets d'investissement y sont peu nombreux, et ceux de grande envergure pèsent lourdement sur l'économie. C'est pourquoi le retrait de tels investissements est associé à des risques économiques importants. Le gouvernement suit donc de près les plans des investisseurs internationaux et rend régulièrement compte de l'avancement des engagements pris. En février 2009, le seul projet d'investissement qui semblait affecté par la crise était le projet de construction d'un deuxième terminal de conteneurs à Doraleh, financé par Dubai World, dont l'exécution a été reportée à 2010, et, éventuellement, la construction d'une nouvelle raffinerie et d'un oléoduc. La taille relativement faible du portefeuille, la pertinence et la rentabilité des investissements, la position géostratégique de Djibouti, et les liens politiques avec les principaux investisseurs (pays du Golfe) sont autant d'éléments qui pourraient contribuer à empêcher que la crise n'affecte gravement les projets d'investissement engagés durant la période couverte par la CAS.

22. *Les dépenses destinées à financer les programmes de protection sociale et de réduction de la pauvreté augmenteront probablement avec la mise en œuvre de l'INDS, mais la situation budgétaire devrait néanmoins s'améliorer progressivement après 2009.* Le déficit budgétaire pourrait s'aggraver en 2009 avec la diminution des subventions, la progression des investissements et l'accroissement des dépenses militaires liées au conflit frontalier avec l'Érythrée. Les réformes fiscales et l'amélioration des services du fisc, notamment l'introduction de la TVA et la rationalisation des exonérations dans la zone franche en 2009, devrait néanmoins permettre d'accroître les recettes publiques sur le moyen terme. Les recettes générées par les dividendes tirés des activités portuaires offrent des perspectives encourageantes. L'accroissement des dépenses sociales serait contrebalancé principalement par la diminution des autres dépenses courantes, ce qui permettrait d'assainir progressivement le budget durant la période couverte par la CAS.

Tableau 1: Sélection d'indicateurs économiques

Indicateur	Réalizations			Est.	Prévisions	
	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2010-2012
Inflation annuelle moyenne (%)	3,1	3,6	5,0	12,0	7,5	4,3
Croissance du PIB réel (%)	3,2	4,8	5,3	5,9	5,0	7,3
Investissement (% du PIB)						
Investissement intérieur brut	23,2	35,0	42,1	50,5	29,2	37,1
Investissement public	9,3	7,5	11,2	10,3	12,0	11,0
Investissement privé	13,9	27,5	30,9	40,2	17,2	26,1
Indicateurs externes (% du PIB)						
Solde courant (dons compris)	-3,2	-14,7	-25,6	-40,4	-12,5	-22,1
IDE (% du PIB)	8,3	21,3	23,0	31,3	8,1	16,7
Réserves officielles (mois d'importations)	2,2	2,2	1,8	3,3	3,1	3,4
Finances publiques (% du PIB)						
Recettes intérieures	20,0	20,3	20,5	18,1	18,5	20,0
Dons	17,1	14,6	14,6	14,4	14,1	13,5
Dépenses courantes	27,5	29,9	26,5	24,1	22,8	23,3
Solde budgétaire (ordre de paiement)	0,2	-2,5	-2,6	-1,9	-2,2	-0,7
PIB en prix courants (DJF milliards)	126,0	136,6	151,0	175,0	197,6	249,4
Taux de change (DJF pour 1 USD)	177,7	177,7	177,7	177,7	177,7	177,7

Source: Autorités djiboutiennes et FMI, février 2009

23. *Le niveau d'endettement devrait devenir plus supportable à moyen terme, mais reste élevé.* D'après l'analyse de soutenabilité de la dette réalisée en septembre 2008, la valeur actuelle nette (VAN) de la dette extérieure publique ou garantie par l'État (50% du PIB en 2007) devrait rester supérieure au seuil d'endettement tolérable jusqu'en 2016, ce qui traduit une vulnérabilité à court terme. La VAN du ratio de la dette aux exportations devrait franchir la barre des 100% en 2009 et s'améliorer considérablement une fois que la raffinerie de pétrole dont l'ouverture est prévue pour 2011 entrera en service. L'analyse de soutenabilité de la dette montre toutefois que le ratio du service de la dette aux exportations reste inférieur au seuil d'endettement tolérable de 15%, même si les exportations de produits raffinés ne sont pas prises en compte dans le dénominateur.

Le rééchelonnement de la dette envers les créanciers du Club de Paris, qui a été négocié en octobre 2008, n'a pas fondamentalement changé la situation d'endettement du pays. Le principal objectif de l'opération était en effet de s'attaquer aux problèmes immédiats de liquidité et de régulariser la situation de Djibouti à l'égard des créanciers extérieurs, et non de réduire le stock de la dette.

24. *Le principal risque pour le maintien de la stabilité macroéconomique serait que la dette augmente et que, dans le même temps, l'activité économique ralentisse.* À la date de préparation de la CAS, il semble qu'en dépit des problèmes liés à la crise mondiale et à la persistance du conflit frontalier avec l'Érythrée, les objectifs de croissance énoncés dans le programme d'ajustement appuyé par le FMI ont de bonnes chances d'être atteints. Cela étant, si la crise mondiale venait à s'aggraver au cours de la période couverte par la CAS et avait un impact plus négatif que prévu sur les flux d'IDE, les apports d'aide et les échanges commerciaux, il faudrait que le pays reçoive de l'extérieur des ressources plus importantes pour couvrir ses besoins de financement. Le ralentissement de la croissance économique couplé à l'accroissement de la dette poserait alors un risque considérable pour la viabilité macroéconomique à long terme, surtout en cas de renchérissement du coût des nouveaux emprunts.

D. Conditions de vie et objectifs de développement pour le Millénaire

25. *La base statistique de Djibouti laisse beaucoup à désirer.* Le dernier recensement a été effectué en 1983 et toutes les données sur la population sont basées sur l'enquête démographique réalisée en 1991. Cela met sérieusement en doute l'exactitude de la quasi totalité des statistiques de Djibouti, y compris les informations relatives au nombre d'habitants, aux conditions de vie, et à la nature et à l'incidence de la pauvreté dans le pays. Ces sources sont néanmoins largement acceptées par tous les utilisateurs, dans l'attente de la publication des résultats du nouveau recensement démographique, entrepris en mars 2009, et des enquêtes plus détaillées qui seront réalisées auprès des ménages par la suite.

26. *Les conditions de vie se sont quelque peu améliorées ces dernières années, et Djibouti est bien partie pour atteindre plusieurs objectifs clés de développement pour le Millénaire (ODM):* le deuxième ODM relatif à la scolarisation primaire universelle, le troisième concernant la parité hommes-femmes, et le quatrième relatif à la mortalité infantile. Une évaluation de la Banque mondiale sur le DSRP couvrant la période 2004-2006 fait état de quelques progrès sur le front de l'amélioration des conditions de vie. Bien que les taux d'abandon et de redoublement restent élevés, le taux net de scolarisation dans le primaire a considérablement augmenté pour atteindre 66,2% contre 34,7% en 2002. Djibouti est bien partie pour éliminer les disparités entre les sexes au niveau de la scolarisation, avec un indice de parité (ratio filles/garçons) de 0,70 au niveau primaire, et un taux accru d'alphabétisation des filles. Les taux de mortalité infantile et post-infantile se sont améliorés, et la malnutrition (mesurée par la proportion d'enfants âgés de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale) est tombée à 26%. La proportion de la population ayant accès à l'eau potable a augmenté pour atteindre 96% à Djibouti-Ville; et l'accès à l'eau des populations rurales s'est améliorée, mais reste encore faible à 52,5%.

Tableau 2: Progrès enregistrés par Djibouti en direction des ODM

Objectif	Cible pour 2015	Situation actuelle	Probabilité de réalisation d'ici à 2015
1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim			
Population vivant avec moins de 2 dollars par jour (%)	28	42	Peu probable
Prévalence des enfants âgés de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale (%)	..	30	Non connue
2. Assurer l'éducation primaire pour tous			
Taux net de scolarisation primaire (% des deux sexes)	..	66,2	Probable
Proportion d'élèves allant jusqu'à la cinquième année du primaire (% des deux sexes)	84,3	87,7	Réalisable
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes			
Indice de parité des sexes parmi les enfants scolarisés dans le primaire (ratio filles/garçons)	1,0	0,70	Probable
4. Réduire la mortalité infantile			
Ratio de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	75	94	Probable
Proportion d'enfants de moins de 1 an vaccinés contre la rougeole (%)	40	67	Probable
5. Améliorer la santé maternelle			
Ratio de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances)	400	550	Possible
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies			
Proportion de personnes de 15 à 49 ans vivant avec le VIH/SIDA (%)	2,3	2,9	Probable
Prévalence de la tuberculose (pour 100 000 personnes)	400	1 161	Possible
7. Assurer un environnement durable			
Pourcentage de la population totale ayant accès à une source d'eau potable	100	93,5	Probable

Source: Organisation des Nations Unies, MDG Monitor: Tracking the Millennium Development Goals, www.mdgmonitor.org, 2007

27. *Dans l'ensemble, toutefois, les indicateurs de développement social et humain restent insatisfaisants et sont révélateurs de la précarité dans laquelle vivent les pauvres.* Djibouti se situe au 49^e rang de la liste de 177 pays classés en fonction de leur niveau de développement humain, soit en bas de la catégorie des pays ayant « un niveau de développement humain moyen », sur la base des données de 2005². Le score global de Djibouti au regard de l'indice de développement humain est de 0,516, soit légèrement supérieur à la moyenne pour l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne (0,493), mais légèrement inférieur à l'indice moyen pour les pays à faible revenu (0,570). L'espérance de vie à la naissance est de 54 ans selon les estimations.

28. *La pauvreté est profonde et généralisée.* Avec un revenu par habitant de USD 1 060, Djibouti appartient à la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la

² Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Human Development Report 2007/2008*. L'indice du développement humain mesure les résultats moyens obtenus par un pays au regard de trois indicateurs: espérance de vie, niveau de connaissances et conditions de vie décentes.

tranche inférieure et occupe la 52^e place dans le classement des 103 pays en développement au regard de l'indice de pauvreté humaine 2005 (HPI-1), avec un score de 30³. Pourtant, le pays affiche encore une très forte proportion de pauvres (42% en valeur absolue et 75% en valeur relative)⁴ et des indicateurs sociaux parmi les plus bas du monde. Bien que la pauvreté sévisse davantage dans les zones rurales, 50% des pauvres et 72% des très pauvres vivent à Djibouti-Ville, qui abrite les deux tiers de la population du pays. La pauvreté à Djibouti est exacerbée par la présence d'un nombre important de réfugiés qui exercent une pression supplémentaire sur les services sociaux du pays.

29. ***Le chômage reste à un niveau élevé.*** On ne dispose pas de chiffres exacts sur l'emploi à Djibouti, mais d'après les estimations, entre 45 et 60% de la main-d'œuvre active seraient au chômage, et 58% des chômeurs auraient moins de 30 ans. Le chômage est surtout généralisé chez les femmes, indépendamment de leur statut socioéconomique. Si l'on en croit les estimations, en 2007, les taux de chômage étaient de 34% chez les hommes mariés et de 60% chez les femmes mariées.

30. ***Pays à déficit alimentaire, Djibouti est entièrement tributaire de ses importations pour nourrir sa population.*** La situation de la sécurité alimentaire est particulièrement critique dans les zones qui dépendent de l'élevage, où la rareté des ressources en eau et des terres de pâturage réduit la contribution des produits tirés des animaux à l'alimentation et aux revenus des ménages. La pluviométrie annuelle est faible et irrégulière, et atteint à peine 200 mm en moyenne les bonnes années. La sécheresse persistante, couplée à des saisons des pluies qui ne se matérialisent pas, souvent plusieurs années de suite, met à rude épreuve les systèmes auxquels de nombreux pasteurs ont traditionnellement recours pour s'adapter aux circonstances.

31. ***Djibouti est également exposée à différents types de catastrophes naturelles:***
i) aux inondations qui surviennent habituellement tous les 10 ans; ii) à des tremblements de terre dont l'intensité se situe généralement entre 2 et 4 sur l'échelle de Richter, qui pourraient occasionner des dégâts considérables dans les zones urbanisées où les bâtiments ont parfois été construits sur des sols inadaptés; et iii) aux incendies dus à l'utilisation de matériaux de construction de qualité inférieure, tels que cartons, plastiques et végétaux. En outre, il faut s'attendre à ce que le changement climatique ait d'importants effets négatifs sur les maigres ressources naturelles du pays, en entraînant notamment: i) une élévation du niveau de la mer qui, couplé au déficit pluviométrique, entraînera une plus grande pénétration des eaux marines dans les zones du littoral; et ii) une élévation de la température à la surface de la mer qui pourrait être préjudiciable à la faune et à la flore marines et provoquer la disparition des mangroves, aggravant ainsi les risques d'inondation et d'érosion.

³ Également compilé par le PNUD, l'indice de pauvreté humaine est calculé sur la base des indicateurs suivants: probabilité à la naissance de ne pas dépasser l'âge de 40 ans, taux d'alphabétisation des adultes, population n'ayant pas durablement accès à une source d'eau améliorée, enfants présentant une insuffisance pondérale pour leur âge, et population vivant en-dessous du seuil de pauvreté en termes de revenu.

⁴ La pauvreté absolue correspond au nombre de pauvres vivant en-dessous d'un seuil de pauvreté donné. La pauvreté relative correspond aux pauvres dont le revenu et le patrimoine sont nettement inférieurs à ceux des autres membres de la société.

III. OBJECTIFS ET STRATÉGIE DU GOUVERNEMENT

A. L'Initiative Nationale pour le Développement Social

32. *Lancée en janvier 2007, l'INDS présente une stratégie intégrée de croissance économique et de réduction de la pauvreté à Djibouti.* Cette stratégie a été parachevée en janvier 2008 et remplace l'ancien processus DSRP (encadré 3). Elle a principalement pour objectifs: i) de porter le taux de croissance économique à environ 7% par an; ii) de réduire la pauvreté en ramenant la proportion de pauvres à 28% d'ici à 2012⁵; iii) de porter les taux bruts de scolarisation primaire et secondaire à 83 et 61% respectivement, tout en réduisant les disparités entre zones géographiques et entre garçons et filles; et iv) de ramener le taux de mortalité infantile à 60 pour 1 000 naissances vivantes et le taux de mortalité maternelle à 400 pour 100 000 naissances vivantes. La nouvelle stratégie repose sur quatre grands piliers.

33. Le *premier pilier* de l'INDS vise à assurer la stabilité macroéconomique et à créer les conditions qui se prêtent à une croissance économique vigoureuse et durable: i) en augmentant les investissements publics dans les secteurs sociaux et les secteurs générateurs de croissance, tout en maintenant le déficit à un niveau raisonnable et en préservant la stabilité macroéconomique globale; ii) en renforçant le secteur financier; iii) en améliorant le cadre juridique et commercial pour attirer les investisseurs privés; iv) en réduisant les coûts de production, notamment dans le secteur de l'énergie, de l'eau et des communications; v) en diversifiant les sources de croissance; vi) en améliorant l'environnement du travail; et vii) en positionnant Djibouti comme un pôle économique et de services compétitif, en tirant parti de son emplacement géostratégique et des liens récemment établis avec des investisseurs clés dans la région.

34. Le *deuxième pilier* de l'INDS vise à développer des ressources humaines et à améliorer l'accès aux services de base, en particulier pour les femmes et les jeunes. Il s'agit plus précisément: i) d'améliorer l'accès à l'éducation, tout en rehaussant la qualité des services éducatifs, en réduisant les disparités entre zones géographiques et entre garçons et filles, et en améliorant la gestion du secteur; ii) d'améliorer la couverture et la qualité des soins de santé; iii) de réduire le chômage en recourant à des activités à forte intensité de main-d'œuvre, au microfinancement et à d'autres mécanismes de financement, en soutenant les petites et moyennes entreprises et en facilitant la formation et le placement; et iv) d'élargir l'accès à d'autres services essentiels comme l'eau, l'énergie et les communications.

35. Le *troisième pilier* complète les deux premiers et traduit la volonté du gouvernement de promouvoir un développement harmonieux des zones rurales et urbaines: i) en appuyant les investissements dans les infrastructures (en particulier routes, logements et assainissement), la bonification des terres et les installations de stockage; et ii) en améliorant la productivité des cultures et de l'élevage, tout en préservant l'environnement.

⁵ Cet objectif semble très ambitieux. La Note d'évaluation conjointe du DSRP (septembre 2008) recommande de mettre à jour les indicateurs liés aux ODM une fois que le recensement de la population et les autres enquêtes prévues auront été réalisés.

Encadré 3: Initiative nationale pour le développement social — Le DSRP de la deuxième génération

Le lancement de l'Initiative nationale pour le développement social (INDS) marque un tournant dans le processus de développement socioéconomique. Cette initiative est considérée par beaucoup comme un cadre de référence pour toutes les actions de développement engagées par Djibouti.

Le processus INDS est fondé sur un document de stratégie qui définit le cadre général de l'action à mener pour atteindre le principal objectif visant à réduire la pauvreté et l'exclusion. Ce document établit les principes suivants:

- Toutes les actions menées doivent avoir un effet à long terme et permettre de répartir les fruits de la croissance de manière plus équitable au sein de la société.
- L'initiative prévoit de suivre une stratégie plurisectorielle qui s'attaque à la pauvreté sous tous ses aspects (économiques, politiques, sociaux, éducatifs, culturels et écologiques).
- L'initiative s'articulera autour de quatre axes: a) améliorer l'accès à des services de base de qualité; b) restructurer le cadre de la production économique pour générer plus d'emplois; c) apporter une aide aux segments les plus vulnérables de la société; et d) définir et mettre en œuvre des principes de bonne gouvernance.
- Les ressources nécessaires au financement de l'initiative proviendront du budget, sans augmentation des impôts ou des charges fiscales.
- L'initiative devrait être un processus permanent.

L'INDS s'appuie donc sur les mêmes principes que ceux qui guident le DSRP. Un plan d'action intérimaire pour la période 2008-2011 a été présenté en janvier 2008. Il sera finalisé une fois que le recensement aura été mené à bien et que les données sur la pauvreté auront été publiées dans le cadre de l'enquête prévue sur les dépenses et la consommation des ménages.

Plusieurs programmes et institutions ont été regroupés en deux entités qui s'occuperont de préparer la mise en œuvre de l'INDS. L'Agence djiboutienne pour le développement social (ADDS) a été chargée de mettre en œuvre tous les projets liés au développement urbain et de proximité et de gérer le programme de microcrédit. L'Agence nationale de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle (ANEFIP) mettra à exécution les programmes de formation professionnelle et d'aide financière aux jeunes entrepreneurs. Le Secrétariat d'État à la solidarité nationale nouvellement créé coordonnera toutes les activités dans le cadre de l'INDS.

36. Le *quatrième pilier* de la stratégie vise à améliorer la gouvernance et à renforcer la gestion du secteur public: i) en rendant les services publics plus efficaces; ii) en améliorant la transparence du processus budgétaire; iii) en déléguant davantage de pouvoirs aux échelons décentralisés de l'administration; et iv) en concevant et en mettant en place un système de suivi et d'évaluation solide, qui permette de suivre les progrès réalisés dans le sens des objectifs de l'INDS.

B. Les principaux enjeux de développement

Promouvoir une croissance durable et améliorer la compétitivité

37. *Diversifier l'économie reste un enjeu majeur.* Le pays souhaite diversifier ses sources de croissance pour réduire sa dépendance à l'égard du secteur des services, centrés sur les ports, dont il est très tributaire. La création de nouvelles activités économiques générerait des rentrées fiscales supplémentaires et soutiendrait les perspectives de croissance du pays. Les secteurs qui se prêtent le plus à une diversification des activités sont ceux de l'élevage, de la pêche, du tourisme et des mines.

Il semblerait toutefois que les possibilités de diversification à moyen terme soient limitées. Des installations destinées à faciliter les exportations de produits d'élevage et pouvant accueillir 80 000 animaux par mois ont ainsi été aménagées pour inspecter, tester et mettre en quarantaine les animaux et s'assurer qu'ils ne sont pas porteurs de maladies qui pourraient être préjudiciables aux économies et aux populations des pays importateurs. Les sécheresses qui sévissent à intervalles périodiques pénalisent toutefois la production du secteur. La production de poisson serait de 1 000 tonnes par an, selon les estimations, mais elle pourrait atteindre 48 000 tonnes si le réseau de distribution était opérationnel. Le pays compte un certain nombre d'attractions touristiques, notamment des plages sablonneuses, une faune et une flore rares, et de nombreuses îles, et présente un relief caractérisé par des ravines, des plaines, des volcans en activité et des lacs, en particulier des lacs salés comme le lac Assal. Par ailleurs, le tourisme marin, à savoir les activités de plongée sous-marine et d'observation de poissons, pourrait être développé. Les investissements dans le secteur du tourisme restent toutefois limités. Le secteur minier offre également des possibilités, surtout pour la production de sel, dont le lac Assal regorge.

38. ***Pour attirer davantage d'investisseurs à Djibouti, il faut aussi réduire considérablement le coût de l'activité économique, en particulier en dehors des centres offshore.*** À Djibouti, le cadre commercial se caractérise par une dichotomie entre, d'une part, la zone franche et les zones portuaires, où les conditions se prêtent aux investissements, et d'autre part, l'économie nationale, assujettie à une lourde réglementation. Ainsi, la formule du guichet unique appliquée par l'administration dans la zone franche permet de fournir rapidement des services efficaces à moindre coût, ce qui raccourcit les délais de création d'entreprise (entre trois heures et trois jours). À l'extérieur de la zone franche, la situation change du tout au tout, et il faut environ 37 jours pour créer une entreprise. Il ressort des consultations formelles qui ont été organisées avec les entreprises locales que le coût de l'activité économique à Djibouti est élevé, et que les entreprises (et donc le développement du secteur privé) sont particulièrement pénalisées du point de vue de la qualité, de l'offre et du coût des services d'infrastructures (en particulier dans les secteurs de l'électricité, de l'eau, des télécommunications et des transports).

39. ***L'accès à l'électricité reste limité, les tarifs sont élevés et le secteur opère dans des conditions financières difficiles.*** Le taux d'électrification à Djibouti reste faible, avec seulement 57% des zones urbaines raccordés au réseau. Dans le cadre d'une enquête auprès des PME diligentée récemment par la Banque mondiale⁶, plus de la moitié des personnes interrogées ont identifié le fait de ne pas avoir accès à une source d'énergie fiable, sûre et bon marché comme le principal obstacle à l'activité économique à Djibouti. La capacité réelle de production d'électricité est limitée (119 MW de capacité installée, mais seulement 57 MW en moyenne de capacité effectivement opérationnelle en 2008) et repose essentiellement sur une centrale vieillissante fonctionnant au fioul, un carburant importé qui coûte cher. La croissance démographique et l'accélération de l'urbanisation ont pour effet d'accroître la demande d'électricité, et les capacités disponibles montrent de plus en plus leurs limites lors des pointes de consommation. Les

⁶ Economisti Associati, février 2008. Étude sur les PME locales.

coupures d'électricité sont donc fréquentes, et les réserves très insuffisantes pour assurer l'entretien du matériel de production ou faire face à d'autres imprévus. En outre, les tarifs sont élevés (USD 0,32 par kilowattheure en moyenne), en raison du prix du pétrole, qui reste cher, et des diverses inefficiences, techniques et autres, de la compagnie d'électricité EDD. Malgré ces tarifs élevés, EDD est dans une situation financière précaire et a dû bénéficier d'un soutien budgétaire de l'État au cours des dernières années⁷.

40. ***À plus ou moins long terme, les pouvoirs publics comptent renforcer l'offre d'électricité en établissant un lien avec les ressources hydroélectriques abondantes et moins coûteuses de l'Éthiopie.*** Ce lien pourrait prendre la forme d'une ligne de transport interconnecté, financée par la Banque africaine de développement (BAD), qui devrait être achevée vers le milieu de 2010. Dans le même temps, le gouvernement de Djibouti s'efforcerait de maintenir une certaine indépendance énergétique en remplaçant et en renforçant sa capacité de génération thermique classique, et en développant d'autres sources d'énergie. Des activités d'exploration et de mise en valeur des ressources géothermiques de Djibouti, en partenariat avec des investisseurs étrangers, sont notamment prévues.

41. ***Le secteur des télécommunications est également caractérisé par une offre restreinte et des coûts élevés.*** Djibouti Télécom, la compagnie publique de télécommunications, est le seul opérateur du pays. La compagnie est intégrée verticalement et fournit des services de téléphonie terrestre mobile (GSM) et l'accès à l'internet à l'ensemble du pays suivant un modèle monopolistique. En l'absence d'un organisme indépendant et efficace de réglementation des télécommunications, l'opérateur historique assure également cette fonction réglementaire. Les tarifs sont les plus élevés de la région, et l'accès à d'autres formules bon marché du type *Protocole Voix sur Internet* (VoIP) est bloqué par l'opérateur en place au point d'accès sur le monde extérieur. Autre stratégie « protectionniste » utilisée par l'opérateur historique, le recours à la technologie par satellite (VSAT) n'est pas non plus autorisé. La gestion limitée du spectre de fréquences et de la numérotation entraîne encore davantage d'inefficacités et contribue à la piètre qualité du service.

42. ***Le financement de l'entretien routier est insuffisant, et la liaison ferroviaire vieille de 100 ans qui relie le pays et l'Éthiopie doit être modernisée.*** Le réseau routier existant est suffisant pour répondre aux besoins de Djibouti, mais de qualité médiocre du fait de la mauvaise organisation du secteur et du financement insuffisant des opérations d'entretien. L'infrastructure et le matériel utilisés sur la liaison ferroviaire Djibouti-Éthiopie sont en piètre état, et le Chemin de fer Djibouti-Éthiopie (CDE) est de fait en faillite. Seuls 5% du trafic de transit vers l'Éthiopie sont acheminés par voie ferrée, alors que s'il représentait une part plus importante du secteur, ce mode de transport serait économiquement plus rationnel tant pour Djibouti que pour l'Éthiopie. Malgré les efforts déployés par les deux pays, cependant, les tentatives d'octroi d'une concession ferroviaire à un opérateur privé ont été jusqu'ici infructueuses.

⁷ D'après les estimations, les pertes nettes d'EDD pour 2008 seraient de l'ordre de 4 millions de dollars, malgré des subventions publiques de près de 30 millions de dollars.

43. ***Le renforcement de la compétitivité passe également par des améliorations du cadre réglementaire pour soutenir l'activité économique.*** Djibouti occupe la 153^e place dans le palmarès *Doing Business 2009* qui classe 180 pays en fonction de la facilité avec laquelle on peut y conduire des affaires⁸. D'après cette enquête, les domaines dans lesquels les améliorations sont les plus nécessaires sont les suivants: i) formalités pour créer une entreprise, en particulier en dehors de la zone franche; ii) obtention d'un crédit bancaire; et iii) protection des investisseurs. L'INDS reconnaît qu'un certain nombre de mesures s'impose pour améliorer le cadre juridique et réglementaire régissant les activités des entreprises, en particulier: i) l'adoption d'un nouveau code commercial; ii) la création d'un centre d'arbitrage; et iii) la simplification des procédures de création d'entreprise. Un nouveau code du commerce devrait être adopté au début de 2009, et le gouvernement est résolu à faciliter l'accès aux financements, y compris au microcrédit, pour appuyer le développement du secteur privé.

Améliorer le développement humain et les filets de sécurité

44. ***Il faut réduire le chômage.*** Le chômage à Djibouti est le résultat d'un ensemble de facteurs: i) il existe peu de possibilités d'emploi, en l'absence de secteurs d'activités à forte intensité de main-d'œuvre; ii) la productivité de la main-d'œuvre est faible, en raison d'un niveau de qualification insuffisant et du temps passé à consommer du *qat* (voir paragraphe 49); iii) le niveau d'instruction est bas; et iv) les possibilités de travail indépendant sont restreintes, principalement en raison des difficultés d'accès au crédit pour financer des micro ou des petites entreprises. Pour s'attaquer au problème du chômage, l'État a créé une zone franche pour attirer les investissements à forte intensité de main-d'œuvre et lancé une campagne pour sensibiliser la population aux effets préjudiciables de la consommation de *qat*. Les pouvoirs publics sont également déterminés à améliorer la formation professionnelle; une nouvelle agence de promotion de l'emploi (ANEFIP) chargée de la formation technique, en particulier des jeunes, est maintenant entièrement opérationnelle.

45. ***Les pauvres sont vulnérables et ne sont pas suffisamment protégés contre l'impact des crises systémiques et d'autres chocs.*** Comme on l'a vu plus haut, Djibouti est périodiquement frappée par la sécheresse, les inondations et d'autres catastrophes naturelles. En 2006, le gouvernement a créé le Secrétariat exécutif de la gestion des risques et catastrophes (SEGRC), qui est chargé de coordonner la préparation de plans de gestion des risques et des catastrophes en fournissant des conseils techniques et en coordonnant les mesures de prévention et d'atténuation et les interventions. Le Secrétariat est opérationnel, mais peu efficace par manque de ressources. Il existe par ailleurs quelques programmes d'assistance sociale administrés par les pouvoirs publics qui visent à protéger les pauvres des effets résultant de crises systémiques dues à la sécheresse ou à la hausse soudaine des prix, ou d'imprévus personnels liés à la maladie ou à une perte d'emploi. La plupart des programmes d'aides publiques, en particulier en matière d'alimentation et de nutrition, visent les pauvres des zones rurales qui vivent dans le plus complet dénuement. En milieu urbain, la majorité des pauvres ne reçoit pas d'aide

⁸ Société financière internationale et Banque mondiale. 2008. *Doing Business 2009: Comparing Regulation in 181 Economies*.

publique directe, que ce soit en numéraire ou sous d'autres formes, sauf pour accéder au microcrédit⁹. L'État a notamment mis en place à titre expérimental des programmes de travail contre la malnutrition dans les zones urbaines, mais la couverture de ces programmes est très limitée. La prestation de services d'assistance sociale aux pauvres en milieu urbain pose plusieurs défis, en particulier celui de concevoir des systèmes qui ciblent efficacement les bénéficiaires.

46. ***Des investissements dans le secteur de l'eau s'imposent pour pouvoir améliorer la desserte des zones rurales et développer l'agriculture à petite échelle.*** La moitié seulement de la population de Djibouti-Ville est raccordée au réseau public de distribution d'eau; l'autre moitié s'approvisionne à des bornes-fontaines publiques ou chez des voisins qui ont l'eau courante. D'après les estimations, plus de 70% de la population rurale et de leurs troupeaux n'ont pas accès à une source d'eau située à une distance raisonnable. L'eau à Djibouti provient uniquement des puits souterrains et des eaux de ruissellement des *wadi*, et ces deux sources sont mises à mal par le climat aride. En outre, la qualité de l'eau se détériore. La plupart des puits sont anciens et près de se tarir. Ils sont aussi infiltrés par les eaux salées en provenance de la mer. En outre, le système public d'adduction d'eau de Djibouti n'est pas organisé de manière efficace, et il est régi par un cadre institutionnel inadéquat. Pour surmonter ces difficultés, le gouvernement est résolu à trouver les moyens d'améliorer l'efficacité de l'Office national de l'eau et de l'assainissement de Djibouti (ONEAD) et à mobiliser des ressources pour investir dans la réhabilitation des puits et la construction de barrages sur les *wadi* qui s'écoulent de l'Éthiopie, en vue de retenir l'eau pour l'agriculture saisonnière et l'élevage, et de reconstituer la couche aquifère.

47. ***L'éducation est de faible qualité, et le système éducatif ne forme pas de diplômés suffisamment qualifiés pour s'insérer sur le marché du travail.*** Malgré les quelques progrès réalisés ces dernières années, le secteur de l'éducation est aux prises avec plusieurs problèmes: i) il existe de grandes disparités entre les zones urbaines et les zones rurales du point de vue de la qualité de l'éducation et des acquis scolaires des enfants; ii) le taux d'achèvement du cycle primaire est faible en raison d'un taux d'abandon élevé la deuxième année et d'un taux de redoublement important la cinquième année; iii) la gestion des dépenses laisse à désirer, de même que la capacité de planifier des améliorations quantitatives et qualitatives aux niveaux primaire et post-primaire; et iv) les contenus éducatifs ne sont pas pertinents pour préparer les étudiants au marché du travail, ce qui explique que les projets d'envergure mis en œuvre récemment (notamment l'expansion du port et l'aménagement d'un hôtel) n'ont pas généré beaucoup d'emplois pour les Djiboutiens.

48. ***La prestation de services de santé et les systèmes sanitaires doivent être davantage renforcés pour consolider les récents progrès.*** Malgré la baisse significative

⁹ Un petit programme expérimental de transferts monétaires a néanmoins donné de bons résultats à Djibouti-Ville. L'ONG confessionnelle *Diwan-i-Zakat* collecte des dons, en particulier durant le Ramadan, et distribue des aides en numéraire à un petit groupe de bénéficiaires composé d'orphelins (enfants sans père) et de personnes handicapées. Les orphelins reçoivent régulièrement ces aides s'ils communiquent leur relevé de notes à l'organisation. Les bénéficiaires sont identifiés avec l'aide de conseils de quartier, et les transferts par chèque au profit des tuteurs d'orphelins sont soigneusement contrôlés.

des taux de mortalité infantile et post-infantile ces dernières années, ces taux restent élevés. D'autres problèmes importants se posent dans le secteur de la santé: i) le taux de mortalité maternelle est élevé; ii) l'incidence des maladies transmissibles, notamment de la tuberculose (588 cas pour 100 000 personnes), le paludisme et le VIH/SIDA est forte; iii) on constate des inégalités importantes au niveau des indicateurs de santé entre différentes zones géographiques; iv) les systèmes de santé et les capacités de gestion laissent à désirer en raison de la pénurie de personnel qualifié et du manque fréquent de médicaments et de fournitures médicales dans les installations sanitaires; et v) les dépenses de santé publique sont insuffisantes et inefficaces, en particulier pour assurer un entretien adéquat des installations sanitaires.

49. ***La consommation de qat absorbe beaucoup de temps et de ressources.*** Ce stimulant à base d'amphétamine, qui est importé d'Éthiopie, du Yémen et de Somalie, est considéré comme une ressource économique importante, car il génère environ 16% des recettes fiscales et crée des emplois dans le commerce de détail. Les hommes adultes mâchent du *qat* trois à cinq heures par jour lors de rencontres exclusivement masculines, ce qui empiète sur leur vie professionnelle et familiale. Cette pratique, en grevant les maigres revenus des pauvres, les prive des moyens de satisfaire leurs besoins essentiels, affecte la productivité de la main-d'œuvre, et réduit les possibilités de trouver des moyens de subsistance. Bien que l'on ne dispose pas de chiffres exacts, d'après les estimations, 50% des ménages de Djibouti consommeraient du *qat*¹⁰, et le *qat* absorberait jusqu'à 20% du budget familial. La campagne de sensibilisation sur les effets nocifs de la consommation de *qat* lancée par le gouvernement a fait l'objet d'une importante couverture médiatique et suscité un débat public, en particulier parce que, dans un pays majoritairement musulman, elle établit un parallèle entre les risques économiques et sanitaires liés à la consommation de *qat* et ceux liés à la consommation de tabac et d'alcool.

50. ***Les profondes disparités entre les hommes et les femmes et les mutilations génitales féminines posent également d'importants problèmes de développement social.*** L'écart observé entre les indicateurs sociaux pour les hommes et les femmes reflète les discriminations dont ces dernières font l'objet à Djibouti: les femmes sont plus souvent analphabètes, les filles moins scolarisées et moins nombreuses à achever leurs études, et la forte mortalité féminine s'explique par le niveau élevé du taux de fécondité et de l'anémie due à la malnutrition. La vulnérabilité des femmes est encore exacerbée par la pratique généralisée des mutilations génitales qui—bien qu'illégales depuis 1995—continuent d'être pratiquées chez plus de 93% d'entre elles¹¹. Ces mutilations sont le plus souvent pratiquées sur des fillettes âgées de huit à neuf ans, principalement par les grand-mères et les mères. Il ressort toutefois d'une enquête récente que 50% des hommes y sont opposés. L'éradication de cette pratique n'en constitue pas moins un défi, car elle est profondément enracinée dans la tradition culturelle.

¹⁰ Milanovic, Branko. 2006. *Qat Expenditures in Yemen and Djibouti: An Empirical Analysis*, Journal of African Economies 17 (5): 661-687.

¹¹ Organisation mondiale de la santé. 2008. *Eliminating Female Genital Mutilation*.

Renforcer la gouvernance

51. ***La capacité institutionnelle est insuffisante, mais le gouvernement est résolu à apporter des améliorations.*** Malgré un revenu par habitant relativement élevé, Djibouti dispose d'une capacité institutionnelle limitée par le niveau insuffisant des qualifications et des capacités de gestion de l'administration publique, ainsi que par la fragmentation des processus décisionnels. Toutefois, les autorités soient résolues à poursuivre leurs efforts pour améliorer la gouvernance. Le Président de la République indiquait récemment que l'amélioration de la gouvernance est l'une des priorités du gouvernement, et il a sollicité l'aide de la Banque pour conduire une enquête sur la gouvernance et la lutte contre la corruption.

52. ***La gestion des finances publiques et la gouvernance économique se sont améliorées récemment, mais des risques subsistent.*** L'Évaluation de la responsabilité financière du pays qui a été réalisé en 2004 a révélé des lacunes importantes dans la préparation et l'exécution du budget, ainsi que dans les mécanismes de contrôle interne. Pour atténuer ce risque, un plan d'action a été élaboré qui prévoit: i) l'amélioration du budget primaire (recettes et dépenses); ii) la réforme des procédures de contrôle interne et l'amélioration de l'audit interne; iii) et la réalisation d'une enquête sur les moyens à mettre en œuvre pour mieux coordonner les trois principaux organismes d'audit¹². L'application de ce plan d'action a permis de doter le système des instruments et des procédures de base pour assurer la gestion budgétaire. La direction du budget dispose maintenant de moyens (humains et techniques) accrus pour formuler, préparer et exécuter le budget dans des conditions plus réalistes, mais il faut faire davantage pour mettre en œuvre une budgétisation axée sur les résultats dans une perspective pluriannuelle. En outre, la réforme des mécanismes de contrôle interne et l'octroi d'une plus grande autonomie aux ministères techniques n'ont guère avancé. Les mesures prioritaires à prendre pour renforcer et améliorer les principaux aspects des finances publiques consistent à: i) poursuivre l'intégration des budgets d'équipement et de dépenses en mettant en place un cadre de dépenses à moyen terme pour guider l'affectation des ressources et lier les budgets sectoriels à des résultats programmatiques; ii) renforcer les mécanismes de contrôle financier, en particulier préparer des rapports et des audits de meilleure qualité en temps voulu; iii) renforcer l'administration fiscale grâce à une meilleure gestion de l'information; et iv) mettre en place une législation appropriée régissant la passation des marchés.

53. ***La planification et la mise en œuvre de politiques publiques adaptées passe par l'amélioration des données disponibles et le renforcement des capacités statistiques.*** Comme on l'a vu plus haut, le dernier recensement remonte à 1983, et l'exactitude des données pose un problème majeur. D'après le FMI, les données qui laissent le plus à désirer sont celles qui concernent les comptes publics, le commerce, la dette extérieure et certaines données budgétaires. Il apparaît que les responsables publics mesurent de mieux en mieux l'importance des statistiques. En 2006, le pays a bénéficié d'un don au titre du Fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités statistiques

¹² Les trois principales institutions d'audit de Djibouti sont la Chambre des comptes, l'Inspection générale de l'État et l'Inspection générale des finances.

(TFSCB) destiné à renforcer son aptitude à compiler les comptes de la nation et à faciliter la préparation d'un recensement de la population. Il devra néanmoins formuler une stratégie plus détaillée pour remédier aux déficiences du système statistique.

IV. EXPÉRIENCE DE LA BANQUE MONDIALE DANS LE CADRE DE LA CAS PRÉCÉDENTE

A. Résultats visés par la CAS 2005-2008: État d'avancement

54. *Dotée d'une enveloppe de 14,6 millions de DTS (environ 22 millions de dollars), la CAS couvrant la période 2005-08 était calquée sur le DSRP 2002 et ses trois objectifs thématiques: i) croissance et compétitivité; ii) valorisation des ressources humaines; et iii) bonne gouvernance. Les progrès accomplis dans ces domaines pendant le déroulement de la CAS précédente sont décrits brièvement ci-après. Une évaluation plus détaillée figure dans le rapport d'achèvement de la CAS à l'Annexe 2.*

Croissance et compétitivité

55. *D'après les conclusions du rapport d'achèvement de la CAS, l'objectif de croissance a été atteint. Le concours fourni par l'IDA dans ce domaine avait pour objet d'aider Djibouti: i) à réformer les dépenses publiques, notamment en réduisant la part de la masse salariale représentant une charge intolérable à long terme; ii) à restructurer le secteur des services d'utilité publique pour renforcer la compétitivité et améliorer les services aux pauvres; et iii) à développer le secteur des transports pour mieux permettre au port de Djibouti d'être un moteur de croissance et d'emploi. L'activité s'est accélérée pour atteindre 4,8% en 2006 et 5,3% en 2007, et elle devrait se poursuivre à un rythme soutenu de 5,9% en 2008.*

56. *La viabilité à long terme de cette trajectoire de croissance dépend toutefois de l'aptitude de Djibouti à continuer d'attirer les investisseurs étrangers en réduisant le coût des facteurs, en maintenant la stabilité budgétaire et en rehaussant les qualifications de la main-d'œuvre. Pendant que les recettes restaient stables en proportion du PIB (20%), les dépenses ont augmenté d'environ 2% du PIB entre 2005 et 2007. Ces dépenses accrues ont creusé le déficit budgétaire, qui s'est aggravé avec l'envolée des prix du pétrole et des denrées alimentaires en 2008. D'après l'analyse de la soutenabilité de la dette réalisée par les services du FMI et de la Banque mondiale en 2008, le risque de surendettement reste élevé, mais est maîtrisable. Enfin, le rapport d'achèvement de la CAS relève que durant la période couverte par la CAS précédente, le pays n'a pas réussi à s'attaquer aux problèmes posés par le coût élevé de la main-d'œuvre et la pénurie de qualifications, ni à restructurer les services d'utilité publique pour en rétablir la viabilité financière et réduire les tarifs.*

Valorisation des ressources humaines

57. *Les activités de la CAS dans ce domaine ont visé plusieurs objectifs: i) améliorer l'accès à une éducation de meilleure qualité; ii) créer des emplois dans le cadre de programmes de développement communautaire; iii) aider les groupes*

vulnérables touchés par des catastrophes naturelles (en particulier des inondations); iv) et faire avancer les grands dossiers sociaux, en particulier la parité hommes-femmes et la lutte contre les mutilations génitales féminines et la consommation de *qat*.

58. ***Des résultats tangibles ont été obtenus dans les domaines de l'éducation et de la santé.*** Le taux brut de scolarisation primaire est passé de 52% en 2005 à 68% au début de 2008, y compris pour les filles, et le taux de redoublement dans ce cycle d'enseignement a été ramené de plus de 10% en 2005 à 4% en 2008. La mise en place des comités de gestion scolaire, qui contribuent à améliorer les résultats, a bien avancé. Les taux d'achèvement se sont néanmoins dégradés la dernière année du cycle primaire, par suite de la décision de ramener ce cycle de six à cinq ans. Dans le secteur de la santé, la proportion de naissances dans des installations sanitaires est passée de 40% en 2002 à 93% en 2008, et le taux de vaccination des enfants âgés de 12 à 23 mois est passé de 45% à 71% durant la même période. La prévalence du VIH chez les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans est tombée de 2,7% en 2002 à 2,1% en 2007, et chez les patients recevant un traitement pour des infections sexuellement transmissibles, de 22% à 12,6% sur la même période. On ne dispose d'aucune information sur la sensibilisation de la population aux méthodes de prévention du VIH.

59. ***L'accès aux infrastructures socioéconomiques de base s'est amélioré dans les 21 quartiers pauvres couverts par le Programme de travaux publics et de développement social financé par l'IDA.*** Les emplois créés n'ont représenté que 8 300 mois de travail, contre 17 500 prévus; il est clair que cet objectif ambitieux n'était pas réaliste. Les capacités de l'organisme d'exécution (ADDS) ont été renforcées. Le nombre de résidents pauvres ayant bénéficié de ce projet financé par l'IDA n'a toutefois pas été clairement établi, et comme les sous-projets n'ont pas fait l'objet d'une analyse économique, il est difficile d'évaluer l'efficacité de l'opération.

60. ***Le public est de plus en plus sensibilisé aux effets préjudiciables de la consommation de qat sur la productivité de la main-d'œuvre et sur la santé.*** L'étude prévue sur les implications socioéconomiques de l'importation et de la consommation de *qat* à l'échelle des ménages et de l'ensemble du pays n'a pas été réalisée par manque de ressources.

Gouvernance économique

61. ***Les résultats visés en matière d'amélioration de la gouvernance économique ont été en partie atteints.*** La CAS visait à soutenir la mise en œuvre des plans d'action proposés dans deux documents dont la préparation a été achevée en 2004 et qui ont été approuvés par le gouvernement, à savoir l'Évaluation de la responsabilité financière et du Rapport analytique sur la passation des marchés dans le pays. La Direction du budget s'est dotée de moyens renforcés pour établir des prévisions de recettes, ainsi que de nouveaux instruments pour mieux suivre l'exécution du budget. Un effort supplémentaire s'impose toutefois pour mieux intégrer les budgets d'équipement et de fonctionnement dans un cadre à moyen terme et associer plus étroitement les ministères techniques à la préparation et à l'exécution du budget. Le renforcement des capacités de l'Inspection générale des finances, notamment l'élaboration d'un manuel de procédures et d'un

programme de travail et une répartition plus efficace des tâches entre les différentes institutions de contrôle du pays, a permis d'améliorer les mécanismes de contrôle financier.

B. Gestion du portefeuille

62. ***À la fin de février 2009, le portefeuille de l'IDA comprenait cinq opérations.*** Le montant total des financements accordés par l'Association s'élève à 43,5 millions de dollars, dont un solde non décaissé de 14,5 millions de dollars. Le programme de l'IDA en cours concerne les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'énergie et des travaux publics. En février 2009, Djibouti avait par ailleurs un portefeuille actif de 13 dons financés par des fonds fiduciaires (exécutés par la Banque et par le pays) représentant des engagements d'un montant total de 14,8 millions de dollars, dont 2,1 millions n'étaient pas encore décaissés (Annexe 3). Ce montant englobe un don de 6 millions de dollars entièrement décaissé du Fonds catalytique de l'Initiative Éducation pour tous, un don de 5 millions de dollars entièrement décaissé du Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale, un don de 2 millions de dollars au titre de la lutte contre la grippe aviaire, et d'autres dons (d'un montant plus modeste) de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Fonds de développement institutionnel (FDI), du Programme d'aide à la gestion du secteur énergétique (ESMAP) et du TFSCB. À la fin de février 2009, tous les projets étaient jugés satisfaisants. Le taux de décaissement de l'ensemble du portefeuille était de 44% pour l'exercice 2008, contre 34% pour l'exercice 2007.

63. ***La performance du portefeuille est jugée globalement satisfaisante.*** En juin 2008, la Banque et le gouvernement ont mené à bien un Examen de la performance du portefeuille-pays (CPPR). Il ressort des conclusions de ce rapport que les projets de Djibouti sont généralement bien exécutés et atteignent leurs objectifs de développement. Plusieurs facteurs contribuent à cette réussite: i) les projets, bien ciblés et de conception simple, sont adaptés aux capacités d'exécution de Djibouti; ii) le portefeuille fait l'objet d'une supervision intensive qui privilégie l'analyse de problèmes concrets et qui se fonde sur un dialogue constructif avec le gouvernement et sur l'appui de l'unité de gestion-pays; iii) Djibouti a à son actif de solides antécédents fiduciaires; et iv) l'Unité des financements extérieurs du ministère de l'Économie et des finances est activement impliquée dans les activités de suivi auprès des ministères sectoriels et des Unités d'exécution de projet.

64. ***Le CPPR attire plus particulièrement l'attention sur certains problèmes génériques de gestion du portefeuille:*** i) les projets sont lents à démarrer à en juger par le temps qui s'écoule entre l'approbation et l'entrée en vigueur d'un projet; ii) on observe des retards dans la passation des marchés; iii) les fonctions de suivi et d'évaluation des projets doivent être mieux intégrées au niveau des ministères d'exécution; iv) les institutions publiques (notamment la Cour des Comptes) doivent être davantage impliquées dans la gestion des projets, en particulier dans la réalisation d'audits; et v) il convient de renforcer les capacités de gestion au jour le jour des dons financés par des fonds fiduciaires. Un plan d'action a été élaboré pour s'attaquer à ces problèmes et est en cours d'exécution par l'État.

V. STRATÉGIE PROPOSÉE POUR LA BANQUE MONDIALE

A. Principes directeurs

65. *La CAS pour la période correspondant aux exercices 2009-2012 est alignée sur l'INDS.* Durant la période de quatre ans couverte par l'INDS, le Groupe de la Banque appuiera la mise en œuvre de l'initiative, que ce soit dans le cadre du portefeuille existant ou des nouvelles opérations de prêt, et contribuera à la réalisation de plusieurs de ses objectifs. Le cadre des résultats visés par la CAS est calqué sur les objectifs de développement visés par l'INDS. Le programme d'aide a été examiné avec le gouvernement, les bailleurs de fonds, le secteur privé et la société civile lors des consultations sur la stratégie qui se sont tenues à Djibouti entre novembre 2008 et février 2009.

66. *La nouvelle CAS est très sélective.* Compte tenu de l'expérience de la Banque à Djibouti, des ressources limitées de l'IDA, des activités des autres parties prenantes dans le pays et des leçons tirées des stratégies de développement ayant donné de bons résultats dans d'autres petits États¹³, l'institution n'appuiera qu'un petit nombre d'activités bien ciblées. La Banque accordera chaque année un don destiné à financer un projet et entreprendra une ou deux études analytiques par an, tout en maintenant un dialogue constructif dans un plus large éventail de secteurs par le biais de ses services d'assistance technique.

67. *La nouvelle CAS s'appuie sur les acquis des projets en portefeuille.* Les besoins de financement sont importants dans tous les secteurs. Cependant, comme l'État dispose de peu de moyens et que l'expérience de la Banque se limite à quelques secteurs, la CAS proposée compte cibler les domaines dans lesquels l'institution a déjà obtenu de solides résultats. En particulier, la CAS fournira, partout où c'est possible, des financements supplémentaires à l'appui de projets qui ont atteint leurs objectifs de développement, afin d'en renforcer l'impact et de contribuer ainsi davantage au développement.

68. *La Banque interviendra dans les domaines où elle dispose d'un avantage comparatif, et ses activités compléteront celles des autres bailleurs de fonds.* Le choix des activités devant être financées dans le cadre de cette nouvelle CAS dépendra largement des priorités définies par l'État, mais aussi de l'ampleur et de la nature des contributions des autres bailleurs de fonds. Il s'agira d'éviter les doubles emplois et de privilégier les activités pour lesquelles la Banque dispose d'un avantage comparatif par rapport aux interventions, à l'expertise et aux apports financiers des autres donateurs. Le recours à des programmes de cofinancement avec d'autres bailleurs de fonds pourra être envisagé pour démultiplier les financements d'un montant limité accordés par l'institution.

¹³ Groupe indépendant d'évaluation. 2006. *Small States: Making the Most of Development Assistance – A Synthesis of World Bank Evaluation Findings.*

69. L'aide fournie par l'IDA durant la période couverte par la CAS devrait en principe représenter une enveloppe globale de 16 millions de DTS environ¹⁴. La CAS couvre la période correspondant aux exercices 2009-2012, qui comprend l'ensemble de la période couverte par IDA-15 (Ex.2009-2011) et la première année d'IDA-16. L'allocation au titre de l'exercice 2009 devrait être de l'ordre de 3,6 millions de DTS, et celles au titre des exercices 2010-2012, de l'ordre de 3,8 millions de DTS par an, en moyenne, mais ces estimations pourraient changer. Les montants qui seront effectivement alloués durant ces années dépendront: i) du montant total des ressources dont dispose l'IDA; ii) de la note de performance attribuée au pays sur la base de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA); iii) des résultats obtenus par les autres emprunteurs de l'Association et des conditions dont ils bénéficient; iv) des conditions de l'aide accordée par l'IDA à Djibouti (dons ou crédits); et v) du nombre de pays admis à bénéficier d'une aide de l'IDA. L'hypothèse retenue pour calculer le montant indicatif de l'allocation pour l'exercice 2012 est que la 16^e reconstitution des ressources de l'Association (IDA-16) permettra de mobiliser le même montant de ressources qu'IDA-15. Djibouti étant surendetté, le pays recevra toutes ses allocations sous forme de dons, à moins que son niveau d'endettement ne change.

70. ***La présente CAS prévoit de démultiplier les dons de l'IDA en recourant aux fonds mondiaux.*** Le montant de l'allocation de l'IDA étant limité au regard des besoins de financement du pays, la Banque continuera de s'employer à accroître ces ressources en utilisant des fonds mondiaux (par exemple le Fonds carbone, l'EPT, le FEM et les garanties de l'IDA) et à collaborer avec Djibouti pour que le pays améliore sa notation CPIA (et puisse donc recevoir une allocation plus importante de l'IDA) sur le court à moyen terme.

B. Stratégie d'aide proposée

71. ***Compte tenu des principes susmentionnés, la stratégie du Groupe de la Banque s'articule autour de trois objectifs clés,*** à savoir: i) soutenir la croissance économique; ii) promouvoir le développement humain et l'accès aux services sociaux de base; et iii) renforcer la gouvernance et la gestion du secteur public.

Premier objectif de la CAS: Soutenir la croissance économique

72. ***Réduire les contraintes et les coûts associés au développement du secteur privé (résultat 1.1 visé par la CAS).*** Si l'on veut stimuler la croissance économique, il faut renforcer le cadre dans lequel les entreprises opèrent en réduisant les contraintes et les coûts de l'activité commerciale à Djibouti. La Banque, dans le droit-fil de l'action engagée dans le cadre de la CAS précédente, soutiendra les efforts déployés par le gouvernement pour stimuler le développement du secteur privé: i) en facilitant l'accès à des services plus fiables et de meilleure qualité dans les secteurs de l'électricité et des télécommunications; ii) en réduisant le coût des services d'électricité et de télécommunications; iii) en améliorant l'efficacité des services d'utilité publique dans les

¹⁴ Les allocations de l'IDA sont calculées sur la base de la performance et libellées en droits de tirages spéciaux (DTS). La contre-valeur en dollars des montants correspondants dépend du taux de change en vigueur.

secteurs de l'électricité, de l'eau et des télécommunications; et iv) en renforçant le secteur financier. Le programme de la Banque combinera des opérations de prêt dans le secteur de l'électricité et des missions d'assistance technique pour renforcer le cadre de l'activité économique.

73. **Aide en cours.** La Banque, dans le cadre du Projet d'accès à l'énergie et de diversification des sources d'énergie (7 millions de dollars) en cours, aide EDD à étendre son réseau de distribution d'électricité et à identifier les principales inefficiences; elle fournit également des fonds pour l'achat de combustible destiné à alimenter les centrales électriques. Ce faisant, la Banque contribue à atténuer les difficultés financières d'EDD et le fardeau que représente le secteur pour le budget de l'État, tout en examinant les possibilités d'amélioration des achats de carburant par voie d'appel d'offres. En outre, les missions d'assistance technique engagées pour faciliter l'élaboration d'un plan directeur pour le secteur électrique aideront à planifier de manière plus efficace et économique de nouveaux investissements dans ce secteur.

74. **Aide prévue.** Le nouveau projet proposé par la Banque dans le secteur de l'énergie (6,2 millions de dollars) aidera Djibouti: i) à améliorer l'accès à l'électricité grâce à des mesures ciblées qui encouragent l'utilisation rationnelle de l'énergie et la gestion axée sur la demande, en vue d'abaisser les coûts facturés aux usagers, tout en réduisant la demande de pointe et en atténuant la nécessité pour EDD de consentir de gros investissements dans de nouvelles capacités de production; et ii) à améliorer la performance globale d'EDD grâce à des mesures à fort impact qui permettent de réduire les pertes techniques et non techniques et, partant, de fournir des services d'électricité plus fiables et de meilleure qualité moyennant un coût d'exploitation moindre.

75. L'assistance technique fournie par la Banque dans le secteur des télécommunications consistera à recommander les réformes réglementaires et les actions à mener par les pouvoirs publics. L'institution aidera également par ses conseils à évaluer les besoins, les priorités et les problèmes qui se posent pour renforcer le cadre d'activité des entreprises et le climat de l'investissement. La Banque a entrepris conjointement avec le FMI un programme d'évaluation du secteur financier en vue de faciliter l'élaboration de mesures qui permettent de renforcer la réglementation applicable au secteur bancaire. Cet exercice est motivé par le fait que le secteur bancaire se développe rapidement et a connu de profondes mutations structurelles au cours des trois dernières années, en particulier avec la fermeture des banques en difficulté. De même, la banque centrale de Djibouti pourra bénéficier d'une assistance technique pour l'aider à gérer ses réserves de change.

76. **SFI.** Soucieuse d'appuyer la mise en valeur d'autres sources d'énergie à Djibouti, la SFI a pris une participation au capital de Reykjavik Energy Invest au stade initial pour développer un projet d'énergie géothermique durant l'exercice 2008. Il s'agit là du premier investissement réalisé par InfraVentures, une nouvelle structure ayant vocation à fournir un capital d'amorçage pour les projets prometteurs qui ne sont pas encore en mesure de mobiliser des ressources suffisante pour assurer leur financement intégral. Le projet a été retardé, en raison notamment de la crise financière qui secoue l'Islande et parce qu'il n'est pas certain, compte tenu de la crise financière mondiale, que

les fonds nécessaires pour combler le déficit de financement puissent être levés. La SFI collabore actuellement avec les promoteurs du projet pour effectuer les premiers forages exploratoires, lever les capitaux supplémentaires requis et mener à bien l'étude de faisabilité. Si ces activités sont concluantes, l'opération pourrait être structurée et financée d'ici la fin de l'exercice 10. S'il était mis en œuvre, ce projet aiderait Djibouti à remédier à la pénurie d'électricité et à réduire les émissions de carbone.

77. **MIGA.** La MIGA a des engagements considérables à Djibouti. En décembre 2007, l'Agence a émis des garanties d'investissement d'un montant de 427 millions de dollars pour la conception, l'élaboration, la construction, la gestion, l'exploitation et l'entretien d'un terminal de conteneurs à Doraleh. Lorsqu'elles ont été émises, ces garanties représentaient le plus gros engagement jamais consenti par la MIGA dans le cadre d'un projet. Ces garanties couvrent, sur une période de 10 ans, les risques de restriction de transfert, d'expropriation, de guerre et de troubles civils, et de rupture de contrat. Financé par des investisseurs des Émirats arabes unis, ce projet, en contribuant à améliorer les installations portuaires, à accroître le trafic et à ouvrir des possibilités d'investissement et de croissance (notamment en incitant d'autres pays africains à utiliser le port comme débouché), aidera Djibouti à se positionner comme un pôle commercial majeur en Afrique de l'Est. Si les apports d'IDE se poursuivent à un rythme soutenu, l'Agence serait disposée à fournir au besoin une aide accrue.

Deuxième objectif de la CAS: Promouvoir le développement humain et l'accès aux services sociaux de base

78. *Élargir l'accès à une éducation de base de qualité (résultat 2.1 visé par la CAS).* La Banque intervient dans ce domaine depuis quatre ans, en collaboration avec des donateurs clés comme la BAD, la Banque islamique de développement, les États-Unis, la France et le Japon. Durant la période couverte par la CAS, la Banque continuera de collaborer étroitement avec les bailleurs de fonds pour soutenir les efforts déployés par le gouvernement en vue: i) de continuer à faciliter l'accès à l'éducation de base, surtout dans les zones rurales et pour les filles, notamment en réduisant les taux d'abandon et de redoublement; ii) d'améliorer la qualité de la prévention et du traitement des maladies transmissibles; et iii) de rehausser la qualité de l'éducation, en particulier en renforçant la formation des enseignants et en mettant davantage de manuels scolaires à la disposition des élèves.

79. **Aide en cours.** L'IDA continuera de soutenir la mise en œuvre du programme de réforme engagée par l'État dans le secteur de l'éducation grâce à un projet de 10 millions de dollars à l'appui d'un programme d'amélioration de l'éducation et de l'accès à l'enseignement. Ce projet est exécuté parallèlement à un don FTI à l'appui de l'éducation de 6 millions de dollars administré par la Banque.

80. **Aide prévue.** La CAS lancera un projet d'enseignement professionnel et technique (d'environ 6 millions de dollars) pour faciliter davantage d'accès à l'éducation, améliorer le taux de rétention, réduire les taux de redoublement et d'abandon, et renforcer la capacité du système public à former une main-d'œuvre ayant les qualifications recherchées par les employeurs. Par ailleurs, un don FTI supplémentaire de 2 millions de

dollars à l'appui de l'éducation continuera de renforcer l'équité d'accès à l'éducation de base et d'améliorer la qualité et l'efficacité du système éducatif.

81. **Élargir l'accès à des services de santé de qualité (résultat 2.2 visé par la CAS).** Tout au long de la période couverte par la CAS, la Banque aidera les pouvoirs publics à améliorer durablement l'accès à des services de santé de meilleure qualité en vue de faciliter la réalisation des ODM relatifs à la réduction de la malnutrition, des taux de mortalité infantile et maternelle et des maladies transmissibles.

82. **Aide en cours.** La Banque continuera de mettre en œuvre le projet de développement du secteur de la santé (15 millions de dollars) déjà engagé, qui vise à réduire les taux de mortalité infantile et maternelle. Elle poursuivra par ailleurs les efforts entrepris dans le cadre d'un don du FDI (2 millions de dollars) pour aider Djibouti à empêcher ou circonscrire la propagation de la grippe aviaire hautement pathogène dans les élevages avicoles du pays, ainsi qu'à prévenir et à se donner les moyens de combattre une éventuelle pandémie de grippe ou d'autres maladies infectieuses qui pourraient entraîner des situations d'urgence sanitaire.

83. **Aide prévue.** La CAS fournira un financement supplémentaire de 7 millions de dollars à l'appui du programme sanitaire destiné à soutenir l'action gouvernementale pour: i) fournir des services de santé maternelle et infantile de meilleure qualité, ii) rehausser la qualité de la prévention et du traitement des maladies transmissibles, et iii) améliorer la performance des systèmes sanitaires, en particulier les qualifications des agents de santé et l'offre de médicaments.

84. **Renforcer la protection sociale et les aides directes aux pauvres (résultat 2.3 visé par la CAS).** Le dialogue constructif qu'entretient la Banque avec Djibouti sur les politiques publiques à mettre en œuvre pour assurer la protection sociale et la sécurité alimentaire s'est traduit concrètement par: i) l'élaboration d'un plan d'action pour améliorer les filets de protection sociale, en liaison avec le don à l'appui des politiques de développement financé par le GFRP; ii) le financement d'infrastructures socioéconomiques de base qui renforcent les possibilités de développement communautaire dans les zones pauvres de Djibouti, dans le cadre de projets de reconstruction d'urgence après les inondations et de réduction de la pauvreté urbaine; et iii) l'apport d'une aide pour soutenir les réformes des pensions.

85. **Aide en cours.** Durant la période couverte par la CAS, la Banque poursuivra le dialogue engagé avec les autorités de Djibouti pour les aider: i) à atténuer la vulnérabilité des pauvres aux effets des inondations, de la sécheresse, de l'insécurité alimentaire et des autres chocs extérieurs qui les frappent à intervalles réguliers; ii) à améliorer le cadre institutionnel de la protection sociale; iii) à évaluer l'ampleur et les causes de la pauvreté; et iv) à proposer une stratégie pour en atténuer les effets.

86. **Aide prévue.** La Banque appuiera un projet dans le secteur de l'eau et du développement rural à petite échelle (5 millions de dollars) destiné à retenir l'eau des *wadis* pour promouvoir l'élevage et l'agriculture à petite échelle, prévenir les inondations et reconstituer la nappe phréatique. Les actions de protection sociale et de sécurité

alimentaire éventuellement financées par des fonds fiduciaires bénéficieront d'un financement supplémentaire. Dans le cadre de son dialogue avec les pouvoirs publics et de ses missions d'assistance technique, la Banque aidera également: i) à mettre en place des dispositifs de protection sociale et à promouvoir la sécurité alimentaire; ii) à établir un système d'enlèvement des ordures ménagères qui soit viable à long terme, en faisant appel à de petits opérateurs privés; et iii) à créer un système d'information sur la vulnérabilité grâce à un financement du Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR). Une évaluation de la pauvreté sera réalisée par ailleurs pour déterminer la nature, l'incidence et la dynamique de la pauvreté à Djibouti, ainsi que l'évolution de la répartition des revenus. Cette évaluation aidera également à mesurer les progrès accomplis durant la mise en œuvre du DSRP (2004-2006) et à proposer différentes formules pour réformer les politiques et les institutions publiques dans le cadre de la prochaine stratégie de réduction de la pauvreté. Une étude sur le *qat* permettra également à la Banque d'approfondir la réflexion sur ce thème avec toutes les parties prenantes de Djibouti et à proposer des solutions pour dissuader la population de consommer cette substance.

Troisième objectif de la CAS: Renforcer la gouvernance et la gestion du secteur public

87. *Améliorer la transparence des dépenses (résultat 3.1 visé par la CAS).* L'aide de la Banque dans ce domaine soutient l'amélioration de la gestion financière et de la passation des marchés publics grâce à l'application des mesures recommandées dans l'Évaluation de la responsabilité financière du pays réalisée en 2004, lesquelles visent notamment: à renforcer la planification du budget; à réformer les procédures de contrôle et d'audit internes; et à améliorer la coordination entre les trois principales institutions d'audit. Les deux dernières recommandations n'ont été appliquées qu'en partie. La Banque continuera d'appuyer les efforts déployés par le gouvernement pour atteindre ces objectifs en fournissant des conseils et une assistance technique accrue, notamment pour concevoir et réaliser une étude diagnostique sur la gouvernance et la lutte contre la corruption. Une revue des dépenses publiques sera également menée à bien.

88. *Améliorer le suivi et l'évaluation (résultat 3.2 visé par la CAS).* Au cours des trois dernières années, l'aide fournie par la Banque via le Fonds fiduciaire pour renforcer les capacités statistiques a permis d'améliorer la comptabilité nationale et de préparer le recensement démographique lancé en mars 2009. Une fois ce recensement terminé, le pays aura besoin d'une aide supplémentaire pour mettre en œuvre le plan directeur élaboré pour le secteur en 2005. Si des fonds peuvent être trouvés pour renforcer les capacités statistiques, la Banque pourrait apporter un soutien financier en coordination avec les autres bailleurs. En outre, une assistance technique sera fournie pour concevoir et mettre en place un système efficace de suivi et d'évaluation de l'INDS, établir un système de coordination et de gestion de l'aide et doter l'administration de moyens renforcés pour collecter, traiter et analyser les informations et les données des bailleurs de fonds. Enfin, certains secteurs pourraient bénéficier d'une aide sous forme de dons à l'appui du renforcement des capacités.

Tableau 3: Financements envisagés par l'IDA, Ex. 09-12

EX.	Opérations proposées	Montant (USD millions)
09	Projet d'appui au secteur de la santé (Financement supplémentaire)	7,0
10	Deuxième projet d'accès à l'énergie	6,2
11	Projet d'appui au secteur de l'eau et du développement rural à petite échelle	5,0
	Total IDA-15	18,2
12	Éducation et EPT	6,0
	Total CAS	24,2

Tableau 4: Fonds fiduciaires et FDI, Ex. 09-12

EX.	Fonds fiduciaires et FDI	Montant (USD millions) ¹⁵
09	FDI – Appui à la coordination de l'aide	0,35
09	Don du Fonds catalytique EPT-FTI	2,00
10	GFDRR – Cartographie des risques pour Djibouti	1,00
10	PPIAF – Enlèvement des ordures ménagères	0,19
10	SEETF ¹⁶ – Protection sociale	0,10
11	GPOBA ¹⁷ - Services d'eau potable	0,10

Tableau 5: Activités hors prêt

EX.	Activités hors prêt
Études économiques et sectorielles	
09	FSAP
10	Sensibilisation aux méfaits du <i>qat</i>
10	Revue des dépenses publiques
11	Évaluation de la pauvreté
Assistance technique	
09	Plan directeur pour le secteur de l'énergie
10	Télécommunications et TIC
10	Gouvernance et lutte contre la corruption
11	Appui aux réformes sectorielles ¹⁸

C. Partenariats et participation

89. *Djibouti bénéficie du soutien d'un petit groupe de donateurs bilatéraux* (notamment France, États-Unis, Émirats arabes unis, Arabie Saoudite, Koweït) et de *bailleurs de fonds multilatéraux* (Fonds arabe de développement économique et social, BID, BAD, Commission européenne, Fonds OPEP pour le développement international, institutions spécialisées des Nations Unies, FMI et Banque mondiale).

90. Il n'existe pas à l'heure actuelle de cadre formel de coordination de l'aide des bailleurs de fonds. Les donateurs formant toutefois une petite communauté, ils peuvent

¹⁵ Les montants au titre des fonds fiduciaires et du FDI sont purement indicatifs.

¹⁶ Fonds fiduciaire sud-sud

¹⁷ Partenariat mondial pour l'aide axée sur les résultats

¹⁸ La nature de cet appui sera déterminée en fonction des besoins.

aisément partager des informations. Bien que la Banque mondiale n'ait pas de bureau à Djibouti, les responsables et les chefs de projet qui se rendent dans le pays peuvent s'entretenir régulièrement avec leurs homologues des autres organisations. Grâce à cette collaboration, l'Agence française de développement (AFD), la BAD, la BID et la Banque mondiale ont pu financer en parallèle un programme de réduction de la pauvreté urbaine. L'enveloppe de financement à laquelle la Banque a contribué à hauteur de 3 millions de dollars a ainsi atteint un montant total de 38,5 millions de dollars, qui a permis de financer des projets d'infrastructure pour répondre aux besoins des quartiers les plus pauvres de Djibouti-Ville et d'aménager cinq centres secondaires. Dans le secteur de l'éducation, plusieurs partenaires contribuent par leur aide financière et/ou technique à la mise en œuvre du programme de réforme engagé par Djibouti pour faciliter en particulier l'accès à l'éducation¹⁹. La Banque finance la coordination des activités sectorielles par le biais de son projet d'éducation. En outre, le Fonds catalytique pour le programme Éducation pour tous, auquel la France, USAID, l'UNICEF, l'AFD, le Fonds arabe de développement et la Banque mondiale contribuent et qui est administré par la Banque, a permis aux bailleurs de fonds d'unir leurs efforts.

91. ***Une réunion des donateurs est prévue pour 2009, qui sera co-organisée par les autorités djiboutiennes et la Banque mondiale.*** Cette rencontre offrira au gouvernement un forum pour sensibiliser les donateurs aux réformes socioéconomiques qu'il a déjà engagées ou qu'il compte entreprendre et aux défis que Djibouti doit relever. Ce sera l'occasion pour les autorités de convaincre qu'elles ont besoin d'une aide extérieure accrue.

92. ***Cette nouvelle CAS a été préparée en collaboration étroite avec la communauté des bailleurs de fonds, et les mesures qu'elle propose sont destinées à compléter les actions des autres donateurs.*** Les prêts de l'IDA dans certains secteurs clés, en particulier pour financer des projets d'électricité ou de réduction de la pauvreté urbaine, ont été préparés en collaboration étroite avec la BAD, la BID et l'AFD et viennent compléter les investissements consentis par ces institutions dans ces secteurs. Comme indiqué dans la matrice des résultats visés par la CAS (Annexe 1), il existe de nombreuses synergies entre l'aide de l'IDA et les interventions proposées par d'autres bailleurs de fonds. Ces liens devront être plus clairement définis dans le cadre des consultations que les donateurs continueront d'avoir avec les pouvoirs publics pour définir la nature de l'aide qu'ils apporteront respectivement au programme d'investissement de l'INDS.

93. ***La Banque mondiale continue de collaborer étroitement avec le FMI pour assurer que les deux institutions tiennent un discours cohérent en matière de politique macroéconomique, de gestion des finances publiques et d'autres réformes structurelles.*** Les conseils techniques fournis par la Banque pour appuyer le suivi et l'évaluation de l'INDS viendront renforcer et compléter l'accord récemment conclu avec le FMI au titre d'un programme appuyé par la FRPC.

¹⁹ BAD, BID, AFD, Japon, Programme alimentaire mondial (PAM), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Banque mondiale.

VI. MAÎTRISER LES RISQUES

94. *Plusieurs risques externes et internes pourraient compromettre la mise en œuvre de l'Initiative nationale pour le développement social de Djibouti et l'efficacité de la nouvelle CAS qui en constitue le fondement.*

95. *L'économie djiboutienne dépend essentiellement du port et de son développement, ainsi que de la location des bases militaires et des dons et financements concessionnels accordés par les bailleurs de fonds, autant d'éléments soumis à des incertitudes financières et géopolitiques extérieures.* Le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée, qui a rendu l'Éthiopie tributaire du port de Djibouti pour la plupart de ses importations et de ses exportations, est à l'origine de l'essor des activités portuaires avec l'Éthiopie depuis la fin des années 90. La dynamique qui a accru la part de ce pays dans le trafic commercial pourrait s'inverser, et pour contrer ce risque, Djibouti doit améliorer la compétitivité globale du port en réduisant les coûts et en améliorant les liaisons de transport (routier et ferroviaire) vers l'Éthiopie. La modernisation en cours du port de Djibouti, ainsi que la construction d'un terminal à conteneurs et d'un terminal pétrolier et la création d'une zone franche au port de Doraleh, contribuent à atténuer ce risque. De gros investissements attendus des Émirats arabes unis pourraient aussi appuyer le développement de Djibouti comme centre de transbordement.

96. *Si la crise économique et financière se poursuit et frappe les principaux partenaires de Djibouti, les apports d'IDE risquent de diminuer.* Comme indiqué dans la Section II, un grand nombre des projets d'investissements prévus pour 2009 et 2010 a été confirmé, mais quelques-uns pourraient être annulés si la crise financière s'aggravait dans les pays d'origine des principaux investisseurs. Si tel était le cas, les autorités n'auraient sans doute guère de marge pour contrer une telle évolution et seraient contraintes de resserrer la politique budgétaire pour compenser la diminution des recettes. Le pays aurait alors besoin d'une aide extérieure, technique et financière, pour atténuer l'impact d'un tel choc.

97. *Djibouti est située dans une région instable qui a connu un grand nombre de conflits et de périodes de troubles civils.* En mai 2008, des tensions frontalières avec l'Érythrée ont entraîné un conflit de courte durée entre les armées des deux pays. La situation s'est stabilisée, bien qu'il n'y ait pas eu de négociations directes entre les deux parties. Conséquence de cette instabilité régionale, Djibouti compte un grand nombre de réfugiés, et les ressources déjà rares du pays sont sollicitées à l'extrême, en particulier les denrées alimentaires, les ressources en eau et les terres de pâturage. Le risque est que les conditions de sécurité s'aggravent dans la région et que le nombre de réfugiés augmente, auquel cas les dépenses accrues qu'il faudrait consentir pour assurer la défense et la sécurité intérieure et pour financer le surcoût des services à fournir aux réfugiés rendraient probablement la situation budgétaire intenable. Une telle situation compromettrait également l'aptitude de la Banque à mettre en œuvre ses programmes. Ce risque fera l'objet d'un suivi attentif tout au long de la période couverte par la CAS. Les actes de piraterie dans le golfe d'Aden sont un autre risque important à l'échelon régional, car ils constituent une menace pour les échanges qui transitent par le port de Djibouti. Soucieux de s'attaquer aux problèmes d'insécurité et d'instabilité qui ont

permis à ces actes de piraterie de se multiplier, le gouvernement continue de jouer un rôle actif pour faciliter les discussions concernant l'avenir du gouvernement somalien. Il coordonne également ses efforts avec le gouvernement yéménite.

98. ***Le faible montant du soutien financier apporté par la Banque pourrait également compromettre l'efficacité du programme de la CAS.*** Le gouvernement pourrait estimer que l'aide financière fournie au titre de la CAS n'est pas suffisante pour que le pays continue d'investir dans un dialogue et une relation à long terme avec la Banque. Si elle veut contrebalancer ce risque, la Banque doit s'investir davantage et privilégier le dialogue avec les autorités et les parties prenantes du pays pour faire ressortir l'intérêt que présentent les différentes formes d'aide non financière qu'elle peut apporter, que ce soit par ses conseils aux pouvoirs publics sur l'action à mener, ses travaux d'analyse et son assistance technique, qui s'appuient sur ses connaissances internationales et son rayonnement mondial; en soutenant la mise en œuvre de l'INDS; en donnant accès à des fonds mondiaux; ou grâce à l'influence qu'elle exerce et qui peut aider à mobiliser l'aide d'autres donateurs pour renforcer l'efficacité du développement à Djibouti.

99. ***L'insuffisance des moyens dont disposent les pouvoirs publics pour exécuter l'INDS et en assurer le suivi constitue un autre risque.*** Pour mener le programme de l'INDS à son terme, Djibouti doit accroître considérablement son programme d'investissements publics, eu égard au niveau relativement faible des qualifications et au caractère limité des moyens budgétaires, administratifs et manageriaux. L'expérience de la CAS précédente a montré que le moyen de réduire ce risque est de concevoir des projets simples et bien ciblés, de les suivre de près et d'anticiper les problèmes, tout en apportant un surcroît d'aide pour renforcer les capacités. L'approche très sélective retenue pour élaborer la nouvelle CAS contribuera à atténuer ce risque. Cela étant, la faiblesse des capacités institutionnelles pourrait limiter l'aptitude des pouvoirs publics à utiliser pleinement et efficacement le surcroît d'aide fourni par les autres donateurs. L'IDA continuera d'étudier cette question qui s'inscrit dans un contexte plus large.

ANNEXES

Annexe 1: Cadre de résultats pour la CAS 09-12 de Djibouti

Sélection d'objectifs de l'INDS devant être appuyés par le programme de la Banque	Principaux problèmes et obstacles	Résultats visés par la CAS sur lesquels la Banque compte exercer une influence	Résultats, actions ou réalisations escomptés durant la mise en œuvre de la CAS	Programmes (et partenaires) de la Banque
Objectif 1: Soutenir la croissance économique				
<p>Stimuler la croissance pour encourager l'investissement privé</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accroître l'offre d'énergie - Faciliter l'accès à l'électricité pour les investisseurs - Améliorer le coût-efficacité et l'efficacité opérationnelle des services d'utilité publique (électricité, eau, télécommunications) - Améliorer le cadre de l'activité économique - Développer/réglementer le secteur financier - Réduire les tarifs des TIC et des télécommunications - Améliorer l'efficacité des ports 	<ul style="list-style-type: none"> - Accès limité à des services coûteux (électricité, télécommunications, TIC) - Gestion inefficace des services d'électricité - Cadre juridique et réglementaire inadapté à l'activité économique - Faible productivité de la main-d'œuvre - Il faut développer et réglementer le secteur financier pour soutenir la croissance économique 	<p>Résultat 1.1. Réduction des contraintes et des coûts associés au développement du secteur privé</p> <p><i>Indicateurs:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès à l'électricité, y compris dans les zones pauvres ciblées - Réduction de la fréquence des coupures d'électricité - Abaissement des coûts d'exploitation de la compagnie électrique - Réduction des pertes d'électricité - Réduction du délai (en nombre de jour) de création d'entreprise - Intensification de la concurrence dans le secteur des télécommunications - Évaluation du secteur financier pour remédier aux problèmes de stabilité ou de structure 	<ul style="list-style-type: none"> - 500 raccordements supplémentaires au réseau électrique effectués à Balbala et PK12 - Achat du fioul nécessaire à la production d'électricité pendant environ 4 mois - Avancement des réformes institutionnelles à EDD et à l'ONEAD - Plan directeur pour le secteur de l'énergie finalisé - Réalisation d'économies d'énergie (en MWh) - Réformes institutionnelles à conduire dans les secteurs des télécoms et des TIC identifiées - Lois régissant l'activité des entreprises améliorées - Recommandations du FSAP formulées et adoptées - AT fournie à la banque centrale pour l'aider à gérer ses réserves de change 	<p>En cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'accès à l'électricité - Plan directeur pour le secteur de l'énergie (AT) - FSAP IDA-FMI (étude économique et sectorielle) - AT – Services de conseil pour le développement des entreprises (PEP-Afrique) <p>En préparation:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deuxième projet d'accès à l'énergie financé par l'IDA (USD 6,2 m, Ex. 10) - Dialogue de l'IDA avec les télécoms (AT) - RAMP <p>Principaux partenaires:</p> <ul style="list-style-type: none"> - BAD – Liaison avec l'Éthiopie - CE

Sélection d'objectifs de l'INDS devant être appuyés par le programme de la Banque	Principaux problèmes et obstacles	Résultats visés par la CAS sur lesquels la Banque compte exercer une influence	Résultats, actions ou réalisations escomptés durant la mise en œuvre de la CAS	Programmes (et partenaires) de la Banque
				- SFI - InfraVentures - MIGA
Objectif 2: Promouvoir le développement humain et l'accès aux services sociaux de base				
Élargir l'accès à une éducation de qualité: <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'accès et la qualité - Réduire les disparités entre régions et entre garçons et filles - Améliorer l'efficacité des dépenses 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible accès à l'éducation des enfants en milieu rural, des filles, et des enfants ayant des besoins spéciaux - Manque d'enseignantes - Écoles en nombre insuffisant et manque d'installations adaptées - Coût unitaire élevé de la construction d'écoles, des matériels pédagogiques et des salaires des enseignants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Résultat 2.1. Élargissement de l'accès à une éducation de base de qualité <p><i>Indicateurs:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux brut de scolarisation primaire porté de 68% en 2008 à 75% d'ici 2012, et ratio filles-garçons porté de 0,70 à 0,87 - Proportion d'enfants achevant le cycle primaire sans redoubler porté de 53% à 83% pour les garçons et pour les filles - Taux de redoublement dans le primaire ramené de 4% à 2% - Taux d'abandon dans le primaire ramené de 5% à 3% - 90% des enseignants ont bénéficié d'une formation permanente - Davantage de matériels pédagogiques mis à disposition dans les classes. - Mise en place de partenariats enseignants-parents dans la moitié des écoles d'ici 2012 	<ul style="list-style-type: none"> - Classes supplémentaires construites - Système de classes alternées instauré dans le cycle primaire - Réforme des programmes mise en place - Manuels scolaires disponibles dans toutes les écoles - Formation des enseignants renforcée - Programme de formation des employés du ministère de l'Éducation accompli à 80% chaque année 	<p>En cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès à l'école (USD 10 m) <p>En préparation:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éducation et EPT (USD 6 m, Ex. 12) - Don du Fonds catalytique EPT-FTI (USD 2 m) <p>Principaux partenaires:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fonds catalytique EPT - AFD - USAID - BAD - BID - Japon - PAM - UNICEF
Élargir l'accès à des services de santé de qualité <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la couverture et la qualité du système de santé (réduire les taux de mortalité infantile et 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de personnel sanitaire et administratif qualifié - Infrastructures sanitaires de qualité médiocre, notamment manque d'entretien - Pénuries périodiques de 	<ul style="list-style-type: none"> • Résultat 2.2. Élargissement de l'accès à des services de santé de meilleure qualité <p><i>Indicateurs:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux de mortalité infantile 	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion d'enfants de 12 à 23 mois ayant reçu un vaccin DPT3 avant leur premier anniversaire portée à 80% en 2012 - Proportion d'accouchements 	<p>En cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet de développement du secteur de la santé (USD 15 m) - Fonds fiduciaire de

Sélection d'objectifs de l'INDS devant être appuyés par le programme de la Banque	Principaux problèmes et obstacles	Résultats visés par la CAS sur lesquels la Banque compte exercer une influence	Résultats, actions ou réalisations escomptés durant la mise en œuvre de la CAS	Programmes (et partenaires) de la Banque
maternelle, stabiliser le taux de prévalence du VIH) - Lutter contre les maladies transmissibles	fournitures médicales et de médicaments - Mesures insuffisantes de prévention du VIH/SIDA et d'autres maladies transmissibles - Services de santé peu accessibles et peu utilisés	ramené à 65 pour 1 000 naissances vivantes en 2012 - Taux de mortalité maternelle ramené à 350 pour 100 000 naissances vivantes en 2012 - Taux de prévalence du VIH chez les femmes enceintes de 15 à 24 ans stabilisé à 2% - Renforcement du personnel de toutes les installations sanitaires par des agents qualifiés (au moins 1 agent sanitaire qualifié ou ayant reçu une formation dans 90% des installations) - Foyers (éventuels) de grippe aviaire maîtrisés	assistés par du personnel ayant reçu une formation médicale portée à 90% en 2012 - Au moins 90% de la population connaissent au moins 3 moyens de prévenir la transmission du VIH/SIDA - Au moins 60 diplômés sortent chaque année de l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé (ISSS) - Au moins 90% des groupes à haut risque ont utilisé un préservatif durant leur dernier rapport sexuel hors mariage ou avec des travailleurs du sexe - Des principes et des règles de surveillance et de contrôle des maladies épizootiques ont été préparés - Certains techniciens vétérinaires ont reçu une formation	lutte contre les gripes aviaire et humaine (USD 2,1 m) En préparation: - Financement supplémentaire à l'appui du Projet de développement du secteur de la santé (USD 7 m, Ex. 09) Principaux partenaires: - USAID - AFD - BAD - Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (GFATM)
Améliorer les possibilités d'emploi et l'accès à la protection sociale pour les pauvres	- La demande de main-d'œuvre, en particulier de main-d'œuvre non qualifiée et peu instruite, est faible - La majorité des pauvres vivant en milieu urbain ne reçoit aucune aide publique directe, que ce soit en numéraire ou sous d'autres formes	Résultat 2.3. Renforcer la protection sociale et les aides directes aux pauvres <i>Indicateurs:</i> - Création de 8 000 emplois à forte intensité de main-d'œuvre - 10% des résidents de certaines zones bénéficient de sous-projets de développement de proximité	- Lancement de travaux de construction/réhabilitation des infrastructures sociales (eau/assainissement) dans les quartiers pauvres de Djibouti - Renforcement de la formation professionnelle dans certains secteurs - Apport de connaissances et d'aide pour concevoir des filets de sécurité adaptés au pays	En cours: - Don de l'IDA à l'appui des politiques de développement pour faire face à la crise alimentaire (USD 5 m) - Projet de l'IDA pour réduire la pauvreté urbaine à Djibouti (USD 3 m)
Renforcer le développement urbain - Combattre la pauvreté urbaine	- Plus de 80% de la population vivent dans des zones urbaines où le taux de chômage est très élevé, et les possibilités	- Mise en place d'un cadre pour fournir une assistance sociale	- Amélioration du ciblage et extension de la couverture des	- AT de l'IDA pour faire face à la crise alimentaire et fournir une assistance sociale

Sélection d'objectifs de l'INDS devant être appuyés par le programme de la Banque	Principaux problèmes et obstacles	Résultats visés par la CAS sur lesquels la Banque compte exercer une influence	Résultats, actions ou réalisations escomptés durant la mise en œuvre de la CAS	Programmes (et partenaires) de la Banque
<ul style="list-style-type: none"> - Faire des zones urbaines des centres de développement 	<ul style="list-style-type: none"> - d'emploi peu nombreuses 	<ul style="list-style-type: none"> - aux pauvres 	<ul style="list-style-type: none"> - aides sociales 	<ul style="list-style-type: none"> - à Djibouti
<p>Améliorer le bien-être social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparer un programme intégré de réforme de la sécurité sociale 	<ul style="list-style-type: none"> - Le système actuel de protection sociale, qui repose sur deux fonds publics inefficaces, n'est pas financièrement viable - L'assurance-maladie est très limitée 	<ul style="list-style-type: none"> - Établissement d'un cadre institutionnel de protection sociale - Réduction des inondations dans certaines zones - Accroissement de la production de l'agriculture et de l'élevage dans certaines zones 	<ul style="list-style-type: none"> - Fusion de la Caisse nationale de retraite (CNR) et de l'Office de protection sociale (OPS) pour former la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) - Accroissement des investissements dans la collecte de l'eau courante 	<ul style="list-style-type: none"> - AT à l'appui d'un système intégré de protection sociale (FDI) - Voyage d'étude/ d'échange sur la sécurité sociale (Fonds fiduciaire sud-sud SEETF)
<p>Accroître les ressources en eau</p> <ul style="list-style-type: none"> - Élargir l'accès à l'eau potable - Accroître l'utilisation des eaux de surface dans l'agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> - La moitié à peine de la population de Djibouti-Ville est raccordée au réseau public d'adduction d'eau, et plus de 70% de la population rurale et de leurs troupeaux n'ont pas accès à une source d'eau située à distance raisonnable - Sans accès à des sources d'eau permanentes, les habitants des zones rurales et leurs animaux sont vulnérables aux sécheresses - Les eaux des <i>wadis</i> qui ruissellent vers la mer provoquent régulièrement des inondations 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation accrue de l'eau pluviale et des <i>wadis</i> pour l'élevage et l'agriculture à petite échelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion de l'étude sur les méfaits du <i>qat</i> - Finalisation d'une méthodologie pour cartographier les risques à Djibouti-Ville - Mise à jour de la liste des écosystèmes dégradés devant être réhabilités - Mise à jour du Plan national d'action environnementale (adopté en 2001) 	<p>En préparation:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'appui au secteur de l'eau et du développement rural intégré à petite échelle (USD 5 m, Ex. 11) - Deuxième Don éventuel à l'appui des politiques de développement - Diagnostic technique des services d'eau potable (AT –Don GPOBA)
<p>Mieux préserver l'environnement et protéger les ressources naturelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Environnement et ressources naturelles très fragiles 			<ul style="list-style-type: none"> - Programme pilote d'enlèvement des ordures ménagères (AT - PPIAF) - Système d'information sur la vulnérabilité (USD 1 m - GFDRR) - Évaluation de la pauvreté (Étude écon. et sectorielle) - Sensibilisation aux méfaits du <i>qat</i> (Étude écon. et sectorielle)

Sélection d'objectifs de l'INDS devant être appuyés par le programme de la Banque	Principaux problèmes et obstacles	Résultats visés par la CAS sur lesquels la Banque compte exercer une influence	Résultats, actions ou réalisations escomptés durant la mise en œuvre de la CAS	Programmes (et partenaires) de la Banque
				Principaux partenaires: - BAD - BID - AFD
Objectif 3: Renforcer la gouvernance et la gestion du secteur public				
Améliorer la gestion du secteur public et la qualité du service public - Accroître l'efficacité et la transparence de la planification, de l'exécution et de la supervision - Mieux documenter et approfondir l'analyse des vulnérabilités institutionnelles qui contribuent à la sous-performance du secteur public	- Les déficiences au niveau de la formulation, de l'exécution et des contrôles internes du budget doivent être corrigées si l'on veut renforcer la discipline budgétaire et améliorer la transparence et l'efficacité globale des dépenses publiques	Résultat 3.1. Améliorer la transparence des dépenses <i>Indicateurs:</i> - Loi sur la passation des marchés publics approuvés par le Parlement - Rapports d'audit établis et publiés chaque année par l'État	- Révision du code de passation des marchés publics - Évaluation de la gouvernance et de la lutte contre la corruption dans le pays - Choix et mise en œuvre de certaines activités de renforcement de la gouvernance	Programme IDA en cours: - Appui du FDI à la Réforme du système de passation des marchés (AT) - Appui du FDI à la Réforme des finances publiques (AT) En préparation: - Appui (AT) au renforcement de la gouvernance et à la lutte contre la corruption et Enquête GAC - EDP (Étude économique et sectorielle)
Améliorer le suivi et l'évaluation	- Les activités de suivi et d'évaluation sont insuffisantes, par manque de données et de capacité statistique	Résultat 3.2. Améliorer le suivi et l'évaluation <i>Indicateurs:</i> - Adoption d'un système de suivi et d'évaluation de base de l'INDS - Mise à disposition des données du recensement démographique - Réalisation d'enquêtes à intervalles réguliers - Publication annuelle des comptes de la nation	- Accroissement de la capacité du système de suivi et d'évaluation de l'INDS - Identification des indicateurs devant faire l'objet d'un suivi - Mise au point et démarrage d'un programme de collecte de données pour la comptabilité nationale - Lancement du recensement démographique national - Lancement de l'Évaluation de la pauvreté	Programme en cours: - Appui du FDI au suivi et à l'évaluation - TFSCB En préparation: - Évaluation de la pauvreté (Ex. 11) si des données sont disponibles

Sélection d'objectifs de l'INDS devant être appuyés par le programme de la Banque	Principaux problèmes et obstacles	Résultats visés par la CAS sur lesquels la Banque compte exercer une influence	Résultats, actions ou réalisations escomptés durant la mise en œuvre de la CAS	Programmes (et partenaires) de la Banque
		<ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour des indicateurs de pauvreté (si de nouvelles données tirées d'enquêtes auprès des ménages sont disponibles) 		

Annexe 2: Rapport d'achèvement de la CAS établie pour Djibouti, exercices 2005-2008

Date de la CAS: 1^{er} mars 2005

Période couverte par le Rapport d'achèvement de la CAS: exercices 2005 à 2008

I. INTRODUCTION

1. La présente annexe examine le déroulement de la stratégie d'aide à Djibouti (CAS) établie par l'Association internationale de développement (IDA) pour la période couverte par les exercices 05 à 08 (rapport 31613-DJ) en date du 1^{er} mars 2005, qui a été entérinée par les administrateurs le 24 mars 2005. Elle évalue l'efficacité avec laquelle la stratégie de l'IDA a permis: i) de faire cadrer les objectifs de l'Association avec la vision stratégique à long terme de Djibouti; ii) de définir des résultats pertinents, mesurables et réalistes pour la CAS; et iii) de concrétiser les résultats attendus de manière efficace et durable. Elle évalue la performance de l'IDA en examinant la manière dont elle a pris en compte les évaluations antérieures et les enseignements tirés de l'expérience (notamment les évaluations du Groupe indépendant d'évaluation – IEG) pour formuler sa stratégie; et elle présente plusieurs leçons pouvant servir à la conception de futures CAS. Cette évaluation repose, non seulement sur les entretiens avec l'équipe chargée des opérations avec Djibouti et leurs homologues du gouvernement, mais aussi sur des documents de référence comme la CAS, les documents d'évaluation de projet (PAD), les rapports sur l'état d'avancement et les résultats (ISR), les rapports de supervision (aide-mémoires et comptes-rendus de mission), des rapports d'études économiques et sectorielles, les rapports de fin d'exécution (ICR) et les rapports et les évaluations de projet du Groupe indépendant d'évaluation (IEG).

II. Contexte de la CAS 2005-2008

II. a. Les objectifs de la stratégie à long terme de Djibouti

2. Djibouti a adopté son premier Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP-I) en mai 2004, dans un environnement caractérisé par une recrudescence préoccupante de la pauvreté et l'existence de flagrantes disparités entre les zones rurales et les zones urbaines. Le DSRP visait à: i) renforcer la compétitivité du pays pour assurer une croissance plus rapide et durable en maintenant la stabilité macroéconomique générale, tout en accélérant le rythme des réformes structurelles pour améliorer le climat de l'investissement privé; ii) accélérer la valorisation des ressources humaines en relevant les taux de scolarisation et la qualité de l'enseignement, en renforçant le système de santé, en élargissant la portée des filets de protection sociale; et en mettant en œuvre la stratégie nationale pour la parité homme-femme; iii) promouvoir le développement régional et local pour en faire bénéficier les habitants des quartiers urbains pauvres, les groupes nomades et les communautés rurales isolées; et iv) améliorer la gouvernance et la gestion du secteur public en accroissant la transparence et la responsabilisation.

3. Des progrès satisfaisants ont été accomplis en direction des objectifs du DSRP-I. Le taux de croissance économique est passé de 1,6% en 2004 à 4,8% en 2006 et devrait, selon les estimations, s'établir à 5,3% pour 2007 grâce au volume plus important des investissements directs étrangers dans des activités ayant trait au port et dans le bâtiment. Des progrès ont également été accomplis au niveau des grands indicateurs sociaux. Selon l'enquête auprès des ménages menée en 2006 (EDIM), des avancées ont été faites au niveau de l'enseignement primaire (le taux de scolarisation est passé de 42,7% en 2000 à 66,2% en 2006), le taux d'alphabétisation des jeunes femmes a augmenté et le taux de mortalité infantile a diminué. Djibouti a pu maintenir la stabilité

macroéconomique, accélérer sa croissance et améliorer certains indicateurs sociaux; il ne semble toutefois pas que la pauvreté ait diminué.

4. L'exécution du DSRP-I s'est ralentie au bout d'un an, et les programmes prévus n'ont été qu'en partie mis en œuvre, surtout dans le cas du deuxième pilier de la stratégie, à savoir la valorisation du capital humain. Le manque de ressources, l'insuffisance des capacités administratives et l'absence d'un système de suivi et évaluation efficace sont les principales raisons de la piètre qualité et de la portée limitée de la mise en œuvre de la stratégie. Forte des leçons tirées des carences du DSRP-I, les autorités djiboutiennes ont adopté une Initiative nationale pour le développement social (INDS) en janvier 2008 qui n'était alors encore qu'un document provisoire devant être finalisé à l'issue du recensement démographique. L'INDS examine les progrès accomplis dans le cadre du DSRP-I. Il fait ressortir les réalisations dans les secteurs sociaux mais note que le DSRP-I n'a jamais été le seul cadre de référence des responsables de l'action publique et que la culture de la planification n'était guère développée au niveau des autorités. Les principaux indicateurs des progrès réalisés dans le cadre du DSRP-I sont présentés dans le tableau 1 ci-après.

Tableau 1: Principaux indicateurs des progrès du DSRP

Objectif	Indicateur	Base (2002)	Cible (2006)	Résultat (2006)
Accélération de la croissance	Taux de croissance annuel ¹	3,5%	4,6%	3,7%
	Taux d'investissement public	6,7%	12%	
Accès à l'éducation	Taux brut de scolarisation	42,7%	73%	66,2%
	Indice de disparité entre les sexes			0,98
	Taux d'alphabétisation des femmes (15-24 ans)			47,5%
Amélioration des soins de santé	Taux de mortalité maternelle	103‰	75‰	67‰
	HIV infection rate	3%	3%	
Réduction de la pauvreté	Incidence d'extrême pauvreté	42,2%	36,1%	

II. b. La stratégie d'aide à Djibouti (CAS), 2005-2008

5. La CAS établie pour la période 2005-08 indiquait que de solides résultats avaient été obtenus dans le cadre de la stratégie précédente (2001-04), ce qui ne s'était jamais produit auparavant. Après avoir traversé, dans les années 90, une longue période caractérisée par des troubles civils et une pauvreté croissante, Djibouti a rétabli sa croissance et sa stabilité macroéconomique. Les résultats des projets du portefeuille se sont considérablement améliorés. Durant le processus de consultation suivi pour préparer la CAS, l'équipe de la Banque et les autorités ont examiné deux options. La première consistait à cibler l'un des quatre piliers pour produire les transformations cruciales dans ce domaine particulier, compte tenu du montant limité de l'allocation de l'IDA. La deuxième option consistait, en revanche, à procéder à des interventions d'ampleur limitée mais stratégiques donnant lieu à la fois à la poursuite d'opérations de prêt et d'études économiques et sectorielles dans chacun des quatre piliers. C'est la deuxième option qui a été retenue. Elle présentait, certes, le risque de répartir trop largement des ressources limitées mais, avec le recul du temps, il s'avère quelle a permis à la Banque de faire progresser le dialogue avec Djibouti dans tous les domaines.

¹ Les taux de croissance visés et effectifs sont des moyennes pour la période 2004-2006.

6. La CAS 2005-2008 cadre, pour l'essentiel, avec les priorités énoncées pour les quatre piliers du DSRP de Djibouti. La CAS avait trois grands thèmes principaux: i) la compétitivité et la croissance; ii) la valorisation des ressources humaines et la réduction de la pauvreté; et iii) une bonne gouvernance. La pertinence des réalisations de la CAS face aux objectifs stratégiques à plus long terme ne s'est pas modifiée durant la phase d'exécution.

7. Afin d'appuyer le premier pilier (croissance et compétitivité), l'IDA a conçu son aide de manière à aider Djibouti à: i) réformer les dépenses publiques, notamment en réduisant la part insoutenable de la masse salariale; ii) restructurer le secteur des services d'utilité publique pour accroître leur compétitivité et élargir l'accès des pauvres à ces services; et iii) développer le secteur des transports afin de conforter le rôle du port de Djibouti en tant que moteur de la croissance et de l'emploi. Dans le domaine de la valorisation des ressources humaines, la CAS privilégiait la poursuite de: i) l'amélioration de l'accès à l'école et de la qualité de l'enseignement; ii) la création d'emplois dans le cadre de mécanismes de développement communautaire; iii) l'appui aux groupes vulnérables victimes de catastrophes naturelles (les inondations en particulier); et iv) la promotion des grandes questions sociales (l'égalité des sexes, la lutte contre les mutilations génitales des femmes et l'abus de qat (un stimulant). Pour promouvoir une bonne gouvernance, la CAS indiquait qu'elle appuierait la mise en œuvre des plans d'action proposés dans les Évaluations de la responsabilité financière de Djibouti (CFAA) et le Rapport analytique sur la passation des marchés dans le pays (CPAR), tous deux achevés en 2004, et convenus avec les autorités.

III. Résultats de la CAS

Premier objectif de la CAS: améliorer la compétitivité, la croissance et la répartition des revenus

8. **Pour atteindre ce vaste objectif de la CAS, trois lignes d'action ont été envisagées.** L'espace budgétaire requis pour étendre la portée des services d'utilité publique prioritaires devait être créé grâce à la réduction de la part de la masse salariale de l'ensemble de la fonction publique dans le total des dépenses et le recrutement de plus de cadres dans les administrations publiques au détriment du personnel administratif et de sécurité. Le principal instrument utilisé pour atteindre ce résultat a été le dialogue sur l'action à mener dans le cadre de la préparation et de l'examen du Mémoire économique pour Djibouti (CEM) et de l'Examen des dépenses publiques (PER). Le CEM et le PER ont été achevés en 2006. Le CEM insistait principalement sur le fait que, en l'absence de réformes pour abaisser le niveau élevé des coûts de production et remédier à la pénurie de travailleurs qualifiés, Djibouti resterait aux prises avec une situation caractérisée par une croissance lente, une grande pauvreté et un chômage élevé. Il faisait ressortir le fait que les rentes que tire Djibouti de sa situation stratégique (revenus militaires, aide extérieure et recettes portuaires) passaient par le budget de l'État et étaient absorbés par l'élite de la fonction publique sous forme de rémunérations élevées et d'avantages accessoires.

9. La deuxième ligne d'action proposée dans la CAS consistait à restructurer les services d'utilité publique qui étaient très coûteux, pour améliorer la compétitivité de l'économie et élargir l'accès des pauvres aux services de base. Les tarifs moyens de l'électricité et de l'eau, soit respectivement 0,5 dollar le kWh (26 dollars le kWh pour les entreprises) et 1,1 dollar le m³, étaient parmi les plus élevés de la région. Leur niveau s'expliquait par l'utilisation de diesel importé cher, les fortes pertes encourues au niveau du réseau, une pléthore d'effectifs et une fiscalité pesante. La CAS proposait la réalisation d'un projet mixte électricité-eau et l'octroi d'un don du FEM au titre des énergies renouvelables et de l'amélioration du rendement énergétique.

10. Un projet d'électricité a été approuvé en juillet 2005. Il devait permettre d'accroître l'accès des populations pauvres à l'électricité en agrandissant le réseau de distribution, en testant la faisabilité de la production d'énergie éolienne et en améliorant la performance du service public grâce à la fourniture d'une assistance technique. La composante éolienne a finalement été abandonnée en raison des retards pris au niveau de la passation des marchés et de l'augmentation des coûts d'équipement provoquée par la rapide croissance de la demande mondiale. Le projet a été restructuré en 2008 dans le but de permettre au service public de régler des factures beaucoup plus lourdes pour le diesel importé. L'interconnexion avec l'Éthiopie et la mise en valeur de l'énergie géothermique avec l'appui de la SFI devrait permettre d'abaisser le coût de l'électricité à moyen terme. Il reste néanmoins encore à prendre des mesures résolues pour s'attaquer à l'inefficacité de la gestion. La composante eau du projet a été abandonnée car l'Union européenne a accepté de fournir son aide à ce secteur.

11. La troisième ligne d'action proposée dans la CAS pour fournir un appui au Port de Djibouti en tant que principal moteur de la croissance et de la création d'emplois consistait à développer et à réhabiliter l'infrastructure des transports. L'activité portuaire s'était considérablement accrue au cours des dix années précédentes par suite: i) de la modification des voies de circulation par suite de la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée en 1997; ii) de la décision de l'État de confier la gestion du port à Dubai Port International (DPI) en 2000; et iii) de la réhabilitation de la route vers l'Éthiopie, avec l'appui de la Banque. La CAS proposait d'appuyer la privatisation de la liaison ferroviaire Djibouti-Éthiopie en accordant une garantie partielle de l'IDA à un projet de concession. Aucun progrès n'a toutefois été fait en ce domaine car la sélection d'un opérateur privé a traîné en longueur et n'a finalement pas abouti. La CAS indiquait aussi qu'un examen du secteur des transports était en cours. L'étude, publiée en avril 2004, présentait des recommandations techniques sur la manière d'améliorer le rôle et l'efficacité du Port de Djibouti.

12. **Premier résultat visé (croissance):** porter le taux de croissance annuel moyen du PIB à 4,5% en 2008. Atteint. La croissance s'est accélérée pour atteindre 4,8% en 2006 et 5,3% en 2007. La pérennité de cette réalisation dépend toutefois du maintien de l'attrait de Djibouti pour les investissements étrangers dû à la réduction des coûts des facteurs, à la stabilité des finances publiques et à l'amélioration des qualifications de la main-d'œuvre.

13. **Deuxième résultat visé (stabilité des finances publiques):** améliorer la stabilité des finances publiques en maintenant le déficit budgétaire à moins de 2% du PIB. Pas atteint. Djibouti a poursuivi une politique budgétaire expansionniste en 2006 et 2007. Le ratio recettes fiscales/PIB s'est maintenu aux environs de 20%, mais les dépenses se sont accrues d'environ deux points de pourcentage du PIB entre 2005 et 2007. L'envolée des prix du pétrole et des denrées alimentaires en 2008 a mis en relief la vulnérabilité du budget aux facteurs extérieurs.

14. **Troisième résultat visé (viabilité de la dette):** maintenir la dette extérieure dans des limites d'endettement tolérable. Atteint. Une analyse du niveau d'endettement tolérable a été effectuée par les services du FMI et de la Banque mondiale en 2008. Presque tous les emprunts ont été contractés auprès de sources de financement officielles, dans la plupart des cas à des conditions concessionnelles. L'analyse a toutefois conclu que Djibouti court un risque élevé de surendettement. Le ratio de la valeur actuelle nette (VAN) au PIB de Djibouti devrait rester nettement supérieur au seuil de 30% établi pour les pays dits « peu performants » (selon l'Évaluation de la politique des institutions nationales (CPIA)) au cours des 20 prochaines années. Djibouti a également accumulé des arriérés extérieurs au cours des dernières années.

15. **Quatrième résultat visé (coût des facteurs):** réduire le coût des facteurs en prenant des mesures pour remédier à la cherté des coûts de main-d'œuvre et à la pénurie de personnes qualifiées, publier un nouveau code du travail et restructurer les services publics pour rétablir leur viabilité financière et abaisser les tarifs. Pas atteint. La CAS indiquait que la masse salariale absorbait environ 15% du PIB et représentait la moitié des dépenses budgétaires. Durant la période couverte par la CAS, ces pourcentages ont légèrement diminué pour s'établir à 14,7% et 49,6%, respectivement, en 2007. Un audit physique de la fonction publique a été effectué et un registre unique des fonctionnaires a été établi en 2007. Ces instruments devraient faciliter la restructuration de la fonction publique pour qu'elle soit alignée sur les priorités de développement. Un deuxième crédit de consolidation budgétaire a été envisagé sur la base d'un scénario à hypothèse haute. Ce crédit n'a toutefois pas été accordé parce que Djibouti n'a pas rempli les conditions nécessaires à l'adoption dudit scénario. Un nouveau code du travail a été approuvé en décembre 2005, mais il n'est toujours pas entré en vigueur car les décrets d'application n'ont pas été promulgués. La viabilité financière des services publics n'a pas été rétablie et les tarifs n'ont pas diminué.

Deuxième objectif de la CAS: valoriser les ressources humaines et réduire la pauvreté

16. Pour appuyer ce vaste objectif, la CAS proposait de poursuivre des programmes d'amélioration de l'enseignement, de création d'emplois dans les quartiers pauvres et de réhabilitation des infrastructures dans les régions pauvres dévastées par les inondations en 2004. Une deuxième phase d'un prêt-programme évolutif (APL) en faveur de l'éducation a été approuvée en 2005, dans le but d'élargir l'accès à l'enseignement primaire et d'améliorer la qualité et l'efficacité de cet enseignement. Le Projet de réduction de la pauvreté en milieu urbain à Djibouti, qui constitue la deuxième tranche d'un APL, a été approuvé en avril 2008 afin d'élargir l'accès des segments pauvres de la population de Djibouti et des centres secondaires aux services urbains de base et aux infrastructures locales, au développement communautaire et à la microfinance et leur utilisation par ces derniers. À la suite des inondations qui ont fait un grand nombre de sinistrés parmi les familles pauvres et vulnérables, un projet de réhabilitation d'urgence des zones inondées a été approuvé en septembre 2004 et a bénéficié d'un financement supplémentaire en février 2007.

17. **Cinquième résultat visé (éducation):** porter i) le taux brut de scolarisation (TBS) à 73% en 2008, ii) la proportion de filles dans la population totale d'élèves de 44% en 2003 à 48% 2008, et iii) le pourcentage des élèves âgés de 6 à 11 ans achevant leurs études primaires de 55% en 2003 à 80% en 2008. En partie atteint. Le taux brut de scolarisation est passé de 50% en 2005 à 68% au début de 2008, y compris pour les filles, et le taux de redoublement dans le primaire a été ramené de plus de 10% en 2005 à 4% en 2008. Les taux d'achèvement se sont toutefois dégradés durant l'année scolaire passée parce qu'il a été décidé de ramener le nombre d'années du cycle primaire de six à cinq ans. Des progrès satisfaisants ont été notés en ce qui concerne la constitution de comités de gestion scolaire, qui aident à améliorer les résultats. Il pourrait toutefois ne pas être possible d'élargir durablement la portée du système de l'enseignement en l'absence d'une réduction des traitements des enseignants et d'une meilleure allocation des ressources dans le budget de l'éducation au profit des groupes de population pauvres.

18. **Sixième résultat visé (santé):** ramener le taux de mortalité infantile (TMI) à 85 pour 1 000 naissances vivantes et le taux de mortalité maternelle (TMM) à 570 pour 100 000 naissances vivantes en 2006; et faire en sorte qu'au moins 80% de la population connaissent au moins trois moyens de prévenir la transmission du VIH/SIDA. Atteint. Dans le secteur de la santé, le projet en cours a aidé à porter la proportion de naissances ayant lieu dans des formations sanitaires de 40% en 2002 à 93% en 2008, et le taux de vaccination des enfants âgés de 12 à 23 mois de 45% à 71% au cours de la même période. La réduction du taux de mortalité infantile a été plus forte que prévu. On ne dispose toutefois d'aucune information sur le taux de mortalité maternelle. Le projet de lutte

contre le VIH/SIDA actuellement en cours fait état d'une diminution de la prévalence du VIH qui a été ramenée de 2,7% en 2002 à 2,1% à la fin de 2007 chez les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans, et de 22% à 16% sur la même période chez les patients ayant contracté une maladie sexuellement transmise (MST). Les rapports sur l'état d'avancement des projets (ISR) n'indiquent toutefois pas à quel point la population est informée des mesures qui peuvent être prises pour prévenir les infections par le VIH.

19. **Septième résultat visé (emploi et protection sociale):** lancer des travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre pour appuyer la réhabilitation des services de base et le développement communautaire. En partie atteint. L'ICR de la première phase du projet de développement social et de travaux publics a été publié en mars 2008. Il indique que l'accès aux infrastructures économiques et sociales de base s'est amélioré dans 21 quartiers pauvres mais que seulement 8 300 mois de travail ont été créés alors que l'objectif était de 17 500. Il importe toutefois de noter que ce dernier chiffre avait été jugé peu réaliste. Les capacités de l'entité chargée de l'exécution ont été renforcées. Il n'est toutefois pas possible d'établir précisément le nombre de résidents pauvres qui bénéficient du projet sur la base des rapports disponibles, et il est difficile d'évaluer l'efficacité de l'opération car aucune analyse économique des sous-projets n'a été réalisée. Le projet de réhabilitation d'urgence des zones inondées, qui prend fin durant l'exercice 09, a jusqu'à présent contribué à réhabiliter l'infrastructure sociale détruite par les inondations de 2004, à réinstaller 360 familles et à mettre en place un secrétariat exécutif pour la gestion des catastrophes.

20. Une analyse des implications sociales et économiques, au niveau des ménages et au niveau macroéconomique, de l'importation et de la consommation de qat devait être réalisée dans le cadre d'une évaluation de la pauvreté. Toutefois, en raison des ressources limitées de la Banque, il a été décidé de mettre l'accent sur la sensibilisation de la population dans le cadre d'un dialogue de haut niveau avec Djibouti. En février 2008, la question du qat a été examinée par le Président de Djibouti et le Vice-président pour MNA. En juillet 2008, le gouvernement a lancé une campagne publique qui avait pour objet de faire prendre conscience à la population des conséquences négatives de la consommation de qat (distorsion des dépenses du ménage, perte de temps de travail et réduction de la productivité économique). La presse a accordé une grande attention à la campagne, qui a été le point de départ de débats publics, en particulier dans la mesure elle mettait sur le même plan les risques sanitaires et économiques de la consommation de qat et les risques posés par le tabac et l'alcool.

Troisième objectif de la CAS: promouvoir une bonne gouvernance

21. Deux dons du FDI ont été accordés en septembre 2005 dans le but de renforcer les capacités, le premier à hauteur de 0,36 million de dollars pour la réforme de la passation des marchés publics, et le deuxième, d'un montant de 0,34 million de dollars, pour le ministère des Finances. Un nouveau code de la passation des marchés publics a été préparé dans le cadre du premier projet, mais il n'a pas été encore adopté. Le deuxième projet a contribué à améliorer la préparation du budget, mais il faudra déployer des efforts supplémentaires pour mieux intégrer les budgets d'équipement et de fonctionnement dans un cadre à moyen terme et faire participer les ministères de tutelle à la préparation et à l'exécution du budget. Les contrôles financiers internes et externes restent insuffisants malgré la formation assurée. Des progrès satisfaisants ont été accomplis au plan de la discipline budgétaire, et l'on a pu observer une réduction des arriérés intérieurs.

22. **Huitième résultat visé:** améliorer la gouvernance économique grâce à l'application de procédures de passation des marchés efficaces et transparentes et à la formation de membres du personnel pour leur permettre d'utiliser les nouveaux instruments de gestion informatique douanière. Non atteint. La passation des marchés dans le cadre de projets financés par la Banque

s'est quelque peu améliorée mais ce n'est pas le cas pour les systèmes nationaux. Aucune amélioration n'a été constatée en ce qui concerne l'utilisation des instruments de gestion informatique douanière modernes.

23. **Neuvième résultat visé:** améliorer la gestion des finances publiques (préparation budgétaire, réalisme du budget et compatibilité avec le cadre économique à moyen terme et le DSRP, contrôles internes et externes, contrôle parlementaire, gestion des liquidités et efficacité des contrôles ex ante). En partie atteint. La Direction du budget a été renforcée. Ses capacités de prévision des recettes se sont améliorées et elle a acquis de nouveaux instruments pour mieux suivre l'exécution du budget. Les contrôles financiers ont été améliorés grâce au renforcement des capacités de l'Inspection générale des finances (IGF), y compris la préparation d'un manuel de procédure et d'un programme de travail, et à une meilleure répartition des tâches entre les institutions chargées d'effectuer les contrôles, l'IGF, l'Inspection générale et la Cour des comptes.

Évaluation générale

24. La mise en œuvre du programme d'assistance a contribué à améliorer les indicateurs sociaux et n'a guère permis de s'attaquer au programme d'amélioration de la compétitivité et aux questions de gouvernance, deux domaines dans lesquels le Gouvernement n'était par réellement déterminé à mener des réformes. Durant la période couverte par la CAS, les investissements directs étrangers, essentiellement de sources arabes, ont progressivement augmenté, pour passer de 59 millions de dollars en 2005 à 197 millions de dollars en 2007. Cet essor a appuyé la poursuite de la stratégie de l'État qui visait à faire de Djibouti un centre régional d'échanges et de services, mais il peut avoir affaibli sa détermination à entreprendre des réformes difficiles. Les autorités ont également éprouvé une impression illusoire de sécurité car elles pensaient que les producteurs de pétrole arabes leur fourniraient des produits pétroliers à un prix inférieur aux cours mondiaux du marché. Lorsque les prix du pétrole ont atteint un niveau record au milieu de 2008, elles n'ont eu d'autre option que de demander à la Banque de les aider à payer les factures de la compagnie d'électricité.

25. Le programme d'assistance était adéquat. Il a aidé Djibouti à passer à un DSRP de la deuxième génération et à mieux cibler son action sur les questions de réduction de la pauvreté. Certaines mesures ont été prises pour lancer le processus de réforme de la fonction publique, qui est essentiel pour que le budget évolue d'une manière plus favorable aux pauvres. Une attention insuffisante a été toutefois portée aux questions de compétitivité. Le CEM ciblait particulièrement cette question, mais très peu a été fait dans le cadre du programme de financement pour abaisser les coûts des facteurs ou améliorer les qualifications de la population active. Le projet d'électricité aurait pu être l'occasion d'aider Djibouti à restructurer son service public, mais l'accent a été surtout mis sur l'extension du réseau de distribution et non sur la réduction de coûts extrêmement élevés. Dans le secteur de l'éducation, aucun effort n'a été déployé pour ajuster les traitements des enseignants. Il n'est tout simplement pas possible d'assurer une éducation primaire universelle lorsque le traitement moyen d'un fonctionnaire est 10 fois plus élevé que le revenu moyen par habitant.

IV. Performance de la Banque

Qualité des produits et des services

26. **La CAS a été mise en œuvre avec, pour scénario de référence, des crédits de l'IDA de l'ordre de 31,4 millions de dollars.** Durant les exercices 05 à 08, quatre des cinq opérations prévues dans le cadre du scénario de référence ont été menées à bien, pour un montant total de 28,5 millions de dollars, dont 5,1 millions de dollars sous forme de dons. Ces opérations comprennent le

projet d'intervention d'urgence et de réhabilitation des zones inondées, et le financement supplémentaire dont il a bénéficié, le projet d'électricité (approuvé sans la composante relative à l'eau), la deuxième phase de l'opération visant à élargir l'accès à l'école et à améliorer l'éducation, et le projet de réduction de la pauvreté dans les zones urbaines. La Banque a, par ailleurs, fait preuve de souplesse lorsqu'elle a aidé Djibouti à faire face aux crises des prix alimentaires et des produits pétroliers en 2008 en lui accordant un don pour compenser les recettes fiscales perdues lorsque que le gouvernement a éliminé la taxe sur la consommation des produits alimentaires de base, et en restructurant le projet d'électricité afin de financer la facture pétrolière du service public.

27. La Banque a levé des ressources pour compléter le financement de l'IDA. Durant la période couverte par la CAS, la Banque a eu largement recours à des dons du FDI et de mécanismes similaires. Outre les deux dons mentionnés précédemment, qui avaient pour objet d'améliorer la passation des marchés et la gestion des finances publiques, la Banque a approuvé: i) un don de 0,25 million de dollars financé par le fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités statistiques à l'appui de la direction des statistiques en février 2006, ii) un don de 6 millions de dollars financé par le Fonds catalyseur de l'Initiative pour une mise en œuvre accélérée du Programme Éducation pour tous (FTI-EPT) en mai 2006, iii) un don de 2,1 millions de dollars financé par le Mécanisme de lutte contre les gripes aviaire et humaine (GAH) en octobre 2006, iv) un don de 0,4 million de dollars du FDI pour aider le Gouvernement à rationaliser son système des pensions en août 2007, et v) un don de 0,29 million de dollars du FDI pour aider le Gouvernement à mettre en place un système efficace de suivi et d'évaluation de l'INSD en avril 2008. Les activités appuyées par ces dons se poursuivent. Bien que des progrès satisfaisants aient été accomplis dans les domaines de l'éducation et de la lutte contre la grippe aviaire, des retards sont survenus dans le cadre du renforcement des capacités statistiques et de la réforme des pensions.

28. La conception de la CAS était adéquate. En s'appuyant sur les progrès accomplis dans le cadre des CAS précédentes, la stratégie soutenait la réalisation des principaux objectifs du premier DSRP. Durant le processus de consultation lancé pour la préparation de la CAS, les autorités djiboutiennes et la Banque ont décidé de couvrir plusieurs domaines du DSRP au lieu de privilégier un des quatre piliers. Elles comptaient ainsi pouvoir mettre la participation de la Banque à profit en tant que catalyseur pour accroître l'appui des bailleurs de fonds au DSRP. Cette démarche a donné de bons résultats dans le cadre du programme de réduction de la pauvreté urbaine (qui a bénéficié de financements parallèles de la Banque africaine de développement, de la Banque islamique de développement et de l'Agence française de développement) et dans le secteur de l'éducation (qui a reçu un financement supplémentaire du fonds catalyseur du Programme Éducation pour tous). La panoplie d'instruments utilisés pour atteindre les objectifs de la CAS était également adéquate.

29. Toutefois, les travaux de la Banque n'ont pas toujours été réalisés dans l'ordre idéal. Pendant l'exécution de la CAS, les études économiques et sectorielles ont principalement visé à déterminer comment faire progresser le programme axé sur la croissance et la compétitivité (CEM) et accroître les dépenses favorables aux pauvres (PER), tandis que le programme de financement a presque exclusivement été axé sur l'amélioration des indicateurs sociaux et des services. Le projet d'électricité, considéré dans la CAS offrir un moyen d'aider Djibouti à restructurer ce service public déficitaire, a finalement été conçu comme un instrument pour fournir des services à des segments de population pauvres. Toutefois, aucun effort réel n'a été déployé pour confronter les problèmes fondamentaux de cette compagnie en faillite. Dans un autre domaine, la garantie partielle de risque proposée par l'IDA pour appuyer l'octroi d'une concession pour la voie ferrée reliant Djibouti à l'Éthiopie n'a pas pu entrer en vigueur en raison de la difficulté que pose la formulation d'une solution adaptée dans le contexte régional. Dans le secteur de l'éducation, la deuxième phase de l'APL a été préparée avant la publication du PER et elle n'a donc pas bénéficié de l'analyse des questions relatives aux dépenses publiques dans ce secteur. Il est toutefois apparu

clairement qu'un élargissement de la portée du système ne serait pas financièrement viable. Il aurait été très souhaitable de parvenir à un accord avec les pouvoirs publics sur un programme de dépenses à moyen terme pour le secteur.

30. **La performance de la Banque est jugée modérément satisfaisante.** Les études analytiques sont solides. Toutefois, comme indiqué précédemment, lorsqu'elle a conçu ses projets, en particulier dans le secteur de l'électricité et dans celui de l'éducation, la Banque n'a pas déployé d'efforts suffisants pour parvenir à un accord avec le Gouvernement sur la réduction de coûts et la viabilité des opérations. La gestion du portefeuille a été tout à fait adéquate.

Évaluation du portefeuille

31. **L'exécution générale des (six) projets du portefeuille pendant la période de la CAS a été satisfaisante,** un seul projet posant problème durant l'exercice 08, à savoir le deuxième projet d'accès à l'école et d'amélioration de l'enseignement, pour lequel des signes de risque existaient notamment au niveau du suivi et évaluation et des décaissements. Toutefois, deux types de risques, qui tiennent, respectivement, aux antécédents du pays et à l'environnement national², sont automatiquement signalés pour tous les projets à Djibouti. Le taux de décaissement pour l'intégralité du portefeuille, qui dépasse 33%, est demeuré stable durant la période couverte par la CAS.

Exercice	Ex.05	Ex.06	Ex.07	Ex.08	Ex.09
Projets	4	6	6	6	6
Engagements nets (USD millions)	t	70,3	72,3	48,5	48,5
Taux de décaissement (%)	34,7	37,3	33,7	37,4	
Décaissements de l'IDA pour l'exercice (USD millions)	9,2	11,4	12,4	7,1	7,5
Projets posant problème	0	0	0	1	0
% de projets posant problème	0,0	0,0	0,0	16,7	0,0
Projets à risque	1	0	0	2	2
% de projets à risque	25,0	0,0	0,0	33,3	33,3
Engagements courant des risques (USD millions)	6,5	0,0	0,0	17,0	22,0
% d'engagements courant des risques	12,1	0,0	0,0	35,1	45,4
Indice d'anticipation (%)					100
Indice de réalisme (%)	0	n/a	n/a	50	0

32. Un examen de la performance du portefeuille de Djibouti (CPPR) réalisé en juin 2008 indique que la supervision du portefeuille était ciblée sur les résultats, mais qu'elle a été

² Le risque associé à l'environnement national est signalé de manière systématique dans le système de gestion du portefeuille parce que la notation CPIA est faible depuis longtemps et que, malgré les améliorations récemment apportées à la gestion économique, cette note reste inférieure à 3,5. Le risque relatif aux antécédents du pays est lui aussi toujours signalé, depuis l'apparition d'un écart net de 20% entre les notes attribuées par IEG aux réalisations et les notes attribuées dans l'ISR aux projets évalués entre les exercices 02 et 06.

compromise par les capacités limitées de suivi et d'évaluation à Djibouti. Les problèmes ont été portés à l'attention de la direction et des mesures ont été prises rapidement pour y remédier. Les mesures de sauvegarde et les aspects fiduciaires ont bénéficié d'un suivi adéquat. Les équipes de la Banque ont apporté un solide soutien aux unités chargées de l'exécution du projet, en particulier dans les domaines de la passation des marchés et de la gestion financière.

33. **Évaluation des ICR par IEG.** Durant la période de la CAS, le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) a évalué trois rapports de fin d'exécution (ICR) concernant, respectivement, le Projet de développement social et de travaux publics à Djibouti, le Projet de corridor routier international et la première phase de l'APL pour l'éducation. L'ICR du projet de développement social et de travaux publics a été jugé modérément satisfaisant sur le plan des réalisations. En ce qui concerne les leçons tirées de l'expérience, l'IEG a noté qu'il importe de préparer les projets en retenant des cibles et un calendrier réaliste, et en signalant les risques correspondants dès le début. L'exécution d'un projet suivant des étapes bien définies permettrait d'obtenir des résultats à un rythme raisonnable tout en raffermissant l'appui dont bénéficie le projet. Un projet doit être préparé de manière rigoureuse mais conçu avec souplesse pour pouvoir s'adapter au rythme de développement du pays et, dans le cas présent, à l'évolution de l'entité chargée de la mise en œuvre du projet. Il est nécessaire de fournir un solide appui et de superviser très attentivement les opérations des projets dans les pays qui n'ont que de faibles capacités d'exécution pour s'assurer que les problèmes sont identifiés au plus tôt et que des solutions sont adoptées et font l'objet d'un suivi.

34. L'ICR de la première phase de l'APL pour l'éducation a été publié en décembre 2005 et a été examiné par l'IEG en février 2006. L'IEG a indiqué qu'il était d'accord avec les notations de l'ICR (satisfaisantes pour les réalisations, substantiel pour le développement institutionnel, et hautement probable pour la pérennité). Les principales leçons tirées de l'expérience se présentent comme suit: il est essentiel de tenir de vastes consultations pour réussir, l'APL est un bon instrument pour les engagements à long terme, et la supervision de la Banque doit être davantage ciblée sur le suivi et l'évaluation.

35. Dans le cas du Projet de corridor routier international, qui a financé la réhabilitation de la route et les infrastructures de services connexes entre le port et la frontière éthiopienne, l'IEG est parvenu à la conclusion que le projet avait atteint ses objectifs et que ses réalisations étaient satisfaisantes. Le temps nécessaire pour aller du port à la frontière a été réduit de 6-10 heures à moins de 3 heures et les coûts de transport ont été abaissés de 60%. La circulation a augmenté plus rapidement que prévu. Le taux de rendement interne (42%) a dépassé les estimations établies lors de l'évaluation du projet. IEG a également examiné l'ICR d'un don accordé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) au titre du financement d'un projet régional pour améliorer les environnements côtiers et marins de la mer Rouge et du golfe d'Aden. Les réalisations du projet ont été notées satisfaisantes.

Coût de la mise en œuvre de la CAS

36. Les coûts moyens de la préparation des projets, abstraction faite des financements supplémentaires, ont été relativement faibles durant la période de la CAS (240 000 dollars /283 000 dollars si on inclut les dons PHRD). À titre de comparaison, les coûts moyens de préparation, compte non tenu des financements supplémentaires, se sont établis à 472 000 dollars (557 000 dollars avec les dons PHRD) pour le Yémen au cours de la même période (exercices 05-08). Il importe toutefois de noter que le coût de préparation se chiffre à 306 000 dollars pour l'exercice 08 mais que ce montant reste le plus faible observé dans la région. Le coût moyen d'achèvement des

études économiques et sectorielles s'est établi à 89 000 dollars sur la période couverte par les exercices 05-08 et est inférieur à la moyenne régionale (125 000 dollars) pour l'exercice 06.

Exercice		Coût de réalisation	Coût PHRD	Total BB et PHRD
Ex.	Intitulé du projet	Résultat	Résultat	Résultat
2005	Réhabilitation d'urgence après inondations	USD 38	USD169	USD207
2006	Accès à l'électricité et diversification	USD 340		USD340
2006	Accès et amélioration de l'enseignement -II	USD 278		USD278
2007	Don sup.Réhab d'urgence après inondations	USD 22		USD22
2008	Programme de réduction pauvreté urbaine	USD 306		USD306
Moyenne sans financements additionnels		USD 240		USD283
Moyenne avec financements additionnels		USD 197		USD231

Dialogue avec le pays et coordination de l'aide

37. **Le dialogue avec Djibouti a été satisfaisant.** Le Gouvernement a contribué à trouver une solution aux problèmes d'exécution des projets lorsqu'ils se sont posés. Il s'est avéré moins enclin à prendre des mesures appropriées pour réduire le coût de la fourniture des services publics. Il aurait fallu mettre plus résolument l'accent sur les questions soulevées dans le CEM et dans le PER, mais ce n'était pas la tâche facile car les autorités djiboutiennes n'étaient guère incitées à entreprendre de difficiles réformes durant une période marquée par un rapide accroissement des flux d'investissements privés. Pendant la période couverte par la CAS, les investissements directs étrangers ont atteint des niveaux bien supérieurs aux décaissements de l'IDA.

38. **La Banque a collaboré de manière efficace avec ses partenaires de développement.** La communauté des bailleurs de fonds est peu présente à Djibouti, et la Banque n'a pas de bureau dans le pays. Toutefois, les missions de la Banque ont étroitement coordonné leurs activités avec celles des autres bailleurs durant la période de la CAS. Comme indiqué précédemment, la Banque a pu mettre au point un programme financé par plusieurs donateurs aux fins de la réduction de la pauvreté urbaine en collaboration avec la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement. Les trois institutions ont poursuivi leurs activités dans un cadre commun et elles ont coordonné leurs opérations avec un nouveau projet financé par l'Agence française pour le développement (AFD) dans le même domaine; chacune de ces entités a toutefois conclu des accords de cofinancement distincts et parallèles avec l'État. Au total, les trois millions de dollars accordés par la Banque ont entraîné la mobilisation d'un montant considérablement plus élevé, à savoir 38,5 millions de dollars, qui contribue à financer les besoins d'infrastructures dans les quartiers les plus pauvres Djibouti-ville et dans cinq agglomérations secondaires.

Leçons tirées de l'expérience

39. Gérer les tensions entre différents groupes ethniques et entre la population locale et un grand nombre d'immigrants venus de pays voisins est une tâche délicate. Après le temps perdu durant les années 90 en raison des troubles civils et de l'accroissement de la pauvreté, l'État a pu rétablir la stabilité politique et la croissance économique. Des progrès ont également été accomplis au niveau des indicateurs sociaux. Il s'agit là d'un très important accomplissement. Il importe maintenant que

le Gouvernement s'appuie sur les succès remportés pour s'attaquer à des problèmes fondamentaux, qui pourraient compromettre la durabilité de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.

40. Le programme d'assistance de la Banque a aidé Djibouti à réaliser de rapide progrès au regard des indicateurs sociaux, mais il n'a guère eu d'impact au niveau de la croissance et de la gouvernance. Il importe maintenant, en s'appuyant sur les succès remportés, de consolider les résultats et d'aider Djibouti à devenir, comme il le souhaite, un centre de services faisant la jonction entre le monde arabe et l'Afrique de l'Est. Les vulnérabilités mises à jour par les crises des prix alimentaires et pétroliers en 2008 devraient être le point de départ d'un dialogue approfondi entre Djibouti et la Banque.

41. Les consultations avec le Gouvernement dans le cadre de la préparation de la nouvelle CAS devraient porter essentiellement sur la manière d'améliorer la compétitivité et d'assurer la pérennité des progrès accomplis dans la fourniture des services sociaux. La nouvelle CAS devrait être très sélective et viser à renforcer la compétitivité et à améliorer la fourniture de services de base de manière durable.

Annexe 1 du Rapport d'achèvement (RA) de la CAS: tableau récapitulatif

	Prévu dans la CAS	Situation à l'achèvement de la CAS	Leçons tirées de l'expérience
Objectifs de la stratégie à long terme	<p>Améliorer la compétitivité, la croissance et la répartition des revenus;</p> <p>Accélérer la valorisation des ressources humaines, réduire la pauvreté et les disparités entre les sexes</p> <p>Améliorer la gouvernance et la gestion du secteur public</p>	<p>La croissance s'est accélérée les deux dernières années grâce à des IDE dans des activités ayant trait au port et dans le bâtiment;</p> <p>Des progrès satisfaisants en ce qui concerne l'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire, notamment pour les filles, et la réduction de la mortalité infantile Aucune indication sur la réduction de la pauvreté; recensement reporté</p> <p>Des progrès mineurs en ce qui concerne la réduction de la part de la masse salariale dans le PIB; peu de progrès au niveau de la gestion des finances publiques</p>	<p>Faible adhésion du pays au DSRP</p> <p>Une longue liste d'actions n'est pas une stratégie</p> <p>L'absence d'un bon système de suivi-évaluation est un obstacle majeur à l'évaluation des résultats et à l'adoption de mesures correctives</p> <p>L'expansion des systèmes actuels ne sera pas viable si la structure des coûts n'est pas modifiée (dans les secteurs de l'éducation et de l'électricité, par exemple)</p> <p>Les investissements directs étrangers n'ont aucun impact sur un chômage élevé en l'absence de réformes structurelles</p>
Résultats visés par la CAS			
<i>I. Croissance et compétitivité</i>			
1 ^{er} résultat visé	Porter le taux de croissance moyen à 4,5% en 2008	Le taux de croissance moyen a atteint 4,8% en 2006-07	La décision de la CAS de répartir des ressources limitées entre plusieurs secteurs n'a pas permis de cibler l'attention sur le problème central: réduire le coût élevé des facteurs

	Prévu dans la CAS	Situation à l'achèvement de la CAS	Leçons tirées de l'expérience
2° résultat visé Stabilité des finances publiques	Améliorer la stabilité des finances publiques (en maintenant le déficit budgétaire à moins de 2% du PIB)	Le déficit budgétaire a atteint 2,6% en 2007	L'augmentation du taux de croissance n'a pas réduit un chômage important
3° résultat visé Dette extérieure	Maintenir la dette dans des limites d'endettement tolérable	Le fort endettement extérieur de Djibouti est gérable, mais il existe un risque élevé de surendettement	La structure des dépenses publiques ne s'est pas modifiée malgré un dialogue sur l'action à mener basé sur le CEM et le PER
4° résultat visé Coût des facteurs	Réduire le coût des facteurs en prenant des mesures pour remédier à la cherté des coûts de main-d'œuvre et à la pénurie de personnes qualifiées, publier un nouveau code du travail et restructurer les services publics pour rétablir leur viabilité financière et abaisser les tarifs	La fourniture d'électricité aux ménages pauvres est en cours, mais peu de mesures ont été prises pour abaisser le coût du service public et, plus généralement, réduire le niveau élevé des coûts des facteurs; Le code du travail a été adopté en 2005, mais n'est pas encore entré en vigueur; Le projet de couloir de transports vers l'Éthiopie (clos en août 2005) a donné d'excellents résultats (TRE: 42% contre 31% à l'évaluation)	Le projet d'électricité approuvé en novembre 2005 n'a pas été conçu pour abaisser le coût de l'électricité qui est élevé; il n'est pas possible d'allonger durablement le réseau de distribution sans réduire les coûts La rapidité de l'action de la Banque a contribué de manière déterminante à la maximisation des avantages
II. Valorisation des ressources humaines			
5° résultat visé Enseignement primaire	Porter i) le TBS à 73% en 2008, ii) la proportion de filles dans le total des élèves de 44% en 2003 à 48% 2008, et iii) le pourcentage des élèves de 6-11 ans achevant le cycle du primaire de 55% en 2003 à 80% en 2008	TBS = 68% en 2007-08; indice de disparité entre les sexes = 0,98 en 2006; l'élargissement de la portée de l'enseignement primaire se poursuit dans la deuxième phase d'un APL; aucun système de suivi n'a été mis en place	L'APL pour l'éducation est basé sur un programme gouvernemental adopté à l'issue d'un vaste processus de consultation; Peu d'efforts sont toutefois déployés pour remédier aux inégalités fondamentales du système de l'éducation

	Prévu dans la CAS	Situation à l'achèvement de la CAS	Leçons tirées de l'expérience
6 ^e résultat visé Santé	Ramener le TMI à 85 pour 1 000 naissances vivantes et le TMM à 570 pour 100 000 naissances vivantes en 2006; Au moins 80% de la population connaissent au moins trois moyens de prévenir la transmission du VIH/SIDA	TMI = 67 pour 1 000 naissances vivantes en 2006; TMM non disponible (recensement retardé) N/D, mais les infections par VIH/SIDA semblent se stabiliser dans le cadre du projet en cours	Une attention insuffisante a été portée aux systèmes de suivi et évaluation durant la supervision des projets, dans tous les secteurs
7 ^e résultat visé Emploi	Création d'emplois par le biais de travaux à forte intensité de main-d'œuvre	Le projet de travaux publics dans les quartiers urbains pauvres, achevé durant l'ex.08, a amélioré l'accès aux services économiques et sociaux de base, mais a créé moins de la moitié des opportunités d'emploi escomptées	La participation communautaire a contribué à la réussite du projet; des objectifs réalistes devraient être fixés pour le nombre d'emplois créés; des efforts attentifs ont été portés au renforcement des capacités
<i>III. Bonne gouvernance</i>			
8 ^e résultat visé Gouvernance économique	Mise à jour du code de la passation des marchés publics: le personnel des douanes a reçu une formation complète couvrant les nouveaux outils de gestion	Le nouveau code de la passation des marchés publics a été préparé mais n'a pas encore été adopté; aucun instrument n'a été mis en place pour moderniser les douanes	Certains progrès ont été réalisés avec un appui limité. Un appui supplémentaire sera nécessaire.
9 ^e résultat visé Gestion des finances publiques	Amélioration de la préparation et de l'exécution du budget par la Direction du budget; Budget réaliste cadrant avec le cadre macroéconomique à moyen-terme;	Réalisé avec un appui du FDI Progrès minimales	

	Prévu dans la CAS	Situation à l'achèvement de la CAS	Leçons tirées de l'expérience
	<p>Amélioration de la transparence du budget grâce à la promotion des fonctions de contrôle et d'audit et du contrôle parlementaire;</p> <p>Efficacité accrue et indépendance des contrôles ex ante</p>	<p>Les contrôles financiers restent insuffisants;</p> <p>Publication des rapports annuels de la Cour des Comptes</p> <p>Amélioration de l'exécution du budget grâce à l'établissement de plans de trésorerie mensuels</p> <p>L'indice CPIA de la gouvernance est inférieur à l'indice moyen des pays IDA (2,8 contre 3,1 en 2006)</p>	
Performance de la Banque	<p>Promotion de l'efficacité du développement: le CEM et le PER mettaient l'accent sur les principaux problèmes de développement mais le programme de financement n'a pas pris suffisamment en compte les recommandations des études économiques.</p> <p>Qualité des produits et services: Les produits et services correspondent, dans l'ensemble, à ceux prévus dans la CAS, mais les financements du secteur de l'électricité et de celui de l'éducation devraient avoir été structurés de manière à couvrir les problèmes fondamentaux de la pérennité des résultats et de la</p>		<p>Le processus de consultation avec les autorités nationales et les parties prenantes pendant la préparation de la CAS a été satisfaisant. La CAS a accepté la proposition du Gouvernement qui consistait à couvrir plus d'un seul domaine du DSRP. Avec le recul du temps, on peut voir que la CAS aurait dû être plus sélective, et mettre l'accent sur les grandes questions de la compétitivité et de la viabilité examinées dans le CEM et le PER</p> <p>La performance de la Banque est jugée modérément satisfaisante. De bons produits et services ont été fournis mais l'équipe de la Banque n'a pas réussi à conclure un accord avec le Gouvernement sur la manière de traiter les questions fondamentales de l'amélioration de la compétitivité et de la pérennité des acquis dans les secteurs sociaux. Le Gouvernement ne s'est pas senti obligé de</p>

	Prévu dans la CAS	Situation à l'achèvement de la CAS	Leçons tirées de l'expérience
	<p>réduction des coûts</p> <p>Dialogue avec le pays et coordination de l'aide: le dialogue avec Djibouti s'est déroulé de manière satisfaisante et la Banque a étroitement coordonné ses interventions avec les donateurs</p>		<p>se préoccuper de ces problèmes car les investissements directs étrangers étaient de très loin supérieurs aux flux de l'IDA</p> <p>Les consultations avec le Gouvernement dans le cadre de la préparation de la nouvelle CAS devraient principalement couvrir les deux questions mentionnées ci-dessus.</p>

Annexe 2 du RA de la CAS: Djibouti – Programme de financement: prévisions et réalisations

EX	Plan de la CAS	USD m	Statut	USD m
05	Intervention d'urgence après les inondations	6,4	Approuvé: 9/04 Financement supplémentaire: 2/07	6,46 2,10
	Électricité/Eau	7,0	Projet d'électricité approuvé 11/05	7,00
06	Accès à l'école et amélioration de l'enseignement (2 ^e phase)	10,0	Approuvé 11/05	10,00
07	Voie ferrée Djibouti-Éthiopie: Garantie partielle de risque	3,0	Non approuvée, car la sélection d'un opérateur privé pour gérer le chemin de fer n'a pas abouti	
08	Développement social /Travaux publics	5,0	Approuvé 4/08	3,00
			Riposte à la crise alimentaire mondiale; Approuvé: 6/08	5,00

Annexe 3 du RA de la CAS: Djibouti – Services hors prêts: prévisions et réalisations

Ex.	Activités prévues	Réalisations
05	Examen du secteur des transports	Ex. 05
	EDP	Ex. 06
	Réunion du Groupe consultatif	
	Analyse énergie-pauvreté-impact social	Ex. 06
06	CEM	Ex. 07
	Deux dons FDI pour assurer le suivi du CPAR et de la CFAA	USD 0,34 million chacun pour l'ex.06
	CPPR	
		Fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités statistiques (USD 0,25 million) pour l'ex. 06
		Éducation pour tous, Initiative pour une mise en œuvre accélérée: USD 6 millions pour l'ex. 06
07	Évaluation du DSRP	Ex. 07
	CPPR	
		Lutte contre la grippe aviaire: USD 2,11 millions pour l'ex. 07
08	Mise à jour de l'EDP	
	CPPR	Juin 2008
		Dons FDI pour rationaliser les systèmes de protection sociale USD 0,24 million pour l'ex.08
		Don FDI pour un système de suivi-évaluation USD 0,28 million pour l'ex.08

Annexe 3: Djibouti – Fonds fiduciaires actifs
(Montants en USD millions, fin février 2009)

Fonds n°	Définition du projet	Fonds	Montant net du don	Fonds décaï. à date	O/S Commit	Solde disponible	Ex. décaïs.	Date de clôture	Date entrée en vigueur	Date active	Date de signature
TF056372	P100189	TFSCB-Djibouti: Renforcement des capacités de la Direction nationale des statistiques	0,25	0,18		0,08	0,02	31/03/09	23/04/06	16/05/06	23/04/06
TF056633	P101445	Éducation pour tous – Fonds catalyseur de l’Initiative FTI pour Djibouti	6,00	6,00				31/03/09	03/05/06	08/06/06	03/05/06
TF057309	P102842	Djibouti: Fonds fiduciaire des gripes aviaire et humaines pour la prévention et la lutte contre la grippe aviaire	2,11	1,02		1,09	0,19	31/08/09	21/10/06	07/11/06	21/10/06
TF090574	P104109	Djibouti: Don FDI pour renforcer les capacités de préparation de l’exécution du projet de Système intégré de protection sociale	0,24	0,05		0,19		12/08/10	12/08/07	20/08/07	12/08/07
TF091547	P107395	FF GAVI pour l’exécution de la stratégie HNP – Djibouti	0,10	0,06	0,02	0,02	0,02	01/07/09	31/01/08	07/02/08	01/02/08
TF091623	P089968	GFDRR Track II – Djibouti: une carte des risques pour Djibouti-Ville	0,07	0,05	0,01		0,03	30/06/09	19/02/08	13/02/08	11/02/08
TF092146	P107395	Djibouti – Renforcement des capacités pour un financement sur la base des résultats de la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme	0,05	0,03	0,01	0,01	0,03	22/10/09	15/05/08	21/05/08	15/05/08
TF092311	P110722	FDI-Djibouti: Projet de système de suivi et évaluation	0,29	0,05		0,24	0,05	10/08/11	10/08/08	28/08/08	10/08/08
TF092328	P112017	Riposte à la crise des prix alimentaires à Djibouti	5,00	5,00			5,00	30/06/09	26/06/08	01/07/08	26/06/08
TF092865	P107067	Plan directeur pour le secteur de l’énergie de Djibouti	0,17		0,17			30/06/09	03/09/08	24/09/08	03/09/08
TF093024	P094835	Fonds de développement du programme éducatif pour Djibouti	0,47	0,05	0,01	0,41	0,05	28/02/10	30/09/08	14/10/08	30/09/08
TF093598	P107395	Djibouti – 2 ^e série de préparation de proposition de HRBF	0,05	0,01		0,04	0,01	30/06/09	15/10/08	15/01/09	15/10/08
Total			14,81	12,50	0,23	2,08	5,40				

Annexe A2 de la CAS: Djibouti en bref

Djibouti en bref

16/9/2008

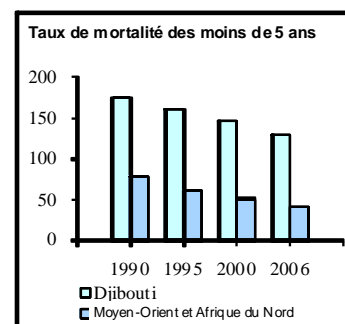
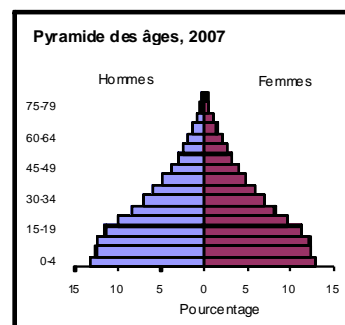
Principaux indicateurs de développement

(2007)

	Djibouti	Mo-Orient et Afrique du Nord	Revenu interméd. tran. infér.
Population, milieu d'année (millions)	0,83	313	3,437
Superficie (milliers km ²)	23	8,778	35,510
Croissance démographique (%)	1,8	1,7	1,0
Population urbaine (% du total)	87	57	42
RNB (méthode de l'Atlas, USD milliards)	0,9	876	6,485
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, USD)	1,090	2,794	1,887
RNB par habitant (PPP, dollar international)	2,260	7,413	4,544
Croissance du PIB (%)	4,0	5,8	9,7
Croissance du PIB par habitant (%)	2,2	4,0	8,6

(estimations les plus récentes, 2000-2007)

Proportion de la population ayant moins de USD 1,25/jour (PPP, %)	..	5	..
Proportion de la population ayant moins de USD 2,00/jour (PPP, %)	..	19	..
Espérance de vie à la naissance (années)	54	70	69
Mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	86	34	41
Malnutrition infantile (% des enfants de moins de 5 ans)	26	..	25
Alphabétisation des adultes, hommes (% 15 ans et plus)	..	83	93
Alphabétisation des adultes, femmes (% 15 ans et plus)	..	63	85
Taux brut de scolarisation primaire, garçons (% du groupe d'âge)	49	108	112
Taux brut de scolarisation primaire, filles (% du groupe d'âge)	39	103	109
Accès à une source d'eau améliorée (% pop.)	92	89	88
Accès à des équipements sanitaires améliorés (% pop.)	67	75	54



Flux d'aide nets

(USD millions)

	1980	1990	2000	2007*
APD et aide publique, nettes	73	194	71	117
<i>Trois principaux bailleurs (en 2006) :</i>				
France	25	56	21	72
États-Unis	3	6	1	10
Japon	0	6	14	5
Aide (% du RNB)	-	22,2	12,6	13,7
Aide par habitant (USD)	215	345	98	143

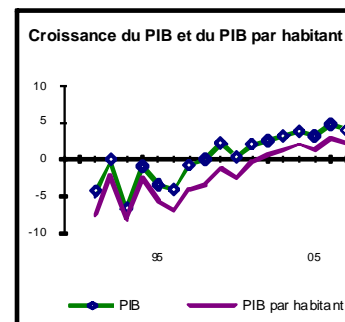
Évolution économique à long terme

Prix à la consommation (variation annuelle, %)	-	7,8	2,4	3,6
Déflateur implicite du PIB (variation annuelle, %)	-	6,8	2,4	3,8
Taux de change (annuel moyen, mon. nat/1 USD)	177,7	177,7	177,7	177,7
Indice des termes de l'échange (2000 = 100)	-	..	100	105

Population, milieu d'années (millions)	0,3	0,6	0,7	0,8
PIB (USD millions)	-	452	551	830

(% du PIB)

Agriculture	-	3,1	3,5	3,9
Industrie	-	22,0	15,4	16,9
Ind. Manufacturières	-	3,6	2,6	2,5
Services	-	74,9	81,1	79,3
Dépenses consommation finale, ménages	-	78,9	76,8	56,6
Dépenses consommation finale générales, État	-	31,5	29,7	25,6
Formation brute de capital	-	14,1	8,8	38,3
Exportations de biens et services	-	53,8	35,1	58,3
Importations de biens et services	-	78,4	50,4	78,8
Épargne brute	-	14,7	5,4	20,7



1980-90 1990-2000 2000-07
(croissance annuelle moyenne, %)

PIB	5,0	2,6	1,9
PIB par habitant	..	-2,0	3,4

Note : Les chiffres en italique correspondent à des années différentes de celles indiquées. Les données pour 2007 sont provisoires.

.. Indique qu'aucune donnée n'est disponible.

a. Les données sur l'aide se rapportent à 2006.

Économie du développement, Groupe de gestion des données sur le développement (DEC DG).

Balance des paiements et commerce 2000 2007*(USD millions)*

Total exportations marchandises (fob)	32	50
Total importations marchandises (caf)	207	346
Échanges nets de biens et services	-84	-134

Envois de fonds des travailleurs et rémunération des employés (recettes)	..	28
--	----	----

Solde du compte des transactions courantes en % du PIB	-19	-68
	-3.4	-8.8

Réserves, or inclus	68	117
---------------------	----	-----

Finances de l'administration centrale*(% du PIB)*

Recettes courantes (dons compris)	31.1	35.0
Recettes fiscales	21.5	20.4
Dépenses courantes	30.2	29.9

Excédent/déficit total	-1.8	-2.4
------------------------	------	------

Taux marginal supérieur (%)

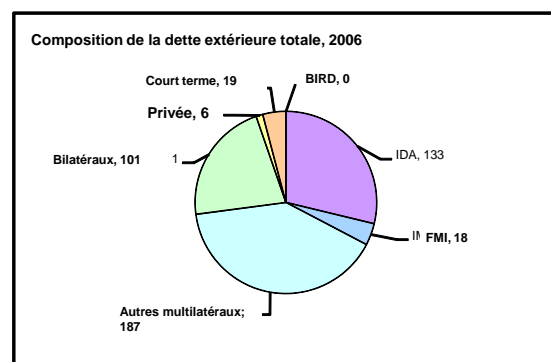
Personnes physiques	..	..
Entreprises	..	..

Dettes extérieures et flux de ressources*(USD millions)*

Encours total de la dette	262	464
Total du service de la dette	14	23
Allègement de la dette (PPTE, IADM)	-	-

Dettes totales (% du PIB)	47.6	60.3
Total du service de la dette (% exportations)	6.2	..

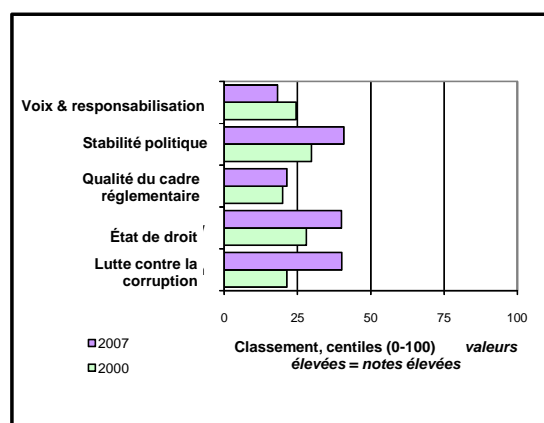
Investissement direct étranger (entrées nettes)	3	108
Investissements de portefeuille (entrées nettes)	0	0

**Développement du secteur privé** 2000 2008

Temps nécessaire pour ouvrir une entreprise	-	37
Coût lancement entreprise (% RNB par hab.)	-	200.2
Temps requis pour enregistrer un bien (jours)	-	40

Classement des grands obstacles à l'entreprise (% de gestionnaires interrogés qui sont d'accord)	2000	2007
n.d.	..	..
n.d.	..	..

Capitalisation boursière (% du PIB)	..	..
Bank capital to asset ratio (%)	..	..

**Technologie et infrastructure** 2000 2007

Routes revêtues (% du total)	45.0	..
Abonnés aux services de téléphonie lignes fixes et mobiles (pour 1 000 personnes)	1	7
Exportations de technologies de pointe (% des exportations de biens manufacturés)	..	..

Environnement

Terres agricoles (% de la superficie totale)	69	73
Zones boisées (% de la superficie totale)	0.3	0.3
Zones protégées (% de la superficie totale)	..	0.4
Ressources en eau douce par habitant (m3)	..	373
Prélèvements d'eau (% ressources intér.)	6.3	..
Émissions de CO2 par habitant (tonnes)	0.53	0.46
PIB par unité d'énergie utilisée (dollar 2005 PPP par kg d'équivalent pétrole)	..	..
Consommation d'énergie par habitant (kg d'équivalent pétrole)	..	..

Portefeuille du Groupe de la Banque mondiale 2000 2007*(USD millions)*

BIRD		
Encours total de la dette	0	0
Décassements	0	0
Amortissement du principal	0	0
Paiements des intérêts	0	0
IDA		
Encours total de la dette	50	147
Décassements	4	10
Total du service de la dette	1	3
IFC (exercice)		
Encours total du portefeuille	-	-
dont pour le compte propre de l'IFC	-	-
Décassements de l'IFC pour compte propre	-	-
Cessions, remboursements anticipés et remboursements de l'IFC pour compte propre	-	-
MIGA		
Engagements bruts	-	427
Nouvelles garanties	-	427

Note : les chiffres en italique correspondent à des années différentes de celles indiquées. Les données pour 2007 sont provisoires.

.. Indique qu'aucune donnée n'est disponible.

a. Les données sur l'aide se rapportent à 2006.

Économie du développement, Groupe de gestion des données sur le développement (DECDG).

Annexe B2 de la CAS: Indicateurs de la performance et de la gestion du portefeuille

Au 25 février 2009

Indicateur	2006	2007	2008	2009
Évaluation du portefeuille				
Nombre de projets en cours d'exécution ^a	6	6	6	5
Période d'exécution moyenne (années) ^b	2,9	3,9	2,6	3,7
Pourcentage de projets à problèmes dans le nombre total de projets ^{a, c}	0,0	0,0	16,7	0,0
Pourcentage du montant des projets à problèmes dans le total des projets ^{a, c}	0,0	0,0	20,6	0,0
Pourcentage de projets à risque dans le nombre total de projets ^{a, d}	0,0	0,0	33,3	40,0
Pourcentage du montant des projets à risque dans le montant total des projets ^{a, d}	0,0	0,0	35,1	50,6
Taux de décaissement (%) ^e	37,3	33,7	37,4	24,8
Gestion du portefeuille				
CPPR durant l'année (oui/non)	Non	Non	Oui	
Ressources pour la supervision (total USD)	637	656	627	301
Montant moyen pour la supervision (USD/projet)	106	109	90	60

Pour mémoire	Depuis Ex. 80	5 derniers Ex.
Proj. éval. par OED, nombre		14
Proj. éval. par OED, montant (USD millions)		116,9
% des projets OED notés I ou TI, dans le nombre total		42,9
% des projets OED notés I ou TI dans le montant total		24,4
		3
		52,8
		0,0
		0,0

a. Comme indiqué dans le Rapport annuel sur la performance du portefeuille (sauf pour l'exercice en cours).

b. Durée moyenne des projets figurant dans le portefeuille de la Banque pour le pays.

c. Pourcentage des projets notés Insatisfaisants (I) ou Très Insatisfaisants (TI) en ce qui concerne les objectifs de développement (OD) et/ou l'état d'avancement de l'exécution (AE).

d. Tel que défini dans le Programme d'amélioration du portefeuille.

e. Rapport entre les décaissements durant l'année et le solde non décaissé du portefeuille de la Banque au début de l'année: projets d'investissement uniquement.

* Tous les indicateurs concernent des projets du portefeuille actifs, à l'exception du taux de décaissement qui comprend tous les projets actifs et aussi les projets terminés durant l'exercice.

Annexe B3 de la CAS: Récapitulatif du Programme de la BIRD/IDA

Au 25 février 2009

Programme de financement de la BIRD/IDA proposé, scénario de base ^a

<i>Exercice</i>	<i>Id. du Projet</i>	<i>USD(M)</i>	<i>Contribution stratégique^b (H/M/L)</i>	<i>Risques d'exécution^b (E/M/F)</i>
2009	DJ – Amélioration des performances du secteur de la santé	7,0	E	F
	Résultat	7,0		
2010	DJ- Accès à l'énergie	6,2	E	M
	Résultat	6,2		
2011	DJ-Eau et développement rural intégré	5,0	E	M
	Résultat	5,0		
2012	DJ- Éducation et and ETFP	6,0	E	M
	Résultat	6,0		
	Résultat global	24,2		

a. Ce tableau présente le programme proposé pour les trois prochains exercices.

b. Pour chaque projet, le tableau indique si la contribution du projet à la mise en œuvre de la stratégie et si les risques d'exécution prévus sont élevés (E), modérés (M) ou faibles (F).

Annexe B4 de la CAS: Récapitulatif des services hors prêts - Djibouti

Au 26 janvier 2009

<i>Produit</i>	<i>Achèvem.à l'ex.</i>	<i>Coût USD (milliers)</i>	<i>Auditoire a/</i>	<i>Objectif b/</i>
Récemment terminé				
Mémorandum économique	2006	183,3	Gouvernement	Création de savoir
Coordination des interventions environnementales et sanitaires à MENA	2006	43,1	Gouvernement	Création de savoir
Renfor. Capac. pour préparer l'exécution du système intégré de protection sociale	2007	59,0	Gouvernement	Débat public
Système de suivi et évaluation	2008	3,0	Gouvernement	Recherche de solutions
Assistance technique pour l'Initiative nationale de développement	2008	24,0	Gouvernement	Recherche de solutions
CPPR	2008		Gouv./Banque/ Donateurs	Création de savoir
Dialogue sur enseignement technique et formation professionnelle	2008	96,0	Gouvernement	Création de savoir
JSAN sur l'Initiative nationale de développement social	2009	12,0	Gouvernement	Création de savoir
En cours				
Stratégie d'aide à Djibouti	2009	100,0	Gouv./Banque	Création de savoir
Programme d'évaluation du secteur financier (FSAP)	2009	150,0	Gouvernement	Création de savoir
Plan directeur pour le secteur de l'énergie	2009	29,0	Gouvernement	Création de savoir
Aide au titre de la crise alimentaire	2009	100,0	Gouvernement	Création de savoir
Appui à l'Initiative nationale de développement (INDS)	2009	60,0	Gouvernement	Création de savoir
Suivi économique (y compris DSRP et pauvreté)	2009	50,0	Gouvernement	Création de savoir
Prévu				
Gouvernance et lutte contre la corruption	2010	100,0	Gouv./Banque	Création de savoir
Télécommunications et TIC	2010	120,0	Gouvernement	Création de savoir
Sensibilisation de la problématique du Qat	2010	60,0	Gouv./Banque/ Diff. Public	Création de savoir, Recherche de solutions
Examen des dépenses publiques	2010	150,0	Gouvernement	Création de savoir
Évaluation de la pauvreté	2011	100,0	Gouvernement	Création de savoir
Appui aux réformes sectorielles	1011	100,0	Gouvernement	Création de savoir

a, Gouvernement, Donateurs, Banque, diffusion dans le public,

b, Création de savoir, débats public, recherche de solutions.

Annexe B5 de la CAS: Indicateurs sociaux de Djibouti

	1970-75	1980-85	1997-03	2004-07	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Pays à faible revenu, tranche infér.
POPULATION						
Population totale, mi-année (<i>millions</i>)	0,2	0,4	0,7	0,8	305,4	3 384,2
Taux de croissance (<i>% annuel moyen sur période</i>)	6,1	3,3	2,2	1,8	1,8	1,1
Population urbaine (<i>% de la population</i>)	61,6	71,1	83,0	87	56,8	40,8
Taux synthét. fécondité (<i>naissances par femme</i>)	6,7	6,4	4,8	4,1	2,9	2,3
PAUVRETÉ						
<i>(% de la population)</i>						
Indice national de pauvreté	..	..	..	..	..	..
Indice de pauvreté urbaine	..	..	..	..	..	..
Indice de pauvreté rurale	..	..	..	..	..	..
REVENUS						
RNB par habitant (<i>USD</i>)	..	..	771	1025	2345	1538
Indice des prix à la consommation (<i>1995=100</i>)	..	54	117	117	116	129
Indice prix alimentaires (<i>1995=100</i>)	..	..	..	..	..	..
RÉPARTITION REVENUS/ CONSOMMATION						
Indice de Gini	..	..	..	..	..	..
Quintile inférieur (<i>% revenu ou consommation</i>)	..	..	..	..	..	..
Quintile supérieur (<i>% revenu ou consommation</i>)	..	..	..	..	..	..
INDICATEURS SOCIAUX						
Dépenses publiques						
Santé (<i>% du PIB</i>)	..	..	4,6	4,4	2,8	1,9
Éducation (<i>% of GNI</i>)	..	..	7,6	8,7	4,3	4,0
Sécurité et protection sociale (<i>% du PIB</i>)	..	..	..	..	..	..
Taux nets de scolarisation primaire						
<i>(% du groupe d'âge)</i>						
Total	..	31	29	66	90	90
Garçons	..	37	33	..	92	91
Filles	..	26	25	..	88	89
Accès à une source d'eau améliorée						
<i>(% de la population)</i>						
Total	..	..	83	93	89	88
Pop. Urbaine	..	..	88	96	95	96
Pop. Rurale	..	..	61	53	81	82
Taux de vaccination						
<i>(% des enfants âgés de 12 à 23 mois)</i>						
Rougeole	..	27	43	67	89	75
DTCoq	..	22	44	69	91	74
Malnutrition infantile (<i>% moins de 5 ans</i>)	..	..	..	26	..	25
Espérance de vie à la naissance						
<i>(années)</i>						
Total	42	46	53	54	69	69
Pop. Masculine	41	45	52	53	68	67
Pop. Féminine	44	48	55	56	71	70
Mortalité						
Infantile (<i>pour 1 000 naissances vivantes</i>)	160	137	97	87	35	41
Moins de 5 ans (<i>pour 1 000</i>)	241	199	147	94	43	44
Adultes (15-59 ans)						
Hommes (<i>pour 1 000 personnes</i>)	586	527	368	325	168	203
Femmes (<i>pour 1 000 personnes</i>)	470	428	314	328	116	129
Maternelle (<i>pour 100 000 naissances vivantes</i>)	..	..	730	550	200	300
Naissances assistées par personnel de santé qualifié (%)	..	73	61	93	77	69

Annexe B5 de la CAS. Ce tableau a été généré par le système CMU LDB.

Annexe B6 de la CAS: Principaux indicateurs économiques de Djibouti

Page 1

Indicateur	Résultats			Est.		Projections					
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Comptes nationaux (en% du PIB)											
Produit intérieur brut ^a	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
<i>Agriculture</i>	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
<i>Industrie</i>	17	16	16	16	15	15	15	16	16	16	16
<i>Services</i>	79	80	80	80	81	81	81	80	80	80	80
Consommation totale	80	80	80	84	88	82	85	82	81	79	81
Investissement fixe intérieur brut	21	23	35	42,1	50,5	29,2	31,1	39,8	40,4	4,4	37,8
Investissement public	8	9	7,5	11,2	10,3	12	12,5	10,2	10,3	10,4	9,3
Investissement privé	14	10	27,5	30,9	40,2	17,2	18,6	29,6	30	30	28,6
Exportations (BSNF) ^b	36	40	41	43	43	42	43	85	114	107	101
Importations (BSNF)	49	54	64	76	86	59	65	107	134	125	157
Épargne intérieure brute											
Épargne nationale brute ^c	20	20	20,4	16,5	10,1	16,7	14	14,5	16,4	17,2	16,8
<i>Pour mémoire</i>											
Produit intérieur brut (USD millions aux prix courants)	666	709	769	850	986	1112	1251	1402	1554	1727	1907
Taux annuel de croissance réelle (%)											
Produit intérieur brut aux prix du marché	3,0	3,2	4,8	5,3	5,0	6,7	7,2	7,9	7,7	7,1	7,2
<i>Revenu intérieur brut</i>											
Taux annuel de croissance réelle par habitant (%)											
Produit intérieur brut aux prix du marché	1,1	1,4	2,3	2,7	3,4	3,5	4,7	6,8	5,1	4,5	4,7
Consommation totale	-0,2	2,8	4,1	7,9	11,4	3,6	11,3	7,6	6,3	4,8	8,6
Consommation privée				14,4	4,3	13,1	5,5	6,1	4,4	14,4	
Balance des paiements (USD millions)											
Exportations (BSNF) ^b	251	288	312	363	417	468	546	1223	1802	1880	1963
Marchandises FOB	38	40	55	79	98	114	129	763	1307	1349	1370
Importations (BSNF) ^b	339	361	489	641	847	664	831	1541	2147	2190	2259
Marchandises FOB	261	277	392	529	694	525	666	1342	1939	1974	2028
Solde de ressources	-88	-73	-177	-278	-430	-55	-285	-318	-344	-310	-296
Transferts courants nets	14	13	-21	-27	-17	-17	-24	-26	-26	-27	-29
Solde des transactions courantes (en% du PIB)			-14,7	-25,6	-40,4	-12,5	-17,1	-25,2	-23,9	-23,2	-21
Investissement direct étranger net (en% du PIB)	39	59	164	195	309	110	156	193	205	180	190
Prêts à long terme (nets)	14	11	24	34	57	50	41	38	-6	26	12
<i>Publics</i>											
<i>Privés</i>											
Réserves officielles brutes (en mois d'importations de biens et services)			2,2	1,8	3,3	3,1	2,9	3,5	3,8	3,9	...

Annexe B6 de la CAS: Principaux indicateurs économiques pour Djibouti (fin.)

Page 2

Indicateur	Résultats			Est.		Projections					
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Finances publiques (% du PIB aux prix du marché)^e											
Recettes courantes	35,6	37,1	34,9	35,1	32,5	32,6	33,6	33,4	33,7	33,6	31,6
Dépenses courantes	29,8	27,5	29,9	26,5	24,1	22,8	22,8	23,6	23,6	23,6	22,6
Solde du budget courant	5,8	9,6	-2,5	-2,6	-1,9	-2,2	-1,7	-0,3	-0,2	-0,4	-0,3
Dépenses d'équipement	7,7	9,3	7,5	11,2	10,3	12,0	12,5	10,2	10,3	10,4	9,3
Financements extérieurs	5,6	6,5	2,7	3,3	4,1	3,5	3,3	1,6	1,1	1,0	0,7
Indicateurs monétaires											
Crédit au secteur privé (variation annuelle en%)			9,1	23,1	26,0	15,6	24,1	25,8	24,5	17,8	19,5
Croissance de M2 (%)	13,9	11,3	10,2	9,6	17,2	14,2	13,0	14,6	11,8	11,8	10,4
Indices de prix											
Taux d'intérêt réels	11,9	12,6	11,8	11,2							
Indice des prix à la consommation (% variation, moyenne annuelle)	3,1	3,1	3,6	5,0	12	7,5	5,5	4,5	3,0	3,0	3,0
Déflateur du PIB (% de variation)	3,1	3,0	3,6	5,0	9,4	7,4	9,5	-0,9	3,0	3,0	3,1

a. PIB aux coûts des facteurs

b. Le sigle « BSNF » désigne les « biens et services autres que ceux des facteurs »

c. Comprend les transferts nets sans contrepartie à l'exception des dons publics en capital

d. Y compris le recours aux ressources du FMI

e. Administration centrale consolidée

Annexe B8 de la CAS: Portefeuille d'opérations (BIRD/IDA et dons)

Au 25 février 2009

<u>Projets actifs</u>		<u>Dernier PSR</u>			Montant initiaux en USD m			<u>Écart entre décaissements prévus et effectués^{a/}</u>	
Id. du projet	Intitulé du projet	Note de supervision			IDA	Don	Non décais.	Init.	Révisés
		<u>OD</u>	<u>AE</u>	Ex.					
P089968	DJ-Réhabil. d'urgence après inondations	MS	S	2005	6,4	2,1	0,23	-2,07	-0,01
P071062	DJ-Projet dévelop. Secteur de la santé	S	S	2002	15,0		1,97	-0,85	
P086379	DJ- Accès à l'électricité et diversification	MS	MS	2006	7,0		5,00	4,97	
P086994	DJ-Accès à l'école et amélioration éducat II	MS	MS	2006	10,0		4,51	3,48	
P088876	DJ-Programme réduction pauvreté urbaine	S	S	2008		3,0	2,80	0,09	
Résultat global					38,4	5,1	14,52	5,62	-0,01

Nombre de projets clos **16**

<u>BIRD/IDA *</u>	Montant (USD m)
Total décaissé (actifs)	32,16
dont remboursé	0,00
Total décaissé (clos)	130,07
dont remboursé	11,77
Total Décaissé (actifs + clos)	162,23
dont remboursé	11,77
Total non décaissé (actifs)	14,52
Total non décaissé (clos)	0,00
Total non décaissé (actifs + clos)	14,52

* Les chiffres relatifs aux décaissements sont mis à jour la première semaine de chaque mois

^{a/} Décaissements prévus à ce jour moins les décaissements effectués à ce jour conformément aux projections établies à l'évaluation

Carte de Djibouti

IBRD 33396R

DJIBOUTI

- | | | | |
|---|---------------------------|-------|--------------------------|
| ○ | SELECTED CITIES AND TOWNS | — | MAIN ROADS |
| ◉ | REGION CAPITALS | — | RAILROADS |
| ⊕ | NATIONAL CAPITAL | — | REGION BOUNDARIES |
|  | RIVERS | - - - | INTERNATIONAL BOUNDARIES |



This map was produced by the Map Design Unit of The World Bank. The boundaries, colors, denominations and any other information shown on this map do not imply, on the part of The World Bank Group, any judgment on the legal status of any territory, or any endorsement or acceptance of such boundaries.

JUNE 2007